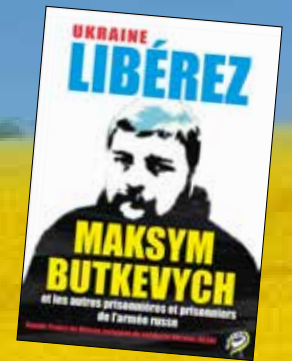


BRIGADES ÉDITORIALES DE SOLIDARITÉ

SOUTIEN À L'UKRAINE RÉSISTANTE



n° 20 – 1^{er} juin 2023

page*2:
Editions Page deux

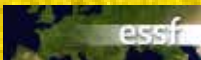
SYLÉPSE



SPARTACUS



UTOPIA



NewPolitics

Entre les lignes entre les mots



LES utopiques

A l'encontre

Brigades éditoriales de solidarité

Les Brigades éditoriales de solidarité ont été créées au lendemain de l'agression de la Russie poutinienne contre l'Ukraine. Elles regroupent les éditions Syllepse (Paris), Page 2 (Lausanne), M (Montréal), Spartacus (Paris) et Massari (Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, les blogs *Entre les lignes entre les mots* (Paris) et *Utopia Rossa*, ainsi que le Centre Tricontinental (Louvain-la-Neuve) et le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

À l'encontre: <https://alencontre.org/>

Centre Tricontinental: www.cetri.be/

ContreTemps: lesdossiers-contretemps.org

Éditions Page 2: <https://alencontre.org/>

Éditions Spartacus: www.editions-spartacus.fr

Éditions Syllepse: www.syllepse.net

Massari Editore, www.massarieditore.it

Entre les lignes, entre les mots: <https://entrelignesentrelesmots.blog/>

Europe solidaire sans frontières: www.europe-solidaire.org

Les Utopiques: lesutopiques.org

M Éditeur: <https://m-editeur.info/>

New Politics: newpol.org/

Réseau syndical international de solidarité et de luttes: laboursolidarity.org

Utopia Rossa: <http://utopiarossa.blogspot.com>



1^{ER} MAI 2023

ISBN: 979-10-399-0171-0

ÉDITIONS SYLLEPSE

69, RUE DES RIGOLES, 75020 PARIS

Illustration de couverture: © Natacha Nisic, *Breaking Dreams, Breaking Lives*, mars 2022, The Crown Project.

Illustrations de l'intérieur: collections particulières et DR.

TABLE DES MATIÈRES

QUIZAINÉ DE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE UKRAINIENNE

LA PAROLE À COMMONS

COMMONS: UN INTELLECTUEL COLLECTIF DE GAUCHE UKRAINIEN
PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT
13

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

LES VENDEURS DE RUE AFRICAINS SOUTIENNENT L'UKRAINE
20

LES CHEMINOTS UKRAINIENS SOUTIENNENT LES CHEMINOTS ANGLAIS
20

LA RUSSIE DOIT LIBÉRER MAKSYM BUTKEVYCH
DÉCLARATION N° 776 DE L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE
21

PENDANT LA GUERRE LA LUTTE CONTINUE

LA DOULEUR DES INFIRMIÈRES UKRAINIENNES EN TEMPS DE GUERRE
UN RAPPORT DU SYNDICAT SOIS COMME NINA
23

LA SEMAINE ANTIFASCISTE DU SYNDICAT ÉTUDIANT PRIAMA DIIA
26

L'INVAINCUE DE POLTAVA
27

LE SYNDICAT DES LGBTQIA+ EN UNIFORME
PATRICK LE TRÉHONDAT
29

DES DROITS SOCIAUX POUR LA VICTOIRE ET LA RESTAURATION DE L'UKRAINE
31

CHRONIQUE DES ÉVÉNEMENTS COURANTS
33

S'UNIR POUR UNE EUROPE JUSTE ET SOCIALE
34

DÉCLARATION DU SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'INDUSTRIE HOUILLÈRE D'UKRAINE (FPU)
34

PRISES DE POSITION

POUTINE: DE VICTOIRE EN VICTOIRE JUSQU'À LA CATASTROPHE FINALE!
YORGOS MITRALIAS
38



LETTRE OUVERTE AU MOUVEMENT DE LA PAIX
COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE (RESU)
41

PACIFISME, MILITARISME ET SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE
RONALD CAMERON
43

DISCUSSION AVEC DES TÉMOINS OCULAIRES DE LA GUERRE POPULAIRE EN UKRAINE
ENTRETIEN DE SUZI WEISSMAN AVEC VLADISLAV STARODUBTSEV ET JEREMY BIGWOOD
46

LUTTER SUR DEUX FRONTS
PATRICK LE TRÉHONDAT
56

OÙ VA LA RUSSIE ?

C'EST TOUJOURS AVANT L'AUBE QU'IL FAIT LE PLUS SOMBRE
ENTRETIEN AVEC L'ORGANISATION DE COMBAT DES ANARCHO-COMMUNISTES (BOAK)
65

CE RÉGIME NE PEUT PAS ÉVOLUER
ILYA BUDRAITSKIS
72

ÉCHOS DES UNIVERSITÉS DANS LA RUSSIE DE POUTINE
ROBI MORDER
81

APPEL À MES AMIS PROGRESSISTES OCCIDENTAUX
BORIS KAGARLITSKY
89

SOLIDARITÉ HORIZONTALE CONTRE GÉOPOLITIQUE
DÉCLARATION DU MOUVEMENT SOCIALISTE RUSSE
91

BOÎTE ALERTE

GUERRE ET POÉSIE EN UKRAINE AUJOURD'HUI
PAVLO VICHEBABA
97

LE GRAND ROMAN DU DÉBUT DE LA GUERRE DE RÉSISTANCE DE L'UKRAINE
VLADIMIR CLAUDE FIŠERA
98

RUSSIE, THÉÂTRE ET APOLOGIE DU TERRORISME
JEAN-MARC ADOLPHE
99





Oksana Briukhovetska, *Ukraine-burning-building*.



QUINZAINÉ
DE SOLIDARITÉ
AVEC LA RÉSISTANCE
DU PEUPLE UKRAÏN

ANCE AINIEN



DÉBATS

PROJECTIONS

MUSIQUE

BANQUET

SALON

DU LIVRE

17 JUIN - 1^{ER} JUILLET 2023



LE PR O GR AM ME

MUSIQUE

Samedi 17 juin (19h30)

SOIRÉE ANTIRACISTE ORGANISÉE PAR SHOOLIDAIRES AVEC DUBAMIX AUX PLATINES

GARE XP, 18, BD SERRURIER (PARIS 19^e)

MEETING

mardi 20 juin (19 heures)

MEETING SYNDICAL INTERNATIONAL AVEC DES REPRÉSENTANT·ES DES SYNDICATS UKRAINIENS

BOURSE DU TRAVAIL (SALLE HÉNAFF), RUE CHARLOT (PARIS 3^e)

DÉBAT

Jeudi 22 juin (19 heures)

« QUELLES SONT LES CONDITIONS POUR UNE PAIX JUSTE ET DURABLE POUR L'UKRAINE ? »

(EN VISIO)

CINÉMA

Vendredi 23 juin (20 heures)

PROJECTION DE *LA CACOPHONIE DU DONBASS*,
EN PRÉSENCE DU RÉALISATEUR, IGOR MINAEV

ESPACE SAINT-MICHEL, 7, PLACE SAINT-MICHEL (PARIS 5^e)

MANIF

Samedi 24 juin (15 h 30)

MANIFESTATION DE L'UNION DES UKRAINIENS DE FRANCE

DÉBAT

Mercredi 28 juin (19 heures)

« LA GUERRE DE LA RUSSIE CONTRE L'UKRAINE, UN CONFLIT COLONIAL ? »

CÉDÉTIM-CICP, 21 TER, RUE VOLTAIRE (PARIS 11^e)

REPAS SOLIDAIRE ET MUSIQUE

Lundi 26 juin (19 h 30)

RESTAURANT LE LIEU-DIT, 6, RUE SORBIER (PARIS 20^e)

SALON DU LIVRE

Vendredi 30 juin (13 heures-20 heures)
et samedi 1^{er} juillet (13 heures-18 heures)

LE MALTAIS ROUGE, 40, RUE DE MALTE (PARIS 11^e)

LE DÉBAT DU SALON DU LIVRE

Vendredi 30 juin (18 heures)

« LES ENJEUX DE LA LANGUE EN UKRAINE »
AVEC DENYS GORBACH ET DARIA SABUROVA

LE MALTAIS ROUGE, 40, RUE DE MALTE (PARIS 11^e)

QUINZAINE DE SOLIDARITÉ AVEC LA RÉSISTANCE
DU PEUPLE UKRAINIEN

LA CACOPHONIE DU DONBASS

de Igor MINAEV

Musique de Vadim SHER

CINÉ-DÉBAT

en présence du réalisateur et du compositeur.

Entrée solidaire : 5 €



23 JUIN 20H³⁰, ESPACE ST-MICHEL
PLACE ST-MICHEL, PARIS 5^{EME}



COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN
DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAÏNE
ukrainsolidaritefrance@gmail.com

RESU



REPAS DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE RÉSISTANTE

QUINZAINE DE SOLIDARITÉ

RÉSERVATION OBLIGATOIRE

Nom, prénom :

e-mail - tél. :

Je réserve repas

Règlement à l'ordre du Lieu-Dit
à adresser aux Éditions Syllepse (RESU)
69, rue des Rigoles, 75020 Paris



COMITÉ
FRANÇAIS
DU RÉSEAU
EUROPÉEN
DE SOLIDARITÉ
AVEC L'UKRAINE

15 EUROS LE REPAS
(OU PLUS POUR LA SOLIDARITÉ)
1 PLAT, 1 DESSERT (HORS BOISSON)

LUNDI 26 JUIN

19 H 30 : APERO

20 H : DÎNER UKRAINIEN

21 H 30 : PRISES DE PAROLE

RESTAURANT
LE LIEU-DIT

6, RUE SORBIER, 75020 PARIS



ANIMATION MUSICALE
AVEC LE GROUPE UKRAINIEN LYRA



Quinzaine de solidarité organisée par le Comité français du réseau européen de solidarité avec l'Ukraine

SALON DU LIVRE

pour l'Ukraine résistante



vendredi 30 juin 14h-20h

samedi 1^{er} juillet 11h-20h

LIVRES, RENCONTRES, DÉBATS

Vendredi à 18h débat "Ukraine, les enjeux de la langue"

Le Maltais rouge - 40 rue de Malte 75011 Paris
M° République



LA PAROLE À
COMMONS

Commons: un intellectuel collectif de gauche ukrainien

PROPOS RECUEILLIS PAR PATRICK LE TRÉHONDAT¹

L'un des paradoxes de la guerre en Ukraine est que certains d'entre nous ont découvert l'existence d'une gauche active et d'une pensée critique et créative en Ukraine que nous avons ignorées pendant de trop nombreuses années (et dont l'auteur de ces lignes fait partie). Parmi nos révélations, le journal *Commons*, journal de critique sociale, est certainement l'un des endroits les plus importants et les plus productifs pour comprendre la situation en Ukraine (et dans le monde). Il publie ses articles en ukrainien, en anglais et en russe. Aujourd'hui, *Commons* est un site web de référence pour la pensée critique de la gauche européenne. Bien que le site traite de questions spécifiques à l'Ukraine, il est ouvert au monde. L'une de ses initiatives récentes est le «Dialogue des périphéries» qu'il souhaite ouvrir, l'objectif étant que «la résistance au système capitaliste soit un moyen de trouver des solutions alternatives pour tous les pays de la périphérie mondiale. À cette fin, nous entamons un dialogue commun indépendant avec des militants de différentes régions, de l'Amérique latine l'Asie de l'Est».

Commons a été fondé en 2009. Dans quelles circonstances, par qui et pourquoi a-t-elle été créée?

À l'époque, l'Ukraine disposait déjà d'un certain écosystème d'organisations de gauche, allant des anarchistes aux différents types de marxistes. Leurs activités comprenaient, par exemple, une campagne contre le nouveau Code du travail ou des manifestations contre les promoteurs immobiliers qui s'emparaient illégalement de l'espace public. Il existait également un certain nombre de ressources en ligne de gauche. Les fondateurs de *Commons*, pour la plupart, appartenaient ou sympathisaient avec une ou plusieurs de ces initiatives. Cependant, ils n'étaient pas satisfaits de la qualité de l'analyse politique typique des milieux de gauche à Kyiv à l'époque. Beaucoup étaient des étudiants ou des chercheurs, dont certains avaient déjà été confrontés à des discussions et des textes marxistes issus d'universités occidentales, qui étaient beaucoup plus sophistiqués et actualisés que les textes discutés par les activistes en Ukraine. Au départ, ces personnes ont donc lancé une liste de diffusion qu'elles ont appelée «Pensée de gauche» afin de tenir des discussions plus approfondies et politiquement engagées. Très vite, elles ont décidé de créer un site web qui populariserait la pensée critique sociale mondiale auprès d'un public plus large. Les premières publications étaient presque exclusivement des traductions. Progressivement, nous avons commencé à produire nos propres textes, et bientôt nous avons lancé un journal papier. L'idée sous-jacente était d'avoir quelque chose qui s'apparente à une véritable revue théorique, avec une critique par ses pairs et des normes intellectuelles élevées, mais indépendante de toute bureaucratie universitaire. Certains de ces fondateurs font toujours partie de l'équipe, d'autres s'en sont séparés. Le journal papier



1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité. Propos recueillis le 14 mai 2023.

n'existe plus. Mais l'idée générale reste la même: produire et diffuser une analyse sociale de haute qualité et politiquement engagée.

Plus généralement, au-delà de la dénonciation des dégâts du système capitaliste mondial, il semble que vous cherchiez à mettre en avant les alternatives qui se construisent ici et maintenant et dans le contexte plus spécifique des sociétés colonisées à la périphérie du système capitaliste. Cette préoccupation est-elle un effet de la situation en Ukraine? Pourquoi?

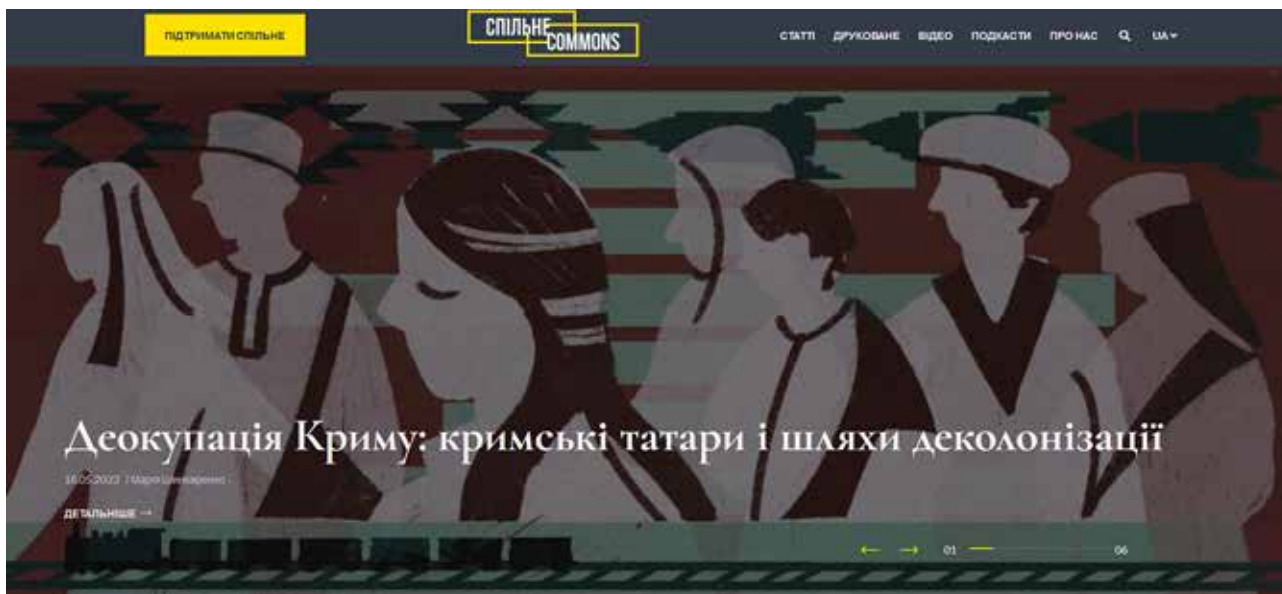
Il est clair que l'Ukraine est un pays périphérique et ce fait ne peut être ignoré dans le développement de l'analyse sociale et des stratégies politiques. Si l'impulsion initiale de *Commons* était de familiariser le public post-soviétique avec la pensée occidentale, nous n'avons jamais eu l'intention de nous arrêter à cette transmission unidirectionnelle. Nous apprenons beaucoup de nos camarades occidentaux, mais nous pensons qu'ils ont aussi beaucoup à apprendre des lieux périphériques de production de connaissances. Nous pensons également que nous avons besoin d'un échange indépendant d'expériences et de perspectives avec d'autres pays périphériques. Il en va de même pour la révolution par rapport à la perspective «ici et maintenant»: les deux doivent être combinées, sinon la rhétorique anticapitaliste reste superficielle et générale, tout comme les «solutions pratiques» ne nous mènent nulle part sans une perspective radicale plus large.

Vous êtes donc très intéressés par les situations et les expériences des mouvements sociaux en Amérique latine, Afrique, et Asie? Cela peut paraître paradoxal pour un pays européen?

Après le début de la guerre à grande échelle, nous nous sommes rendu compte que ce que nous savions et publions sur les pays périphériques était souvent écrit par des auteurs occidentaux de gauche ou par des personnes du Sud ayant longtemps vécu en Occident. La même chose s'est produite dans le cas de l'Ukraine: lorsque l'attention s'est soudainement portée sur notre société, ce sont souvent des Occidentaux qui donnaient leur point de vue sur l'invasion russe et qui étaient les plus bruyants et souvent les plus appréciés. Même s'ils n'avaient jamais été confrontés au contexte ukrainien auparavant. Malheureusement, c'était également le cas pour la discussion entre personnes de gauche, qui sont pourtant censées se préoccuper des hiérarchies, des relations de pouvoir, du contexte et des représentations. Dans le même temps, la guerre a contribué à l'émergence de nouveaux contacts avec des militants de gauche du monde entier. Nous avons décidé qu'un dialogue plus direct avec les forces progressistes du «Sud global» était nécessaire.

Depuis une décennie, la société ukrainienne répète le slogan «L'Ukraine, c'est l'Europe». L'insistance avec laquelle ce slogan est constamment répété amène à se demander si ceux qui continuent à le proclamer n'essaient pas de se convaincre de quelque chose qui n'est pas vraiment évident. Il n'est guère intéressant d'énoncer des faits objectifs, selon lesquels le continent européen s'étend jusqu'à l'Oural et la mer Caspienne. Dans la réalité sociale dans laquelle nous vivons, l'«Europe» représente l'une des régions les plus riches du monde, dominant politiquement et économiquement une grande partie du reste de la planète. Il existe également de nombreuses inégalités au sein de cette «Europe» imaginaire. Il serait présomptueux de prétendre que l'Ukraine fait partie de ce bloc prospère et puissant. Par conséquent, la





réalité de la société ukrainienne, intégrée dans les hiérarchies capitalistes mondiales en tant que périphérie, plaide en faveur d'une analyse matérialiste plutôt que d'une proclamation idéaliste, et parfois raciste, selon laquelle l'Ukraine ferait partie de la «civilisation européenne». L'Europe reste bien sûr un point de référence important, puisque nous sommes de toute façon situés dans la région et que l'histoire et l'actualité ukrainiennes sont profondément liées aux pays voisins. Mais il est utile de réfléchir à notre place dans les «hiérarchies européennes», de décentrer notre optique et de rechercher des comparaisons productives ou des expériences partagées ailleurs, avec des lieux tout aussi périphériques, afin de trouver nos voies communes et de remettre en question le système d'exploitation existant des inégalités mondiales.

De nombreux articles sont publiés sur la situation en Ukraine. Quelles sont les spécificités de vos publications sur ce sujet? Quelles sont les principales préoccupations qui motivent votre choix d'articles? Que dites-vous que d'autres ne disent pas?

Nous nous distinguons des publications étrangères de gauche par le fait que nous sommes un média ukrainien, et des médias ukrainiens par le fait que nous sommes l'un des rares médias de gauche en Ukraine. Comme tout progressiste de gauche le reconnaît, il est important de donner la parole aux gens sur le terrain et, par conséquent, nous exprimons notre point de vue et essayons de donner la parole à différents groupes et expériences en Ukraine. Contrairement à de nombreux autres médias ukrainiens, nous, en tant que média de gauche, considérons que les thèmes des inégalités actuelles, de l'exploitation et de la voie



vers une société plus égalitaire et plus juste sont les plus importants.

Quelle est la place du marxisme dans votre réflexion?

Il s'agit probablement d'une question à laquelle chaque membre du comité de rédaction devrait répondre individuellement. Certains d'entre nous sont marxistes, mais pas tous, et parmi les cofondateurs et les anciens rédacteurs de la revue, il y avait des personnes aux opinions diverses, y compris des anarchistes. Cependant, l'approche matérialiste de la réalité est ce qui unit tous les rédacteurs. Nous avons traduit les œuvres de nombreux auteurs marxistes, tels que Perry Anderson, Étienne Balibar, Tithi Bhattacharya, Hal Draper, David Harvey, Nancy Fraser, Michael Löwy, Marcel van der Linden, Nicos Poulantzas, Beverly J. Silver, Enzo Traverso, Erik Olin Wright, pour n'en citer que quelques-uns. Parallèlement, nous avons traduit des auteurs anarchistes, tels que David Graeber et Peter Gelderloos, et des universitaires progressistes, tels que Randall Collins et Pierre Bourdieu. Nous accordons également une attention particulière à l'héritage intellectuel de Roman Rosdolsky, l'un des marxistes ukrainiens les plus éminents.

Vous avez publié le magazine papier *Commons*. Son dernier numéro date de mai 2019. Pourquoi avez-vous arrêté?

Cela demande beaucoup de temps et d'efforts, et il n'y a pas beaucoup d'avantages à en tirer. Bien que cela nous ait permis de fournir une approche plus holistique d'un sujet sélectionné et de solliciter les personnes les plus actives dans une perspective de gauche, les publications en ligne nous permettent d'atteindre plus de personnes et de poursuivre notre tentative de faire évoluer le débat public de manière

plus générale. En outre, même si nos numéros étaient thématiques, un sujet particulier n'intéressait généralement qu'une partie du comité éditorial, tandis que d'autres étaient moins impliqués. En fin de compte, nous apprécions profondément cette expérience et certains d'entre nous éprouvent un sentiment de nostalgie à l'égard des numéros imprimés, mais à un moment donné, nous avons décidé d'aller de l'avant.

Sur votre site web, vous proposez des livres à télécharger gratuitement (par exemple : *Qui s'occupera des enfants? Les jardins d'enfants dans le contexte de l'inégalité des genres; Un avenir sans capitalisme; Cybernétique et gouvernance économique démocratique*). Envisagez-vous de publier vos propres livres à l'avenir?

Ces livres (certains étant plutôt des rapports de recherche, d'autres des livres édités en tant que tels) ont vu le jour en raison de l'intérêt et de l'engagement particuliers de certains d'entre nous à diriger la publication ou à effectuer une recherche. Certains d'entre eux ont également été édités par des personnes extérieures à *Commons*, mais avec lesquelles nous partageons des idées et des visions communes. Nous préparons actuellement un livre important sur les résultats du projet spécial sur la *transition juste*. Il sera disponible en ukrainien et adapté pour un public anglophone.

Dans votre présentation, vous dites: «Le comité de rédaction partage des opinions égalitaires et anticapitalistes. C'est pourquoi, dans nos publications, nous discutons de la manière de changer la société pour qu'il n'y ait plus de place pour l'exploitation, l'inégalité et la discrimination.» Comment cela se traduit-il dans votre fonctionnement, et dans le choix de vos articles?



Bien entendu, notre position idéologique influence le choix des articles. Nous ne pouvons pas dire que nous ne publions que des auteurs qui ont la même position idéologique que nous. Oui, la plupart de nos publications proviennent de personnes partageant les mêmes idées. Mais nous publions aussi parfois des articles avec lesquels nous sommes d'accord, même si le cadre de l'article n'est pas nécessairement de gauche – néanmoins, il ne doit, bien sûr, rien contenir qui soit contraire à nos convictions, comme le racisme, les sentiments élitistes, la misogynie, l'approche basée sur le marché, etc. L'idée de construire un dialogue avec des expériences périphériques vient directement de notre point de vue. Il est important pour nous de promouvoir l'égalité de la voix des femmes et de donner le point de vue des travailleurs. Dans notre travail quotidien, nous sommes conscients des situations différentes et souvent inégales des rédacteurs et des personnes extérieures avec lesquelles nous coopérons. Nous sommes conscients que certains d'entre nous ont des emplois à temps plein pour subvenir à leurs besoins, nous prenons en compte le fait que certains ont des obligations de soins, ce qui a un impact significatif sur leur temps de travail et leur emploi du temps.

Depuis le début de la guerre, le 24 février 2022, comment travaillez-vous et en quoi cela a-t-il modifié votre politique éditoriale ?

Au cours des premiers mois de l'invasion, nous nous sommes presque entièrement tournés vers un public international, bien qu'auparavant nous n'ayons accordé que peu d'attention à la version anglaise du site. Nous avons estimé qu'il était important de participer aux débats régionaux et mondiaux de la gauche sur l'invasion russe, et de promouvoir notre point de vue, sur ce que signifient un véritable internationalisme et une véritable solidarité dans une situation

comme celle-ci. Lorsque la discussion sur la reconstruction de l'Ukraine après la guerre a commencé à l'été 2022, nous avons considéré qu'il était important de promouvoir l'idée d'une reconstruction juste. À la fin de l'année dernière, nous avons consolidé l'idée des dialogues des périphéries, bien qu'elle ait fait l'objet de discussions internes depuis plusieurs mois déjà. C'est pourquoi les publications en anglais sont toujours importantes pour nous et nous essayons de traduire une grande partie de nos textes et prévoyons de continuer à le faire. Nous avons également établi et continuons d'établir des liens avec différents médias et militants progressistes d'autres pays, ce qui contribue à accroître la diversité des auteurs et des perspectives.

D'un point de vue plus organisationnel, nous devons également changer beaucoup de choses. La situation personnelle de bon nombre de nos rédacteurs et auteurs a changé en raison de l'invasion à grande échelle. Certains ont dû déménager à l'intérieur de l'Ukraine, d'autres ont dû fuir à l'étranger, d'autres encore sont partis à l'armée, d'autres enfin sont devenues des mères célibataires forcées (en raison des restrictions imposées par le gouvernement ukrainien à la mobilité transfrontalière des hommes). Notre travail au printemps 2022 a été quelque peu chaotique car les circonstances générales et personnelles changeaient constamment. Aujourd'hui, la situation s'est stabilisée dans une certaine mesure et nous travaillons ensemble principalement par le biais de la communication en ligne. Paradoxalement, la pandémie de Covid-19 nous y a préparés d'un point de vue technique et pratique.



Avez-vous des relations avec d'autres sites web en Europe ou à l'étranger?

Nous entretenons de nombreuses relations avec différents médias, principalement en Europe, mais aussi aux États-Unis, en Amérique latine, etc. Nous sommes membres des réseaux ELMO d'Europe de l'Est et coopérons avec d'autres de temps à autre. Nous avons beaucoup moins de contacts avec les médias de pays périphériques similaires, en dehors de l'Europe de l'Est ou de l'Amérique latine. Mais nous avons aussi des projets et des idées, sur lesquels nous travaillons actuellement avec d'autres personnes afin de faciliter la communication et la coopération dans le monde entier. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, nous avons vu doubler le nombre de sites web qui ont traduit, reproduit ou mis en lien nos publications dans leurs articles. En un an, ce nombre est passé à près de 2000 sites dans le monde. Et le nombre de liens actifs vers nos publications a été multiplié par cinq pour atteindre plus de 150 000. Certains médias nous ont demandé une autorisation de publication et nous ont envoyé des traductions d'articles. Mais la majorité d'entre eux le font d'eux-mêmes. Et nous nous félicitons de ce type de diffusion. Les articles de la revue, en particulier sur la guerre russo-ukrainienne, que nous avons commencé à publier activement en anglais, ont commencé à influencer les discussions politiques dans d'autres pays du monde.

Combien de lecteurs avez-vous? Combien de personnes visitent votre site web?

Nous avons notre propre public stable. Globalement, le site est lu par environ 30 000 lecteurs par mois. Près de la moitié d'entre eux sont étrangers, et le nombre a doublé depuis le début de l'invasion. Nous diffusons également nos idées et nos valeurs par le

biais des médias sociaux, en utilisant des formats plus courts et plus accessibles. Nous visons ainsi à toucher les plus jeunes, en créant des temps forts à propos de nos articles sur notre compte Instagram et sur Twitter, par exemple.

Le site de [Commons](#)

Pour soutenir financièrement la revue, cliquer sur [Commons](#)



**SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE**

Les vendeurs de rue africains soutiennent l'Ukraine

Début mai, des vendeurs de rue de 47 pays se sont réunis à Kigali (Rwanda), pour le 7^e congrès international de StreetNet. La Confédération des syndicats indépendants d'Ukraine était représentée à cet événement par la présidente du syndicat FTUEU (Syndicat rassemblant des vendeurs de rue et des auto-entrepreneurs), Valentina Korobka. StreetNet a été officiellement lancé le 14 novembre 2002 en tant qu'alliance de vendeurs de rue réunissant des organisations membres (syndicats, coopératives ou associations) qui organisent directement les vendeurs de rue et défendent les droits des travailleurs de l'économie informelle. Le 4 mai, Valentina Korobka, s'est exprimée devant le congrès de StreetNet pour évoquer la situation après l'attaque de l'armée russe, de la vie et du travail sous les bombardements. Elle a indiqué que 41 membres de l'Union libre des entrepreneurs d'Ukraine étaient décédés au cours de la seule année écoulée. Les délégués ont exprimé leur soutien sincère et émotionnel à l'Ukraine.



Les cheminots ukrainiens soutiennent les cheminots anglais

En Grande-Bretagne, à l'appel de deux syndicats – les cheminots RMT et les chauffeurs ASLEF – les salariés de 16 compagnies ferroviaires ont déclenché une grève vendredi 12 mai, qui se poursuivra les 13 mai et 3 juin.

Le ministre des transports a accusé les deux syndicats de commettre un acte hostile envers l'Ukraine, parce que la grève gênait les spectateurs du concours Eurovision, dont la finale se tenait à Liverpool le 13 mai.

Le secrétaire général de RMT, Mick Lynch, a réfuté les accusations du ministre: «J'étais en Ukraine lorsque les chars russes ont envahi son territoire, et le secrétaire général adjoint de l'ASLEF, Simon Weller, était également là pour parler aux cheminots lorsque les bombes russes sont tombées sur l'Ukraine. Et nous participons à la campagne de solidarité avec l'Ukraine.»

Le syndicat britannique des machinistes ASLEF entretient quant à lui des liens étroits avec le Syndicat libre des cheminots d'Ukraine et a envoyé une aide humanitaire.

De son côté le Syndicat libre des cheminots d'Ukraine (FRU) a déclaré «soutenir les revendications de l'ASLEF» et «être prêt à des actions de solidarité en soutien à [la] courageuse lutte pour les droits du travail des membres du syndicat.» Il a également exprimé sa «sincère gratitude» pour la participation des cheminots britanniques «à l'organisation d'activités d'aide humanitaire aux membres des forces armées ukrainiennes»: «Il s'agit d'une contribution inestimable au développement de la solidarité syndicale internationale et, sans aucun doute, d'un soutien tangible aux syndicalistes des chemins de fer en temps de guerre.»

«Le Syndicat libre des cheminots d'Ukraine souhaite à ses collègues du succès dans la lutte pour les revendications équitables des cheminots et exprime sa confiance que leur exemple sera une impulsion pour de nouvelles actions de protestation audacieuses des syndicats pour protéger les droits violés des travailleurs.»

La Russie doit libérer Maksym Butkevych

DÉCLARATION N° 776 DE L'ASSEMBLÉE
PARLEMENTAIRE DU CONSEIL DE L'EUROPE¹

Nous, soussignés, déclarons ce qui suit: «Depuis plus de deux décennies, Maksym Butkevych a participé à l'organisation de nombreuses manifestations contre la guerre, pour une altermondialisme et contre le fascisme. (y compris des actions annuelles à la mémoire de Stanislav Markelov et d'Anastasia Baburova assassinés par des néonazis russes), des rassemblements contre les frontières, les guerres d'agression, la dictature et les lois autoritaires. Il a participé et organisé des manifestations de soutien aux personnes marginalisées, aux minorités, aux LGBTQ+ et aux réfugiés. [...] Avant de rejoindre les forces armées ukrainiennes, en mars 2022, il était un pacifiste convaincu. Il a été capturé par les envahisseurs russes à la fin du mois de juin 2022.

Le 10 mars 2023, un tribunal fantoche de la région ukrainienne de Lougansk occupée par la Russie a condamné le prisonnier de guerre Maksym Butkevych à treize ans dans une prison de haute sécurité pour

1. Cette déclaration écrite datée du 5 mai 2023 n'engage que ceux qui l'ont signée: Sondergaard Søren, Danemark, UEL; Bergeron Stéphane, Canada; Berova Özdemir, Chypre; Castel Laura, Espagne, UE; Corbyn Jeremy, Royaume-Uni, SOC; Efstathiou Constantinos, Chypre, SOC; Fernandes Emmanuel, France, UEL; Gavan Paul, Irlande, UEL; Gómez-Reino Antón, Espagne, UEL; Gontcharenko Oleksii, Ukraine, EC/DA; Grin Jean-Pierre, Suisse, ALDE; Jónsson Bjarni, Islande, UEL; Katrougalos George, Grèce, UEL; Kravychuk Yevheniia, Ukraine, ALDE; Risper Stephanie, Autriche, ALDE; Merejko Oleksandr, Ukraine, EC/DA; Pareren Bob, van, Pays-Bas, EC/DA; Sharma Virendra, Royaume-Uni, SOC; Skúladóttir Jódís, Islande, UEL; Stambach-Terreoir Anne, France, UEL; Unneland Andreas Sjalg, Norvège, UEL; Zingeris Emanuelis, Lituanie, EPP/C.

des crimes commis dans un endroit où il ne pouvait pas se trouver.

Nous manifestons notre solidarité totale avec Maksym Butkevych, qui incarne une nouvelle fois de manière dramatique le caractère sans foi ni loi des envahisseurs, et nous demandons qu'il soit libéré.

www.youtube.com/watch?v=4Xexq_KRd-mo&t=24s



**PENDANT
LA GUERRE
LA LUTTE CONTINUE**

La douleur des infirmières ukrainiennes en temps de guerre

UN RAPPORT DU SYNDICAT SOIS COMME NINA¹

En 1990, l'Ukraine comptait 670 000 infirmières. En 2017, elles étaient presque deux fois moins nombreuses (360 000). En 2018, la réforme des soins de santé a commencé et le total du personnel a changé. Cependant, si nous comparons les données générales disponibles du Service national des statistiques, il s'avère que pendant cette période, le nombre de l'ensemble du personnel médical a diminué de 140 000 – en 2017, il y avait 848 000 médecins, et en janvier 2022, il y en avait 709 000. Il n'y a pas de données après le début de l'invasion à grande échelle de la Russie. Toutefois, on peut supposer qu'avec l'occupation et les réfugiés, la réduction de personnel s'est aggravée.

Ce que disent les chiffres

Dans le contexte du sous-financement permanent du secteur, les infirmières et le personnel médical subalterne étaient désavantagés. Ceux et celles qui en avaient la possibilité sont parti·es. Et celles et ceux qui sont resté·es ont fini par travailler pour deux. La réforme des soins de santé n'a fait qu'aggraver la

1. 12 mai 2023. Traduction Patrick Le Tréhondat. Voir «Nous créons des syndicats indépendants dans les hôpitaux», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 18.

situation, en obligeant les hôpitaux à devenir «rentables». Ainsi, pour économiser de l'argent, ce sont souvent les personnes les moins aptes à résister qui ont été licenciées.

Selon Nina Kozlovska, fondatrice du mouvement Sois comme Nina [syndicat d'infirmières], la réforme ne prenait pas du tout en compte les intérêts des cadres subalternes et intermédiaires. L'une des premières actions du mouvement a donc été d'exiger que cet aspect soit revu.

Il semble que le gouvernement ait fait des concessions à certains égards et, en janvier 2022, les salaires des infirmières ont été portés à 13 000 UAH (323 euros). Un «contrat social» conditionnel a vu le jour, lorsque ceux et celles qui sont resté·es après les licenciements ont pu compter sur un salaire plus ou moins décent.

Quel est le salaire des infirmières ?

Cependant, presque immédiatement, il y a eu des cas où le personnel a été contraint d'accepter un travail à temps partiel, réduisant ainsi leurs salaires. Et en temps de guerre, il était difficile de résister.

En outre, le 13 janvier 2023, le Cabinet des ministres a adopté la résolution n° 28 sur «Certaines questions relatives à la rémunération des personnels médicaux, pharmaceutiques et de rééducation des établissements de santé publics et municipaux», qui permet de réduire les salaires du personnel en cas de déficit du budget de l'hôpital.

Si les coûts de main-d'œuvre dépassent 85 % des fonds reçus dans le mois en cours, compte tenu des soldes accumulés, le salaire minimum des travailleuses médicales est fixé dans les limites du fonds de paie disponible, mais dans un montant qui ne peut être inférieur au salaire minimum, conformément à l'alinéa 4 du paragraphe 1 de la résolution n° 28.



Dans le même temps, le gouvernement ne considère pas une telle réduction de salaire comme une modification des conditions de travail essentielles et ne doit donc pas l'annoncer à l'avance.

Selon le service national des statistiques, en janvier 2022, le salaire moyen des médecins était de 13 000 UAH (323 euros). Toutefois, selon le service national de l'emploi, en avril 2023, le salaire moyen pour les postes vacants dans le secteur de la santé était déjà d'environ 12 000 (297 euros).

Une autre atteinte au bien-être des infirmières est le refus de payer les prestations de soins de santé à la charge de l'employeur. Les refus sont généralement motivés par le fait que la résolution n° 524 de la CMU [assurances sociales], qui établit la garantie correspondante, s'applique aux institutions budgétaires, alors que les entreprises municipales à but non lucratif ne sont pas reconnues comme telles.



Obligation de se perfectionner à ses propres frais

La logique de la réforme des soins de santé implique que le personnel le plus professionnel se voit confier un travail. Il faut donc constamment se perfectionner et acquérir de nouvelles connaissances. La nécessité d'améliorer les qualifications est également inscrite dans la loi. Toutefois, selon Oksana Slobodiana, responsable du mouvement médical Sois comme Nina, les infirmières doivent le faire à leurs propres frais.

«La législation a perdu la phrase selon laquelle l'employeur paie la formation avancée», indique-t-elle en se référant à l'arrêté du ministère de la santé «relatif à l'amélioration du système de formation postuniversitaire et de développement professionnel continu des spécialistes ayant un niveau professionnel supérieur, un niveau d'entrée (cycle court) et un

premier niveau (licence) de l'enseignement supérieur médical et pharmaceutique, ainsi qu'un master en soins infirmiers».

Les infirmières en temps de guerre

L'invasion russe a privé des millions de personnes de leur maison. Les infirmières font partie de ces personnes qui n'ont aucune marge de manœuvre financière en cas d'urgence.

De plus, pendant longtemps, le statut des médecins en temps de guerre est resté flou.

Selon Oksana Slobodiana, ce n'est que six mois après le début de la guerre qu'ils ont réussi à obtenir une réponse claire du ministère de la santé indiquant que les médecins des territoires occupés ne seraient pas considérés comme des collaborateurs. Il n'a pas non plus été précisé si les femmes médecins pouvaient traverser la frontière et être mobilisées. Toutefois, à l'heure actuelle, seule l'obligation d'être enregistrée est en vigueur.

Cependant, les défis humanitaires de la guerre, les licenciements et les réductions de salaire placent les infirmières dans une position extrêmement risquée.

Pourquoi les infirmières doivent demander de l'aide

Selon Oksana Slobodiana, la plus grande crainte des médecins est de tomber gravement malade. Après tout, ils savent exactement combien cela va leur coûter.

Les infirmières sont incapables de traiter une simple fracture, sans parler des problèmes plus graves, explique Oksana, citant l'exemple d'un message qu'elle reçoit régulièrement de la part de médecins :

Il se trouve que la veille de Pâques, je me suis tordu la jambe, je suis tombé et j'ai eu une fracture

ouverte du membre inférieur des deux tibias avec déplacement et un talon fissuré. Je suis actuellement dans un hôpital local, mais ils n'ont pas de spécialiste et d'outils pour mon opération, alors le chirurgien traumatologue local me recommande d'aller dans une autre ville. J'ai besoin d'une opération de la jambe pour installer l'appareil Elizarov, qui est la meilleure option pour moi. Les prix sont bien sûr élevés, mais je ne peux pas les payer. Je ne peux même pas emprunter à des parents, car je n'en ai pas, et je ne reçois pas de prestations sociales pour les enfants de plus de 5 ans, je n'ai qu'un salaire, ce qui n'est pas suffisant pour moi. Je vous remercie et vous prie de m'excuser si je vous ai posé la mauvaise question.

L'année dernière, le mouvement Sois comme Nina a lancé un projet commun avec l'organisation caritative allemande Medico International. Auparavant, le mouvement avait pu financer des opérations chirurgicales complexes pour les infirmières Iryna Cherkasova de Lysychansk et Olga Salimukha de

la région de Rivne. Un certain nombre de familles de médecins, de travailleur·euses sociaux et d'autres catégories qui ont fui l'occupation russe ont reçu une aide humanitaire et un abri temporaire. Jusqu'à présent, nous avons réussi à héberger 24 familles et à payer leur entretien. Plus de 100 familles ont reçu une aide ponctuelle.

Cependant, cette charité ne peut pas résoudre les problèmes des infirmières à un niveau systémique. Cela n'est possible que si elles ont des salaires et des conditions de travail décentes. C'est pourquoi le mouvement Sois comme Nina appelle tous les travailleur·euses de la santé à être solidaires et prêts à se battre sur leur lieu de travail et ensemble au niveau national.

«Notre chemin a été difficile, mais nous avons pu le faire, maintenant les autorités savent qu'il y a des infirmières en Ukraine et dans quel état elles se trouvent. Et nous ne devons pas nous arrêter, trouver la force et partir, pour le bien de nos soldats, pour le bien de l'Ukraine », déclare Oksana Slobodyana.



La semaine antifasciste du syndicat étudiant Priama Diia¹

Alors que la Semaine de l'antifascisme touche à sa fin, notre équipe a mis en lumière pendant sept jours les activités des héros du passé qui nous inspirent au combat et alimentent notre soif de justice. Mais en même temps, nous sommes témoins de la menace fasciste que représentent les ambitions de l'impérialisme russe – et à notre époque, les Forces armées ukrainiennes sont les champions de la destruction de cette idéologie destructrice.

Depuis l'invasion totale de 2022, des centaines de milliers d'Ukrainiens ordinaires ont rejoint les forces armées: travailleurs, étudiants, etc. En outre, des représentants de différentes nations et cultures se battent pour le sort du peuple ukrainien. Ceux qui ne sont pas indifférents se sont unis autour d'un seul objectif commun: contrer les politiques agressives de l'impérialisme et du fascisme, en poursuivant le travail des générations passées.

Des centaines d'initiatives bénévoles locales ont vu le jour, collectant de l'aide humanitaire, créant des abris pour les personnes déplacées là où l'État ne le fait pas, nourrissant les nécessiteux et prouvant que les gens, unis, sont capables d'organiser une vie collective.

Chaque jour, sur les forums de discussion des étudiants, des collectes de fonds sont organisées pour

acheter une voiture ou une caméra thermique pour les militaires qui se trouvent sur la ligne de front. Les étudiants qui ont étudié à l'étranger ou qui ont été évacués au début de l'invasion organisent constamment des manifestations, des conférences publiques et d'autres événements pour attirer l'attention sur la guerre et obtenir le soutien non pas tant des politiciens que des citoyens ordinaires du monde entier. De nombreux étudiants ont refusé de reporter la mobilisation sans aucune contrainte et ont rejoint les forces armées ou la Défense territoriale de leur propre chef.

De nombreuses initiatives de gauche et anti-autoritaires se sont dressées contre le fascisme de Poutine. Le réseau de bénévoles Solidarity Collectives soutient les militants anti-autoritaires, les syndicalistes et les militants de base qui ont rejoint les unités militaires. À ce jour, cette initiative a aidé environ



1. 15 mai 2023.

150 combattants antiautoritaires, dont beaucoup sont actuellement en première ligne.

Des militants de gauche et des personnalités politiques, notamment des socialistes du Mouvement social, des anarchistes de la Plateforme écologique, Black Flag et de nombreux autres groupes, défendent le peuple ukrainien par les armes. De nombreux internationalistes sincères de différents pays, qui ont consacré toute leur vie aux luttes sociales, ont donné leur vie en Ukraine, en défendant les valeurs anti-impérialistes et antifascistes.

L'Ukraine n'est pas défendue par un petit groupe de mercenaires ou de sociétés militaires privées, mais par l'ensemble de la nation. Les femmes prennent les armes aux côtés des hommes et se battent pour la liberté. Pas par la force, mais volontairement. Certaines d'entre elles sont des féministes et des militantes courageuses qui ont défendu l'égalité des sexes et résisté à la discrimination avant même l'invasion. Des membres de la communauté LGBT+ défendent l'Ukraine à leurs côtés.

Une fois de plus, les terres ukrainiennes sont devenues un champ de bataille entre les combattants de la liberté et les oppresseurs, et une fois de plus, ce ne sont pas des superhéros qui rejoignent le combat, mais des individus – des personnes passionnées, indépendamment de leur orientation sexuelle, de leur genre ou de leur identité nationale. La grande majorité des défenseurs ne sont pas des politiciens ou des entrepreneurs, mais des ouvriers du bâtiment, des infirmières, des cuisiniers, des électriciens et des enseignants. La résistance ukrainienne au poutinisme est avant tout une résistance populaire, qui s'inscrit dans la continuité de la lutte ukrainienne contre le fascisme et le nazisme, et l'avenir de l'après-guerre doit donc appartenir au peuple.

L'invaincue de Poltava²

De novembre 1941 à mai 1942, un groupe de jeunes clandestins appelé La fille invaincue de Poltava a existé à Poltava et a mené des activités antifascistes actives. Il a distribué des tracts de propagande dans la ville de Poltava occupée par les nazis, a libéré des prisonniers de guerre soviétiques, s'est livré à des actes de sabotage et a transféré des armes et des munitions aux partisans.

Le groupe se composait initialement de 9 membres et, au moment de la fin tragique de ses activités, il comptait 20 membres, dont des membres du Komsomol, notamment Borys Serga, Serhii Ilievskiy, Valentyn Soroka et Olena Ubiyvok, mais la majorité du groupe était composée de jeunes antifascistes. Le chef d'état-major est le capitaine de l'Armée rouge Serhii Sapiho, qui a échappé à la captivité allemande et est retourné dans sa ville natale de Poltava. Des combattants clandestins des villages environnants coopèrent également avec le groupe: Machukhy, Abazivka, Marianivka et Shkurupia.

Olena (Lyalya) Ubiyvok, étudiante à la faculté de physique et de mathématiques de l'université d'État de Kharkiv, originaire de Poltava, a joué un rôle majeur dans les activités du groupe. Au cours de l'été 1941, après avoir terminé sa quatrième année, elle est rentrée chez elle et a connu le début de la guerre. Après l'occupation de la ville par les troupes allemandes, Lyalya a fondé et pris la tête de La fille invaincue de Poltava, et a fabriqué des faux



2. 14 mai 2023

documents pour ses membres afin de leur permettre de se déplacer librement dans la ville.

Le groupe disposait de deux radios, utilisées pour communiquer avec les groupes de partisans et recevoir des tracts du Bureau d'information soviétique pour les distribuer à la population. Les jeunes antifascistes ont distribué des tracts de propagande appelant les habitants de Poltava à désobéir aux ordres des envahisseurs allemands, à leur cacher de la nourriture et à éviter d'être recrutés par l'Allemagne. Au total, une trentaine de tracts ont été distribués à 2 000 exemplaires, chacun portant la signature La fille invaincue de Poltava.

Les membres du groupe clandestin ont envoyé des vêtements et de la nourriture aux prisonniers de guerre soviétiques du camp de concentration de Poltava et ont aidé une cinquantaine d'entre eux à s'échapper pour rejoindre les partisans. Le groupe a également collecté des armes sur les champs de bataille, récupéré des munitions et les a remises aux partisans, et saboté la réparation de chars allemands dans une usine mécanique de Poltava en désactivant des moteurs et des machines. La fille invaincue de Poltava avait prévu de nombreuses autres activités subversives pour les envahisseurs, mais elles n'ont jamais été mises en œuvre.

En mars 1942, Valentyna Terentyeva a été chargée de traverser la ligne de front et d'établir un contact avec le commandement soviétique. Cependant, elle a été capturée par des gendarmes militaires roumains et, lors des interrogatoires, Valentyna a trahi les 19 membres du groupe. Le 26 mai, après de nombreuses tortures et interrogatoires, six d'entre eux ont été abattus: Lyalya Ubiyvovk, Serhiy Sapigo, Valentyn Soroka, Borys Serga, Serhiy Ilyevsky et Leonid Puzanov.



«Oles Honchar a dédié son roman *La terre bourdonne* à la «La fille invaincue de Poltava», et Petro Lubensky a créé la pièce de théâtre *La fille de Poltava invaincue* pour honorer la mémoire des jeunes antifascistes héroïques. En 1967, un monument a été érigé à Poltava en l'honneur des habitants de Poltava non vaincus, avec un buste de Lyalya Ubiyvovk.

L'expérience de ce groupe nous inspire et nous encourage à lutter courageusement contre le fascisme, même s'il a eu lieu dans des conditions plus défavorables, sans hésitation, car ce n'est que dans la lutte que nous parviendrons à la libération.



ВІЙСЬКОВІ ЛГБТ: le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

La communauté ukrainienne LGBTQIA+ en uniforme est en colère. Le ministre ukrainien de la défense ne soutient pas le projet de loi n° 9103 sur le «partenariat» de couple de même sexe. Oleksiy Reznikov a déclaré que le projet de loi est contraire à la Constitution. Le ministère de la défense a également exprimé son mécontentement à l'égard de l'article 14 du projet de loi, qui propose d'accorder aux chefs militaires «le droit de rédiger et de certifier l'acte d'enregistrement d'un partenariat enregistré dans les cas où l'un ou les deux partenaires enregistrés sont militaires». Le syndicat des militaires LGBT Військові ЛГБТ a dénoncé ces déclarations. Selon l'association de défenses des droits des LGBTQIA+ «les forces armées et la garde nationale, où environ 1 million de personnes servent actuellement, pourraient avoir de 50 000 à 100 000 personnes appartenant à la communauté LGBTQIA+ ». Pour Viktor Pylypenko, responsable du syndicat, «les Ukrainien·nes sont prêt·es pour le mariage gay [...] les sondages indiquent que 82 % des Ukrainien·nes soutiennent la participation de la communauté LGBT+ à la lutte contre l'agression russe, et 64 % pensent que la communauté devrait avoir les mêmes droits que les autres

citoyen·nes. Tout d'abord, au mariage». On estime que 10 % des adultes LGBTQIA+ se sont portés volontaires dans l'armée depuis le début de l'invasion à grande échelle de la Russie.

L'association des militaires et vétérans LGBTQIA+ a été fondée en 2018 par Viktor Pylypenko, un vétéran ouvertement gay qui a combattu dans les rangs du Bataillon Donbass. Il a fait son coming out pendant l'exposition d'Anton Shebetko «Nous étions ici». Actuellement, Військові ЛГБТ compterait plus dans ses rangs de 300 soldats ouvertement LGBTQIA+. Son objectif est d'obtenir l'égalité des droits avec les autres citoyen·nes ukrainien·nes. En 2018, elle a défilé à la Marche des fiertés, organisée par Kyiv Pride². Dans sa déclaration de fondation, Військові ЛГБТ s'est fixé les objectifs suivants :

Notre association défend les valeurs proclamées par la révolution de la Dignité (EuroMaïdan). Notre objectif est de faire en sorte que la communauté LGBTQIA+ ait les mêmes droits que tout·e citoyen·e ukrainien·ne, entre autres le droit au mariage, le droit à fonder une famille et le droit à la non-discrimination. En plus de faire respecter nos droits, nous exigeons l'édification d'une société inclusive et égalitaire, incluant les minorités et les groupes de citoyen·nes respectueux·euses des lois de l'Ukraine. C'est grâce à la lutte pour l'égalité que notre société deviendra plus humaine, inclusive, surmontera les préjugés et se rapprochera des idéaux d'une Ukraine européenne libre. Nous avons participé à la révolution sur le Maïdan et nous combattons l'occupant russe et ses partisans depuis le début des troubles dans le Donbass en 2014, comme beaucoup d'autres citoyen·es ukrainien·nes. Dès lors, pourquoi devrions-nous demeurer des citoyen·es de seconde zone?



1. 21 mai 2023.

2. Voir «La Kharkiv Pride», *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 12.



Une exposition à Kyiv



En novembre 2022 s'est tenue à Kyiv l'exposition de photos «LGBTQIA+ pour la défense de l'Ukraine». Pour Olena Globa, organisatrice de l'exposition, de tels événements devraient avoir lieu afin d'augmenter la visibilité des militaires appartenant à la communauté, ainsi que pour lutter contre les stéréotypes :

En général, l'idée de photographier nos guerrier-es LGBTQIA+ est venue à mon fils. Lui-même est gay, vit en Amérique, mais était à une époque un militant LGBT bien connu en Ukraine. Il a dû partir parce qu'il est ouvertement gay. Il a prononcé un discours même au Parlement. De ce fait, il a reçu de nombreuses menaces, il a même été attaqué dans la rue par de «courageux» combattants qui défendaient les valeurs dites traditionnelles.

Olena ajoute :

Nos enfants LGBTQIA+ se battent maintenant. Leur orientation sexuelle ne les empêche pas de défendre leur patrie sur un pied d'égalité avec leurs compa-

triores hétérosexuels. Et pourquoi, partageant tous les fardeaux pour leur patrie, ne peuvent-ils partager des droits égaux? Pourquoi débattons-nous encore de voter ou non pour le mariage homosexuels? Ces gens risquent maintenant leur vie et ils croient en Ukraine. Nous, les parents, qui sommes pour la plupart hétérosexuels, avons tous des droits, mais pas nos enfants. C'est très triste.

Lviv: un débat entre homophobes et réactionnaires

Le 5 avril, le conseil régional de Lviv a accueilli un débat sur le thème «Protection des valeurs chrétiennes. Le projet de loi n° 9103 est un crime contre la sécurité nationale» [projet de loi sur le partenariat de couple de même sexe] à l'initiative du groupe Pour les valeurs chrétiennes. Des membres du conseil régional, des membres du clergé et divers représentants de l'«intelligentsia» ont assisté au débat public. Des activistes du syndicat étudiant Priama Diia étaient également présents pour présenter un point de vue opposé à celui qui prévalait dans la discussion. Mais ils n'ont pas pu s'exprimer. Ce débat avait pour objectif de discréditer le projet de loi 9103, à consolider les opinions chrétiennes conservatrices et à consolider les forces homophobes réactionnaires, et c'est exactement ce qui s'est produit au cours de la discussion. D'entrée de jeu, le député du parti nationaliste conservateur Svoboda [extrême droite] Pankevitch Oleg Igorevitch s'est montré hostile aux présents venus porter la contradiction en les menaçant. Le débat public était présidé par sa sœur, députée du même parti, Iryna Sekh. Lorsque les étudiants de Priama Diia se sont insurgés contre la violation des règles de la libre discussion en les empêchant de parler, M. Oleh a répondu : «Ceux qui n'ont pas

participé à la prière devraient s'asseoir et garder la tête baissée aujourd'hui.»

Outre les militants de Priama Diia, des représentants d'autres secteurs progressistes de la société civile ont assisté à l'audience et ont été privés de parole. On pouvait espérer que le militaire qui était venu parler pour défendre le mariage civil homosexuel et le projet de loi n° 9103 ne serait pas ignoré. Mais un participant lui a demandé «Avez-vous revêtu l'uniforme uniquement pour le plaisir de la beauté?» Le directeur du programme «Éthique, politique, économie» de l'Université catholique ukrainienne, Yuriy Pidlisnyi, a, quant à lui expliqué d'un point de vue philosophique pourquoi la famille hétérosexuelle est la base des relations de marché et pourquoi le projet de loi 9103, en détruisant la famille, tente également de saper l'économie nationale.

Une pétition pour l'adoption de la loi 9103 lancée par le syndicat a recueilli 25 000 signatures à ce jour. Elle est soutenue par 40 associations.



Des droits sociaux pour la victoire et la restauration de l'Ukraine

Compte rendu de la conférence de syndicalistes réunis le 30 avril 2023, par Sotsialniy Rukh.

Le 30 avril, le forum social «Des droits sociaux pour la victoire et la restauration de l'Ukraine» ont eu lieu. De nombreux scientifiques ukrainiens et internationaux éminents, des représentants d'organisations étudiantes de base, des travailleurs et des syndicalistes s'y sont réunis.

Le premier panel était consacré à la protection des droits sociaux des travailleurs ukrainiens dans les conditions de guerre et de crise. Le président de Sotsialniy Rukh et militant du projet #Labor Defense, Vitaly Dudin, a décrit les lois adoptées au cours de l'année écoulée qui présentent le plus grand danger pour les travailleurs. Les syndicalistes exigent l'abrogation immédiate de ces lois afin d'améliorer le niveau et la qualité de l'emploi. Tout d'abord, nous parlons de la loi n° 2136, qui étend considérablement le pouvoir et les privilèges des employeurs pendant la loi martiale en réduisant les garanties de protection des droits des travailleurs.

Les militants du syndicat étudiant Prima Dyiya ont évoqué la dégradation du niveau d'enseignement due aux cours à distance, la baisse du niveau scientifique et pédagogique enseigné aux étudiants. En raison de la diffusion dans les administrations de l'enseignement supérieur du stéréotype de l'étudiant



«incapable» d'auto-éducation et d'auto-organisation, les établissements d'enseignement s'appuient encore sur une approche dépassée où le contrôle et la discipline prennent le dessus sur le développement du potentiel créatif d'une personne.

Marta Talantchuk, médecin à la maternité de la capitale, a évoqué les problèmes du personnel médical. D'après sa propre expérience, le médecin a été victime de mépris, de menaces et de harcèlement de la part de l'administration de l'hôpital pour avoir tenté de mettre en évidence les problèmes sur son lieu de travail. Les attaques de la part de la direction, ainsi que la réduction des salaires et la commercialisation des soins médicaux, nuisent à la fois aux travailleurs médicaux et aux patients – des citoyens ordinaires d'Ukraine.



La sociologue Olenka Gu a partagé les résultats de ses recherches sur l'impact des hostilités sur les mères avec enfants, la question des problèmes des femmes, les problèmes financiers et l'inégalité des sexes pendant la guerre.

Dans la deuxième session, les intervenants ont discuté des moyens de sortir de la situation de crise et de la perspective de reconstruction de l'Ukraine. Serhiy Movtchan, membre des collectifs de solidarité, a parlé des activités du réseau de volontaires, qui est basé sur l'organisation de base de volontaires de gauche, socialistes et anarchistes pour l'aide humanitaire aux personnes et aux communautés dans les territoires désoccupés.

Oleksandr Skyba a parlé du syndicat indépendant des cheminots d'Ukraine. Son rapport s'est concentré sur les problèmes des cheminots et le rôle crucial des travailleurs de première ligne dans la lutte pour la victoire sur les troupes russes.

L'analyste du Cedos, Anastasia Bobrova, a rendu compte de l'état du parc immobilier pendant la

guerre. Parmi les principaux problèmes: une pénurie critique de logements sociaux pour les personnes déplacées, le manque de qualité du parc de logements et les files d'attente pour le logement. Actuellement, un optimisme modéré est alimenté par un plan de relance qui prend en compte le droit humain fondamental à un logement et prévoit la nécessité de former un secteur du logement à but non lucratif.

Vladyslav Starodubtsev, membre de Sotsialniy Rukh, a exposé dans son intervention les fondements de la reconstruction post-guerre de gauche de l'Ukraine. Avec Yulia Yurchenko, chercheuse à l'université de Greenwich, tous les deux ont souligné la nécessité pour l'État de remplir ses fonctions sociales et ont fait valoir la nécessité d'une fiscalité équitable et progressive pour le développement de l'Ukraine.

Grâce à la discussion significative, il a été possible de souligner les problèmes critiques auxquels sont confrontés les travailleurs dans les principaux secteurs de l'économie et de discuter des perspectives de la lutte pour une reconstruction socialement juste. Les participantes et les participants du forum ont convenu que la garantie de la victoire dans la guerre et d'une reconstruction juste ne peut être que la solidarité de ceux qui travaillent à la poursuite d'une Ukraine démocratique, juste et sociale!

Chronique des événements courants

Au centre périnatal de Zaporijjia, les salaires ne sont pas payés

Depuis janvier 2023, les employés sont payés 6 500 hryvnias pour les infirmières et 7 000 hryvnias pour les médecins au lieu de respectivement 13 500 et 20 000. En outre, les salaires n'ont pas été payés depuis deux mois. Les premiers paiements partiels du salaire minimum n'ont été effectués qu'en mars 2023. Les salaires sont payés par tranches de 500, 300 ou 1 000 hryvnias. Au 20 avril 2023, 4 343,63 hryvnias n'ont été versés que pour janvier et février. En mars, seuls 1 500 hryvnias ont été versés et rien n'a été versé en avril. Une infirmière a déclaré : «Je comprendrais si nous étions dans le territoire occupé et que notre salaire était réduit, mais lorsque nous sommes dans un territoire non occupé, que nous restons pour travailler (dans notre cas, les enfants), cela dépasse l'entendement. Il a été constaté à plusieurs reprises que notre région volait l'aide humanitaire. Nous supposons que nos salaires ont également pu disparaître dans la poche de quelqu'un.»

Que veut la police ukrainienne ?

Le 25 avril 27 bus transportant 1 200 mineurs et employés de l'usine centrale d'enrichissement Pavlogradska ont été arrêtés par la police de Pavlograd, qui ont expliqué rechercher des saboteurs. En raison de cette intervention de la police, la plupart des mineurs ont été contraints de quitter les bus et de se rendre au travail à pied, parcourant plusieurs kilomètres dans des conditions météorologiques peu

favorables. Dans le même temps, les mineurs ont attiré l'attention sur le fait que les policiers n'arrêtaient pas les bus interurbains et autres moyens de transport, c'est-à-dire qu'ils recherchaient les saboteurs uniquement dans les véhicules transportant les travailleurs vers les entreprises minières. Il a été exigé des mineurs la présentation de leurs cartes de travail, ou leurs passeports, et des convocations signées et tamponnées par le chef intérimaire du Pavlohrad TCC et JV ont été remises pour se présenter au Pavlohrad RTC et JV les 27 et 28 avril 2023 pour une possible «mobilisation». Les syndicats des mines ont pris contact avec le ministre ukrainien de l'Énergie Herman Galushchenko concernant l'impact négatif de ces actions sur l'activité économique des entreprises qui travaillent pour assurer la capacité de défense et l'indépendance énergétique du pays.

Source : KVPU

Chronomètre vs infirmière ukrainienne

Lyudmila Lysenko, infirmière, membre du syndicat Sois comme Nina, pose une question : «Est-ce juste de faire vérifier au chronomètre le travail d'une infirmière qui est en quart de douze heures, par une personne qui est loin de la médecine – un comptable ? Est-ce que c'est légitime ?»

Une de ses collègues lui répond : «Il serait logique que l'infirmière ait le droit de vérifier le travail du directeur général et d'évaluer la pertinence des paiements qui lui sont versés.»

Une autre ajoute : «À Tchernobaïvsk, des représentants qui n'étaient pas des employés de l'hôpital, mais des employés des conseils de village de deux communautés et des employés du service comptable ont fait de la surveillance et ils ne nous ont rien



dit, ils n'ont rien rapporté. Et cette année, quand ils nous ont licenciés, ils ont donné un rapport de surveillance au tribunal, qui stipule que pendant le chronométrage, les infirmières ont effectué certaines manipulations inutilement plusieurs fois. Ils ne comprennent pas qu'il faut brancher le compte-gouttes, puis à intervalles de 10-15 minutes introduire dans le tube les médicaments prescrits.»

Déclaration du Syndicat des travailleurs de l'industrie houillère d'Ukraine (FPU)

19 mai 2033. Au nom des 300 000 membres des syndicats de la région [Dnipropetrovsk], nous exprimons notre grande inquiétude face aux initiatives de l'Union ukrainienne des industriels et des entrepreneurs concernant l'annulation de la retraite préférentielle et des SPYSK n° 1 et n° 2 [régimes préférentiels] . L'oblast de Dnipropetrovsk, qui en cette période de guerre difficile est l'un des principaux avant-postes de l'économie ukrainienne, abrite de nombreuses entreprises des secteurs minier et métallurgique, charbonnier, chimique et autres, dont un nombre important d'employés travaillent dans des conditions difficiles et nocives et bénéficient du droit à une pension préférentielle. Par conséquent, dans ces collectifs de travail, les propositions de l'organisation patronale ont provoqué un grave mécontentement parmi les gens, ce qui pourrait conduire à une explosion sociale. [...]



S'unir pour une Europe juste et sociale

Plusieurs partis écologistes et de gauche d'Europe centrale et orientale se sont réunis à Bucarest, en Roumanie, les 20 et 21 avril, pour identifier les défis économiques et politiques communs dans la région et discuter de la coopération future.

Les représentants de cinq partis – Budoucnost (République tchèque), Sotsialnyi Rukh (Ukraine), Szikra (Hongrie), Razem (Pologne) et Demos (Roumanie) – ont présenté les principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays de l'Est de l'Union européenne et qui se conjuguent, créant un profil particulier à notre région : nous sommes confrontés ensemble aux résultats de trois décennies de violente transformation capitaliste, de démantèlement des services publics, de montée autoritaire, de mobilisation nationaliste-conservatrice et de destruction.

La réponse à ces tendances doit être décisive au niveau national et européen. Les organisations participantes ont l'intention d'articuler une réponse dans chaque pays et d'être solidaires les unes des autres, en donnant aux citoyens et aux travailleurs les moyens d'agir pour protéger la démocratie et construire une économie meilleure et plus juste. Les organisations membres continueront à travailler ensemble et à ouvrir l'initiative à d'autres mouvements et partis similaires de la région.

Yasmine Najime (Budoucnost, République tchèque)

C'est avec beaucoup d'enthousiasme que Budoucnost a rejoint nos collègues de gauche à Bucarest pour partager sur les défis auxquels nous sommes tous confrontés dans nos pays d'Europe centrale et orientale. Pour échanger, exprimer nos préoccupations et discuter ensemble des solutions. Le passé politique de nos pays est similaire et est orageux à bien des égards. Cependant, outre le point commun

de notre histoire, nous partageons également le désir de nous séparer de ce que nos pays étaient autrefois et attendons plutôt avec impatience ce que nous pouvons en faire. Notre nom, Budoucnost, se traduit par Avenir, et c'est dans cette direction que nos objectifs et nos politiques sont orientés. Contre le capitalisme néolibéral, nous défendons un développement durable, juste et équitable de la région. Le système actuel est depuis longtemps épuisé: il montre ses vraies couleurs dans nos pays par un conservatisme extrême, la perte des droits fondamentaux, la privatisation des services publics et le refus d'interagir avec nos voisins sur un pied d'égalité. Mais nos économies et nos régions sont liées à jamais, et nous sommes très heureux de retrouver autour de nous des groupes avec les mêmes choix, objectifs et valeurs qui nous soutiennent autant que nous les soutenons. Nous voulons que ce partenariat se développe et s'étende en Europe centrale et orientale, afin qu'ensemble nous puissions à nouveau défendre les droits des personnes à un système qui les servira.

Victoria Pigul (Sotsialnyi Rukh, Ukraine)

Lorsque l'invasion à grande échelle de l'Ukraine a commencé, de nombreux problèmes politiques et économiques se sont intensifiés. Il est devenu clair que le développement de la politique démocratique devait atteindre un nouveau niveau plus important. Auparavant, ce processus était principalement le mérite des mouvements de base et des organisations. Au cours de cette année, Sotsialnyi Rukh a reçu un énorme soutien de la part de nos partenaires des pays de la région centre-est, car nous sommes unis à la fois par la lutte contre le vecteur néolibéral de la politique d'État et des problèmes sociaux communs. L'invasion à grande échelle de la Russie a également montré à quel point les pays d'Europe de l'Est sont vulnérables à l'invasion d'une puissance impérialiste autoritaire

extérieure. Nous avons constaté un énorme déséquilibre dans la représentation des intérêts de l'Europe centrale et orientale au sein des instances de l'UE. Nous ne pouvons pas permettre d'être considéré comme un tampon de sécurité pour l'Europe occidentale ou comme un pays de la «zone d'influence» de la Russie. Nous avons besoin d'une association politique à part entière qui représenterait les intérêts de l'Europe orientale et centrale dans le domaine de la politique, de l'économie et de la sécurité tant en Europe que sur la scène internationale. Nous nous sommes réunis à Bucarest pour partager sur l'état actuel de la situation et de la politique dans nos pays. Nous avons discuté de la manière dont nous pouvons travailler ensemble pour aider à construire des États-providence et continuer à lutter pour le développement et la sécurité de notre région.

Lili Vankó (Szikra, Hongrie)

Nous, à Szikra, croyons fermement qu'en unissant nos forces avec les mouvements et les partis progressistes de la gauche et des écologistes de notre région, nous pouvons restaurer l'Europe centrale et orientale comme un espace d'espoir et d'émancipation, mettant fin à des décennies de restructuration néolibérale de l'État et à la destruction de chaînes de solidarité. Les défis auxquels nous sommes confrontés en Hongrie vont d'une crise du logement qui s'aggrave et d'une pression de plus en plus autoritaire sur les institutions démocratiques à un manque de volonté politique pour une transition énergétique. Il faut veiller à ce que la transition énergétique ne laisse pas les groupes vulnérables de la population sans attention. Tout cela n'est en aucun cas propre à notre pays – c'est l'échange d'expériences et le développement d'une vision commune pour la région qui peuvent apporter de nombreux avantages. Notre rencontre à Bucarest



a été un pas dans cette direction; nous espérons une nouvelle expansion de la communication.

Maciej Konieczny (Razem, Pologne)

La réunion de Bucarest a confirmé notre conviction dans la nécessité d'une coopération plus étroite entre les partis de la gauche démocratique et écologique dans notre région. Nous sommes unis par l'expérience de la brutale transformation néolibérale postcommuniste et par un désir commun d'ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de la partie orientale de l'Europe. Cette histoire sera fondée sur les principes de justice sociale, de coopération et de solidarité. Sans la voix de la nouvelle gauche verte exigeant une transition énergétique juste, nous serons condamnés à gouverner par des négationnistes des problèmes climatiques; seule une voix forte de la gauche exigeant la solidarité et la justice sociale des Européens nous sauvera de la domination de la droite nationaliste. Nous avons beaucoup de travail devant nous.

Pologne

Zofia Malisz (Razem, Pologne)

Les forces de gauche dans notre région gagnent en taille et en influence. Surtout au cours de la dernière décennie, nous avons montré que nous savions comment organiser et comment communiquer les idées de gauche d'une manière nouvelle. Cette croissance a eu lieu contre la pression de la grande majorité des forces libérales et conservatrices. Nous avons persévéré et nous nous sommes professionnalisés, passant de mouvements populaires contestataires ou de mouvements à enjeu unique à des organisations politiques bénéficiant de solides appuis. Nous nous concentrons sur la reconstruction des liens sociaux et des structures détruits par la transformation, par exemple grâce à notre soutien fort aux syndicats. Le résultat est qu'une gauche moderne a émergé

en Europe centrale et orientale qui propose des solutions concrètes, socialement et écologiquement durables à la crise du logement, aux structures oligarchiques qui menacent nos démocraties, la transformation énergétique ou les menaces à la sécurité dans la région. Cette semaine, nous nous sommes rencontrés à Bucarest pour discuter des nombreuses valeurs et objectifs communs et de la manière dont nous pouvons nous renforcer mutuellement en travaillant ensemble.

Claudiu Krechun (Demos, Roumanie)

Je crois fermement que nous avons un ensemble de problèmes et de solutions spécifiques à l'Europe centrale et orientale. D'une part, l'adhésion à l'UE a aidé nos démocraties et nos économies, mais avec certaines limites et inconvénients. Mais nous ne pouvons pas demander à l'UE de résoudre tous nos problèmes, nous devons prendre nos responsabilités et agir. Entre l'ordre économique néolibéral défaillant et les dérives autoritaires nationalistes-conservatrices, nous devons défendre une véritable Europe sociale et une économie qui fonctionne pour tout le monde, pas pour quelques chanceux. À moyen et long terme, cela contribuera aussi à sauver nos démocraties.



PRISES DE POSITION

Poutine: de victoire en victoire jusqu'à la catastrophe finale!

YORGOS MITRALIAS¹

«Grandeurs passées et pleurer en les racontant». Ce vers de Solomos² résume et reflète parfaitement le sentiment laissé – tant aux ennemis qu'aux amis – par le défilé du 9 mai de cette année sur la place Rouge de Moscou en présence de M. Poutine et d'autres éminences de son régime. Pourquoi? Mais, parce que ce qui a distingué le défilé de cette année, c'est sa pauvreté désespérante par rapport au défilé de l'année dernière et à tous les «défilés grandioses» du 9 mai des deux dernières décennies!

En effet, alors que par le passé les dirigeants étrangers et autres officiels assistant au défilé se pressaient sur la tribune, cette année ils étaient comptés sur les doigts d'une main, et en plus ils impressionnaient avec leur air morose. L'isolement international de la Russie de Poutine était plus que manifeste, car étaient absents non seulement les représentants de certains pays voisins autrefois «neutres» que M. Poutine a poussé dans les bras d'un l'OTAN revigoré par ses soins, à la grande consternation des anti-impérialistes

1. Journaliste, Giorgos Mitralias est l'un des fondateurs et animateurs du Comité grec contre la dette, membre du réseau international CADTM.
2. Dionisios Solomos (1798-1857), grand poète grec, originaire de Zante, auteur du long poème l'*Hymne à la liberté*, dont est extrait le vers cité au tout début de l'article. L'hymne à la liberté mis en musique est devenu l'hymne national grec.

du monde entier. Mais, étaient aussi absent la plupart des dirigeants des anciennes républiques soviétiques d'Eurasie, jusqu'à il y a peu aux ordres de Moscou.

Mais la pauvreté de la tribune d'honneur des dignitaires étrangers n'était rien comparée à la pauvreté du défilé du 9 mai lui-même. Au lieu des centaines de chars et autres véhicules blindés et non blindés des années précédentes, il n'y avait cette année qu'un seul vieux char, probablement sorti d'un musée militaire! Et au lieu des dizaines de missiles de toutes sortes, cette année, seulement deux missiles nucléaires. Et, bien sûr, pas d'avions et beaucoup moins de fantasmes, tandis que le célèbre défilé du «régiment des immortels» a été annulé pour des «raisons de sécurité», sans doute pour éviter l'intrusion de personnes qui brandiraient non pas des photos de leurs ancêtres morts pendant la Seconde Guerre mondiale, mais de leurs parents morts dans l'«opération militaire spéciale» en cours de Poutine en Ukraine. Et tout cela sur la place Rouge de Moscou où le défilé a eu quand même lieu, contrairement à ce qui s'est passé ailleurs, et plus précisément dans neuf oblasts de la Fédération de Russie, où – pour la première fois! – aucun défilé n'a eu lieu, toujours pour les fameuses... «raisons de sécurité»...

Bien entendu, les causes de cette pauvreté sans précédent du défilé du 9 mai de cette année n'ont pas échappé à l'attention des médias internationaux: l'«opération militaire spéciale» de Vladimir Poutine contre l'Ukraine tourne à tous égards si mal pour lui et son régime que la pauvreté du défilé du 9 mai de cette année en est le miroir, le témoin irréfutable et, en même temps, la conséquence directe de son échec. Ainsi, les chars et autres systèmes d'armes ne sont pas apparus cette année sur la place Rouge parce tout simplement ils n'existaient et n'étaient pas disponibles, car ils se trouvent soit en Ukraine



et ne peuvent pas en être retirés, soit ils n'existent plus car ils ont été détruits par les Ukrainiens. En d'autres termes, la pauvreté du défilé de cette année est extrêmement éloquente et significative car elle reflète fidèlement la crise profonde et la «pauvreté» actuelle de l'armée et de l'arsenal russes!

Ainsi, mieux que les «analyses» fantaisistes de la situation et des intentions des belligérants, auxquelles nous ont habitués les commentateurs plus ou moins poutinistes de la guerre russo-ukrainienne, ce sont les événements eux-mêmes et le déroulement des opérations de guerre qui permettent de voir clair et de tirer des conclusions utiles. Comme le fait indéniable que l'initiale «promenade de santé» militaire prévue par le Kremlin pour «dénazifier» l'Ukraine a non seulement échoué lamentablement mais a laissé place à une guerre (défensive) de positions, cependant interrompue par deux succès majeurs des Ukrainiens: d'abord, l'éjection de l'armée russe de Kharkiv et de ses environs, puis la reprise de Kherson, la seule capitale régionale dont les envahisseurs russes avaient réussi à s'emparer³. Et ensuite, le fait tout aussi indéniable que la très médiatisée «contre-offensive russe» dans le Donbass, qui a été lancée au début de 2023, fait du surplace et n'a rien réussi, alors que dans le même temps le siège de la ville de Bakhmout, devenu un objectif militaire (et politique) de choix du Kremlin, s'éternise désespérément après neuf ou dix mois (!) d'efforts infructueux, qui ont conduit à une boucherie sans précédent, dont les principales victimes sont les mercenaires de l'armée privée Wagner, dont le propriétaire (oligarque et ancien détenu) Evgeny Prigojine a recruté principalement dans les prisons russes.

3. Voir *Presse toi à gauche*, «L'état désastreux de l'armée russe, reflet fidèle des tares du poutinisme agonisant».

Tous ces faits sont indéniables, tout comme il est indéniable que la «privatisation de la guerre», bien qu'elle soit apparue pour la première fois aux États-Unis avec l'organisation mercenaire Blackwater, n'a pris nulle part ailleurs dans le monde les dimensions – qualitatives et quantitatives – qu'elle a prises dans la Russie de M. Poutine. Et ce pour deux raisons: parce qu'en Russie, il ne s'agit plus seulement du fameux Wagner de Prigojine, mais aussi d'au moins six ou sept autres «armées» privées opérant en Ukraine ou ailleurs, plus ou moins dépendantes et téléguidées par le Kremlin, l'état-major de l'armée, certains gouverneurs régionaux ou quelques oligarques! Et parce que, contrairement à ce qui peut se passer aux États-Unis et dans d'autres pays, ces armées privées russes ne se limitent pas à leurs «tâches» militaires mais font aussi de la politique à l'extérieur (par exemple en Afrique et au Moyen-Orient) et à l'intérieur même de la Russie, où commencent à se constituer diverses «seigneuries» qui concurrencent de fait le pouvoir central!

C'est ainsi qu'on voit dernièrement M. Prigojine élever de plus en plus la voix pour dénoncer – ou plutôt insulter grossièrement – des piliers de l'État russe et du régime poutinien, comme le ministre de la défense, le chef des armées et nombre de ses généraux d'état-major, allant même jusqu'à les accuser de haute trahison et à proposer leur exécution! Et comme si tout cela ne suffisait pas, Prigojine ouvre des bureaux de son nouveau – et déjà influent – parti politique un peu partout en Russie, pour confirmer qu'en plus de ses activités entrepreneuriales et militaires, il a aussi de grandes ambitions politiques. En d'autres termes, toutes ces armées privées, et en particulier la Wagner de Prigojine, constituent un véritable État dans l'État, déstabilisant et fragmentant la Fédération de Russie et affaiblissant désespérément



ses forces armées qu'elles concurrencent, voire qu'elles remplacent! Conclusion: ne serait-ce que pour cette raison, la Russie de M. Poutine est condamnée non seulement à ne pas l'emporter sur le champ de bataille, mais aussi à entrer – malheureusement – dans un processus extrêmement dangereux qui mène progressivement à la désintégration peut-être violente du pays!

Tout au long de l'année passée, tant de choses ont donc changé en Russie, mais une chose est restée la même, inchangée: la tradition qui veut que Poutine appelle «Russes» tous les morts de l'Union soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, afin que sa Russie d'aujourd'hui puisse usurper et ne pas partager avec les autres nations et nationalités de l'Union soviétique la lutte antifasciste et la grande victoire de l'URSS contre le 3^e Reich. Comme nous l'écrivions presque jour pour jour il y a un an: «quand Poutine et sa propagande grande-russe non seulement ignorent les sacrifices de tous ces peuples, nations et nationalités, mais vont jusqu'à confisquer leurs sacrifices et leurs morts en les attribuant à des... «Russes», nous n'avons plus une simple fraude, un simple mensonge, mais quelque chose de bien pire, un vrai sacrilège! Et le pourquoi de ce sacrilège est manifeste. Ayant décrété qu'il n'y a pas de nation ukrainienne, Poutine ne peut évidemment pas admettre qu'il y a eu des millions d'Ukrainiens qui sont morts en combattant le 3^e Reich il y a 80 ans. Et plus encore, il lui est inconcevable d'accepter que les pertes humaines ukrainiennes aient été proportionnellement plus importantes que les pertes russes déjà effroyables. En fait, comme il s'obstine à déclarer que les Ukrainiens ne sont rien d'autre que des Russes «nazifiés», il finit – tout à fait «raisonnablement» dans sa déraison – par russifier aussi... leurs

morts de la Seconde Guerre mondiale⁴». Et tout cela alors que «le pourcentage de Russes morts (12,7 %) est inférieur au pourcentage moyen de toute l'Union soviétique (13,7 %)! Et pas seulement ça. Le pourcentage de l'Ukraine est considérablement plus élevé (16,3 %), ce qui la place en deuxième position en termes de pertes humaines, après la Biélorussie (25,3 %), qui a payé le plus lourd tribut de sang»....

Malheureusement, cette mystification sacrilège, qui sert des objectifs politiques tout à fait clairs, a été perpétuée cette année par la majorité des médias, tantôt de bonne foi, tantôt de mauvaise foi et à dessein. Notre conclusion n'est donc pas différente de celle de l'année dernière, lorsque nous écrivions que dans la Russie de Poutine «force est de constater que les fantômes du passé hantent le présent comme jamais auparavant, au moment où même le terrible tribut de sang payé par la population soviétique dans sa lutte antifasciste fait aujourd'hui l'objet d'une opération bien orchestrée de falsification de l'histoire. Juste pour servir les besoins propagandistes du pillier de tombes sans scrupule qu'est Vladimir Poutine!». Ce Vladimir Poutine qui rêve des grandeurs impériales mais qui mène fatalement son pays et ses compatriotes à la catastrophe...



4. Voir «Pourquoi Poutine fait-il de tous les morts soviétiques de la Deuxième Guerre mondiale... des «Russes»?».

Lettre ouverte au Mouvement de la paix

COMITÉ FRANÇAIS DU RÉSEAU EUROPÉEN DE SOLIDARITÉ AVEC L'UKRAINE (RESU)¹

Nous avons appris avec une certaine surprise votre grande journée de mobilisation pour la paix le 13 mai à Paris, organisée en commun avec le collectif *Investig'Action*, et, en fond, la question de la guerre en Ukraine. Ce n'est pas le sujet qui nous choque: il nous concerne tous, et nombre d'entre nous sont actifs et actives, depuis des décennies, dans le combat pour la paix. Mais nous y mettons un sens, non seulement philosophique, ce que nous avons en commun, mais aussi politique, géopolitique et, nous insistons sur ce point, géopolitique à la base: géopolitique des peuples, ces derniers donc non seulement comme victimes, mais aussi comme acteurs.

Vous répondrez, avec raison, que c'est aussi votre point de vue, et l'histoire entière du Mouvement de la paix, mouvement de masse, ne saurait vous démentir. Mais il peut arriver des moments dans l'histoire, y compris la vôtre, où des erreurs sont faites, où l'on s'aperçoit que la paix n'a pas la même définition pour toutes et tous, et qu'elle amène alors de redoutables conséquences, quand on prend pour alliés des partenaires qui ont un agenda politique radicalement différent de celui prévu à la base, que ces «alliés» soient des gouvernements comme des groupes politiques. Cela inclut en premier lieu de se mettre en

dehors des logiques d'État, même si, des USA à la Chine en passant par la France ou l'Iran, chaque chef d'État ou diplomate nous déverse son couplet de paix entre les peuples et de fraternité. Il paraît aussi que Poutine n'aime pas la guerre: il a juste lancé une opération spéciale. La guerre, c'est toujours la faute de l'autre!

Dans les guerres que nous vivons, qui se déroulent aussi bien sous les missiles que par le biais de l'influence, de l'information, des réseaux sociaux, ce point est essentiel!

C'est pourquoi nous avons été douloureusement surpris-es de voir le nom de Yves-Jean Gallas, représentant de votre structure, associé à celui de Michel Collon et Jacques Sapir, personnages confusionnistes pour le moins, pour ne pas dire «rouge-brun» [...]. Le rapprochement factuel avec des personnages liés depuis belle lurette à la frange complotiste et négationniste, voire d'extrême droite nationaliste révolutionnaire pure au nom de l'«antisionisme», pour le premier, des structures classiques du même bord, pour le deuxième, est déjà surprenant. Les faits sont largement établis et trouvables facilement [concernant] Collon et son site *Investig'Action*... Quant au souverainiste Jacques Sapir, ses idées de «front de libération nationale» allant de l'extrême droite à l'extrême gauche au nom de la lutte contre l'Union européenne parlent pour lui.

Outre ce point particulièrement important en termes de cohérence de valeurs, l'essentiel pour nous reste l'alignement de ces deux personnages sur une posture rigoureusement anti-impérialiste borgne, ce qu'on appelle le campisme, totalement et unilatéralement alignée sur une détestation de l'OTAN, qui n'est pas pour nous déplaire, mais qui du coup «oublie», ou évacue, ou minimise le rôle du principal agresseur russe, massacreur, colonialiste, impérialiste



1. 9 mai 2023.

sur le terrain, rôle soutenu par un discours impérial, colonial et même fasciste parfaitement assumé! Ce qui n'a pas l'air de gêner, en toute logique confusionniste, nos deux personnages.

Il est vrai que pour Collon, thuriféraire du nationalisme grand-serbe au moment des guerres de dislocation en ex-Yougoslavie, comme négateur des crimes du régime de Bachar El-Assad contre son propre peuple, la position pro-Kremlin n'a rien de surprenant. Face à l'OTAN, qu'importe l'état des peuples des pays soumis aux dirigeants supposément anti-impérialistes et antisionistes! L'ennemi de mon ennemi...

Gênant...

Que ce soit au nom de la lutte contre l'impérialisme hégémonique étatsunien ou occidental, où, comme Sapir, de considérer que l'Europe n'a pas à intervenir dans cette affaire car «Poutine n'est pas un ennemi», on connaît pourtant, face à ce type de guerre dans l'histoire, où cela nous mène: la paix des cimetières, ou la soumission, voire la collaboration...

La solidarité internationale de peuple à peuple marque le pas, à moins de rester strictement dans l'humanitaire. Et encore! Doit-on considérer qu'un peuple qui auto-organise sa résistance, bien au-delà des directives gouvernementales, fait le jeu de l'OTAN ou lutte pour sa survie? Collon et Sapir ont-ils d'autres interlocuteurs dans les deux parties du conflit que le très influent et oligarque pro-kremlin Club Valdai en Russie, pour Sapir, ou, pour Collon, les excuses qu'il trouve au Kremlin, et en général à tous les gouvernements dictatoriaux «anti-impérialistes», hérités de la conférence Axis for Peace montée en 2005 par le complotiste Thierry Meyssan, toujours bien connu des chaînes de propagande russes?

Doit-on dire aux Palestinien·nes d'éviter de combattre leur oppresseur israélien, aux Kurdes de laisser l'État turc les réprimer encore et encore pour ne pas «rajouter la guerre à la guerre?»

Nous pouvons et devons débattre de points importants: résistance armée et non armée, l'Ukraine doit-elle ou non accepter les armes de l'OTAN pour se défendre? Quel est le rôle des Occidentaux à l'origine et dans le déroulement du conflit? Quelle solidarité internationale? Quels soutiens aux déserteurs du pays agresseur ou objecteurs des deux camps? Beaucoup de questions et bien d'autres...

Mais pas avec n'importe qui! Pas avec celles et ceux qui montrent et ont montré, en toute conscience, où conduisaient leurs choix politiques et géopolitiques.

Ce 9 mai, vous avez fait ce que nous pensons sincèrement être une erreur de votre part, en participant à une marche organisée par l'Association franco-russe de Gueorgui Chepelev, membre du collectif En marche pour la paix. Mais cette association, le Conseil de coordination du forum des Russes de France est particulièrement proche de l'ambassade de Russie, où ont d'ailleurs été élus leurs dirigeants. À noter que la marche du 9 mai de l'année dernière, organisée aussi par le CCFRF, a eu l'honneur d'un post sur le site FB de l'ambassade, qui généralement ne publicise que ses propres actions.

Dans une guerre qui est aussi une guerre de propagande et d'influence, la place du Mouvement de la paix n'est certainement pas aux côtés du camp de l'agresseur, des sympathisants des massacres et compagnons de route de fascistes, quelles qu'en soient leurs raisons.

Ce serait une prise de position nette! Il s'y salerait durablement! Fraternité.



Pacifisme, militarisme et solidarité avec l'Ukraine

RONALD CAMERON¹

La guerre en Ukraine est une abomination! L'espoir qu'a libéré l'effondrement du mur de Berlin à l'Est comme à l'Ouest a été frappé de plein fouet par l'invasion de la Russie en Ukraine! Ce n'est pas nouveau que des courants à gauche s'opposent sur l'attitude à adopter face à la guerre. Celle en Ukraine ne fait pas exception.

L'histoire n'est pas un long fleuve tranquille et elle ne se répète jamais de la même façon, malgré les ressemblances. Il importe de prendre acte des réalités de cette guerre et de la complexité de la situation. Deux enjeux nous interpellent: la solidarité avec le peuple ukrainien, mais aussi le refus de la politique militariste de notre propre impérialisme.

La responsabilité de l'OTAN dans la guerre en Ukraine

Plusieurs contestent l'intégrité des positions exprimées à gauche en Occident, à commencer par la gauche ukrainienne et russe. Nous disions l'an dernier qu'il «est essentiel d'entendre l'appel de la gauche "post-soviétique", issue de la génération qui n'a pas connu la guerre froide et qui a grandi après

1. Publié dans le *Journal des alternatives*.



l'effondrement des régimes soviétiques en Europe de l'Ouest²». Ça demeure non seulement vrai, mais dramatiquement urgent³.

Une partie des courants de la gauche occidentale voit dans cette guerre strictement une résultante du maintien de l'OTAN après la chute du mur de Berlin. On comprendra vite que la gauche ukrainienne ne trouve pas que c'est une bonne analyse. Il est vrai que l'OTAN est en quelque sorte l'état-major de l'impérialisme occidental sous la gouverne des États-Unis et qu'elle utilise la situation au bénéfice des démocraties libérales. Néanmoins, l'idée que le conflit est la conséquence presque directe de «notre» impérialisme fait abstraction des faits, qui sont aussi complexes que simples!

La Russie est évidemment le pays qui a envahi le territoire ukrainien avec de violentes attaques militaires. La population qui en subit les conséquences sur son territoire, ses villages et villes assiégées et bombardées, qui voit les personnes civiles mourir, c'est la population ukrainienne. Une fois cela dit, on comprend qu'il y a de nombreux aspects géopolitiques, économiques ou énergétiques. Toutefois,

2. Voir <https://alter.quebec/la-guerre-en-ukraine-et-les-de-fis-des-mouvements-altermondialistes-occidentaux/>.

3. Pour découvrir un de ces réseaux en Ukraine, nous vous invitons à lire l'entrevue en espagnol de *Viento Sur* avec la revue ukrainienne de gauche *Commons*, <https://vientosur.info/entrevista-a-la-revista-commons-un-colectivo-intelectual-de-izquierda-ucraniano/>.



on doit se préoccuper de l'attitude à adopter à l'endroit de la population ukrainienne et russe, dans le contexte de renforcement de l'effort de guerre de notre propre impérialisme?

L'exemple de la solidarité des réseaux européens

Les mouvements de solidarité avec la gauche démocratique et sociale en Ukraine sont plus importants en Europe de l'Ouest qu'en Amérique du Nord. C'est l'œuvre des mouvements surtout syndicaux qui ont établi des contacts directs avec les mouvements démocratiques en Ukraine⁴. De ce côté-ci de l'Atlantique, peu de choses sont faites pour aller au-delà de l'accueil des personnes migrantes provenant d'Ukraine, qui demeure un geste humanitaire essentiel dans une telle situation traumatique pour la population.



La mobilisation de ces mouvements d'Europe s'est opérée en opposition aux attaques russes perpétrées sur le sol ukrainien. La position de ces mouvements demande un arrêt des bombardements, un retrait des troupes russes et la solidarité avec la résistance ukrainienne! En fait leur position reprend l'idée qu'un peuple ne peut pas être libre, s'il en opprime un autre.

Le droit à l'autodétermination contre le pacifisme?

Voilà que les mouvements pacifistes qui reconnaissent le droit à l'autodétermination se voient maintenant accuser de manquer de solidarité envers

4. Voir <https://autogestion.asso.fr/reseau-europeen-de-solidarite-avec-ukraine/>, le lien pour la liste des appuis d'organisations et des membres est à la fin de l'article.

le peuple ukrainien! Il faudrait que ces mouvements soutiennent aussi l'effort de guerre de leur pays occidental, animé par des sentiments de solidarité prétendus plus concrets!

Comment peut-on soutenir la croissance sans précédente des budgets militaires et l'effort de guerre de «notre» impérialisme⁵? Doit-on associer notre voix avec les faucons de l'impérialisme occidental pour être plus solidaire avec le peuple ukrainien? La solidarité avec l'Ukraine est-elle condamnée à n'être qu'un marchepied du militarisme de l'OTAN? Un tel appui aux politiques de l'OTAN procède d'une logique formelle tout aussi aveugle des conclusions qu'elles tirent de la situation.

Alors que le mouvement pacifiste n'a pas connu un grand succès ces dernières années, le voilà qu'il est dénoncé, non pas pour son opposition à l'OTAN, mais parce qu'en s'opposant à l'effort de guerre ici, il serait en défaut de ses obligations de solidarité avec l'Ukraine. Qui a dit que les seules positions politiques valables sont celles qui ne présentent aucune contradiction?

Cette guerre n'est pas la nôtre, elle est imposée au peuple ukrainien, au peuple russe, mais aussi à tous les peuples de la terre. S'opposer à la hausse des dépenses militaires, ce n'est pas s'opposer à la fourniture d'armes à la résistance ukrainienne, mais c'est de refuser que les dirigeants des pays du Nord utilisent cette guerre à des fins de renforcement du complexe militaro-industriel et du militarisme dans nos sociétés.

5. Les dépenses militaires mondiales ont atteint le niveau record de 2240 milliards de dollars en 2022. C'est une augmentation moyenne de 3,7 % par rapport à 2021 et de 19 % depuis 2013, selon les données que vient de publier le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) voir à ce propos Radio-Canada: <https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1973161/armement-budget-armes-paix-conflit>.

Reconnaître que le pays agresseur est la Russie, demander le retrait des troupes russes, souhaiter une défaite russe n'est pas une position aplaventrisme devant la politique impérialiste occidentale! Il s'agit d'une position qui répond aux réalités de l'agression russe contre le peuple ukrainien. À l'inverse, s'opposer à l'effort de guerre du Canada, des États-Unis, de l'OTAN n'est pas trahir notre solidarité avec le peuple ukrainien, mais inclut le combat de la transformation sociale ici dans notre politique de solidarité. Notre opposition au renforcement du dispositif militaire occidental ne nous empêche pas de développer plus concrètement les actions de solidarité avec la population ukrainienne.

Concilier pacifisme et solidarité

Le premier moment d'une position pacifiste sur la guerre en Ukraine est d'affirmer clairement que le contentieux dans cette région du monde ne peut pas se régler par les armes. Et cette position demeure vraie, même si l'enlèvement est bien avancé. C'est pourquoi les mouvements pacifistes doivent condamner l'agression militaire de la Russie, qui voit dans la domination du peuple ukrainien le salut de sa sécurité! Par la même occasion, les mouvements pacifistes doivent offrir un soutien au peuple en lutte contre leur agresseur.

Par contre, l'évolution d'un monde des inégalités et le développement des contradictions interimpérialistes conduisent à cette augmentation sans précédent des budgets militaires, pour relancer la production et la croissance économique, surtout après les vaches maigres de la pandémie. Le renforcement du militarisme n'annonce rien de bon, ni pour la population laborieuse occidentale ni pour celle en Ukraine et en Russie. Prendre position sur la guerre en Ukraine n'est pas un exercice de construction d'une position

«parfaite»! Il s'agit de définir celle qui correspond le mieux au combat que nous devons mener, celle de militer pour une société basée sur la coopération, la solidarité et la reconnaissance du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en paix.



Discussion avec des témoins oculaires de la guerre populaire en Ukraine

ENTRETIEN DE SUZI WEISSMAN AVEC VLADISLAV STARODUBTSEV ET JEREMY BIGWOOD¹

La guerre de la Russie en Ukraine a marqué son premier anniversaire le 24 février. C'est un désastre brutal, horrible, destructeur, qui cause des souffrances humaines et une dévastation économique non seulement en Ukraine, mais aussi dans la vie des Russes ordinaires qui sont la chair à canon de la guerre de Poutine. La guerre a également eu un impact sur la faim dans le monde, sur l'approvisionnement en énergie et sur la crise environnementale mondiale. Il n'est pas exagéré de dire que cette guerre a changé la trajectoire du 21^e siècle. La réponse de la Russie a été de redoubler de destruction puisqu'elle ne pouvait pas atteindre ses objectifs de guerre. Des millions de Russes sont partis pour éviter d'être enrôlés ou parce qu'ils s'opposent à la guerre de Poutine. L'Ukraine, qui lutte pour sa survie en tant que nation, insiste sur le fait que la paix ne peut être



1. Entretien radiophonique diffusé dans le cadre de l'émission «Beneath the Surface» sur Jacobin Radio (Los Angeles) et retranscrit sur le site de la revue *Against The Current* (Détroit) le 9 mars 2023. Suzi Weissman est l'auteurice de *Dissident dans la révolution: une biographie politique de Victor Serge*, Paris, Syllepse, 2006. Jeremy Bigwood est journaliste, il a écrit pour l'*American Journalism Review* et le *Village Voice*. Vladislav Starodubtsev est historien et membre de Sotsialnyi Rukh. Traduction: Patrick Silberstein.

obtenue que par une résistance réussie à l'invasion russe. L'appel à la «paix» dans l'abstrait n'a pas de sens dans ces circonstances.

Je suis très heureuse d'accueillir Vladislav Starodubtsev, historien de l'Europe centrale et orientale et militant de l'organisation socialiste démocratique ukrainienne, Sotsialnyi Rukh. Il est basé à Kyiv. Nous retrouvons également Jeremy Bigwood, journaliste d'investigation et photjournaliste. Jeremy a couvert les guerres en Amérique centrale et se trouvait en Russie lorsque la guerre a commencé. Au cours de l'année écoulée, il s'est rendu trois fois en Ukraine, d'où il est revenu il y a quelques jours. Il rédige actuellement une série de portraits d'Ukrainiens sur son site [Substack Bigwood](#).

L'Ukraine possède un riche héritage socialiste qui remonte aux années 1860 et 1870, mais Poutine a maintenu son objectif de «dénazifier» l'Ukraine et son histoire. Vladislav, expliquez-nous comment votre organisation s'est développée.

Vladislav Starodubtsev

Sotsialnyi Rukh a commencé comme une petite organisation trotskiste en 2014, soutenant la protestation de Maïdan et appelant à la démocratisation de la société ukrainienne contre le président pro-russe corrompu Ianukovitch. À Maïdan, nous avons participé à la résistance populaire, en essayant de faire la liaison entre le mouvement des syndicalistes avec les différentes organisations de la société civile. Nous avons mis l'accent sur les revendications sociales soulevées par les manifestants.

Au fil du temps, nous sommes devenus une organisation démocratique et anticapitaliste. Nous nous considérons comme une nouvelle gauche ou comme des socialistes démocratiques. Nous unissons différentes luttes, les luttes féministes, les luttes syndicales,

les luttes des LGBTQ, les luttes des travailleurs en une seule grande poussée pour la transformation socialiste de la société.

Y a-t-il une coopération entre la gauche ukrainienne et la gauche russe du fait de cette guerre?

Vladislav Starodubtsev

Il y a souvent des problèmes de communication, car les organisations russes ne comprennent pas le contexte ukrainien. La société russe promeut un chauvinisme qui crée des malentendus et des stéréotypes. Cela dit, nous coopérons particulièrement avec le Mouvement féministe antiguerre et l'Alternative socialiste. Ils ont des positions fortes contre l'invasion.

Qualifieriez-vous les objectifs de guerre de Poutine d'impérialistes?

Vladislav Starodubtsev

Les études coloniales débattent de la question de savoir si la Russie est un empire et si son impérialisme est particulier. La Russie a d'abord colonisé des terres situées à sa frontière plutôt qu'à l'étranger. Il s'agit d'un impérialisme très spécifique et peu étudié. Il a permis à la Russie d'écraser toute rébellion anticoloniale en franchissant simplement la frontière. Cela a donné naissance à une idéologie spécifique au fur et à mesure que l'État russe se développait, à l'époque impériale, à l'époque soviétique et à l'époque actuelle de la Fédération de Russie.

Durant toutes ces périodes, l'idée de la suprématie russe a dominé. En général, il s'agit d'une domination culturelle, d'un racisme très structurel qui considère le monde occidental comme un ennemi, mais qui copie la notion occidentale de réussite. Pendant l'ère Khrouchtchev, cela se traduisait par l'annonce

que l'Union soviétique serait meilleure que les États-Unis. Poutine, lui aussi, compare toujours la Russie à l'Occident.

Il y a aussi la thèse de l'État russe selon laquelle les Ukrainiens, les Biélorusses et les Russes forment des «nations fraternelles». Cette identité très paternaliste développe l'idée d'une «grande» nation russe qui protège les «petits», les Biélorusses et les Ukrainiens; ceux-ci forment un seul peuple et la Russie doit défendre ces nations, y compris contre elles-mêmes. L'idéologie de l'État russe, sa propagande et son identité impérialiste ont traversé le temps.

L'impérialisme russe renaît

Lorsque l'Union soviétique s'est effondrée, l'impérialisme russe n'a pas disparu. Il renaît avec une force nouvelle. Nous pouvons retracer son action avec les deux invasions de la République de Tchétchénie, au cours desquelles il a brutalement écrasé la lutte des Tchétchènes pour leur indépendance. Il s'agissait de la première grande invasion de la nouvelle Russie contre un État indépendant.

Il est important de rappeler ce début car en Tchétchénie il n'y avait ni OTAN ni nazis. Il n'y avait aucune des justifications utilisées pour envahir l'Ukraine. Il est clair que la seule raison était de s'emparer d'un territoire et de l'occuper – c'est de l'impérialisme classique.

Friedrich Engels faisait remarquer qu'une nation qui en opprime une autre ne peut être libre. Ainsi, après les guerres de Tchétchénie (1994-1996 et 1999-2000), de nombreuses opérations «antiterroristes» ont été menées au sein même de la Fédération de Russie. La police a développé sa surveillance et utilisé divers outils pour réprimer l'opposition et surtout les médias. Les premières briques de l'édification d'un



régime autoritaire se trouvent dans la suppression de toutes les valeurs démocratiques.

L'invasion de la République tchétchène n'est pas liée à une menace perçue de l'OTAN. Les forces occidentales ont toléré l'invasion et la brutalité parce qu'elles voulaient inclure la Fédération de Russie dans leur nouvel ordre mondial.

Au moment de la seconde invasion de la République tchétchène, le Premier ministre britannique, Tony Blair, était en visite à Saint-Petersbourg pour s'entretenir avec Poutine à propos d'accords commerciaux. Il est clair que l'Occident a donné son feu vert à l'impérialisme russe et à la construction d'un État russe moderne et autoritaire, allant même jusqu'à lui fournir des armes.

J'ajouterai que la Tchétchénie était considérée comme un autre front de la guerre contre le terrorisme. Eltsine et Poutine ont tous deux déclenché la guerre contre le terrorisme pour

renforcer leur popularité à l'intérieur du pays. Les Russes ont une inimitié traditionnelle à l'égard des peuples d'Asie centrale, généralement dépeints comme des trafiquants et des tricheurs. Je dirais qu'Eltsine essayait d'imiter George H. W. Bush lors de la guerre du Golfe, en créant une guerre rapide et sale qui renforcerait sa popularité à des fins électorales. Quant à Poutine, il l'a fait pour se forger une réputation de guerrier lorsqu'il est arrivé au pouvoir.

Jeremy Bigwood

Je pense qu'il est utile, lorsqu'on s'intéresse à la Russie, de comprendre ce concept appelé *Russkii Mir*. La société russe est meilleure que n'importe quelle autre. Le concept de *Russkii Mir* remonte à l'époque de Tolstoï et semble avoir parfaitement survécu en Union soviétique. Je pense que, dans une large mesure, c'est le moteur de cette guerre. Je



pense que Poutine n'est qu'un gestionnaire. S'il parlait, la Russie continuerait la guerre. Cette invasion et ce qui s'est passé par la suite ont considérablement affaibli mon opinion sur la Russie.

Idéologies impériales

Je lis sur des blogs russes que cette guerre a une dimension économique. Malgré les sanctions et les prévisions selon lesquelles cette guerre désintégrera davantage la Russie, voire la détruira, on peut lire que Poutine développe une économie de guerre, similaire à l'économie de guerre permanente de Washington. Comment cela s'inscrit-il dans l'économie politique de la Russie? Comment cela s'inscrit-il dans vos commentaires sur la suprématie culturelle?

Vladislav Starodubtsev

Je dirais que l'invasion n'a pas été motivée par des facteurs économiques, du moins pas dans l'immédiat. Le principal facteur politique repose sur l'identité russe qui tente de recréer un empire.

Cette guerre est surtout une épreuve pour l'oligarchie russe. Pour la classe capitaliste russe, pour pratiquement tout le monde, la guerre conduit à l'effondrement économique. Même la bureaucratie n'en profite pas. Mais une deuxième motivation politique réside dans le fait que l'élite de Poutine utilise la guerre pour renforcer son emprise sur la société. La Russie est un État policier doté d'une classe policière distincte, qui contrôle les entreprises privées. La bureaucratie de Poutine aimerait réduire le pouvoir de l'armée sur l'économie.

Je dirais que l'invasion de l'Irak par les États-Unis était liée à la montée générale de l'islamophobie et de la terreur policière. Il en va de même en Russie.

La Russie a toléré l'invasion de l'Irak et les États-Unis ont toléré ce qui se passait en Tchétchénie. Cette coopération idéologique impérialiste signifiait: «Nous ne parlerons pas de votre impérialisme et vous ne parlerez pas du nôtre.» Ces deux invasions impérialistes ont fourni les bases idéologiques nécessaires à la poursuite de la politique de ces États. Poutine rappelle aujourd'hui que les États-Unis ont envahi l'Irak. La Russie justifiera ses invasions en montrant du doigt celles de l'impérialisme américain.

Je suis d'accord avec Jeremy sur la guerre russe. Je dirais que la société et l'État russes se sont structurellement développés à partir du colonialisme et du racisme. C'est un élément important de l'identité de l'État impérial russe. Dans sa vision colonialiste, il est difficile d'imaginer la Russie sans l'Ukraine. Une Ukraine indépendante, en particulier une Ukraine démocratique, est une menace.

Dans l'idéologie russe, la nation russe reste une puissance coloniale dominante. Les Ukrainiens, les Biélorusses, les Géorgiens étaient des citoyens de seconde zone utilisés par l'impérialisme russe pour opprimer d'autres nations tout en étant opprimés par les Russes. Ces hiérarchies structurelles continuent d'exister. En fait, cette dynamique de suprématie doit être renforcée. Le racisme engendre plus de racisme et plus d'expansion. Cela motive et nourrit l'impérialisme.

Avant cette émission, j'ai lu un article qui indiquait que 47 % des Russes continueraient la guerre même si Poutine proposait un plan de paix. Il y a un retour de bâton parmi ceux qui pensent que Poutine ne va pas assez loin et n'est pas assez agressif envers les Ukrainiens.

Il existe de nombreux mythes sur cette invasion et sur l'identité des Ukrainiens.



Pourriez-vous répondre à certaines de ces accusations?

Vladislav Starodubtsev

Même avec la Russie à ses frontières, l'Ukraine (après 1991) s'est dénucléarisée et démilitarisée dans une très large mesure. Pourtant, l'Ukraine et d'autres pays d'Europe de l'Est se sentaient menacés par l'impérialisme russe qui a détruit la Tchétchénie et mis en place un État policier.

Sur les chaînes de télévision officielles russes, on accuse l'Ukraine d'être «entièrement nazie» pour justifier l'invasion. Un excellent article a été publié par un ami anarchiste, qui a répertorié la violence fasciste en Ukraine. Il a noté 58 cas de violence contre des personnes en 2021 et 120 cas de violence contre des biens. Comparativement, ce ne sont pas des chiffres importants.



Les forces d'extrême droite sont présentes dans les rues et dans certaines structures militaires. Leur influence est certainement moindre que dans les pays occidentaux où la violence de rue est renforcée par leur influence parlementaire: Alternativ fur Deutschland en Allemagne, les Démocrates suédois, Le Pen en France ou les législateurs de Trump aux États-Unis. Ce sont des cas plus graves dans le monde que ce qui se passe en Ukraine.

Nous devons reconnaître l'existence de nationalistes d'extrême droite en Ukraine. Ils se battent dans l'armée, et nous, à gauche, nous avons une trêve temporaire parce que nous sommes engagés dans une guerre populaire. Tout le monde comprend que l'objectif principal est de détruire l'impérialisme russe.

Par la suite, il y aura probablement des problèmes avec l'extrême droite. Mais pour l'instant, la violence de l'extrême droite est exceptionnellement faible et son influence moindre. Au fil de l'histoire, il y aura probablement de nouveaux conflits, mais la question

de savoir s'ils gagneront ou perdront en force reste ouverte. [...].

Droits démocratiques et langue

Les partis de gauche sont-ils interdits en Ukraine?

Vladislav Starodubtsev

Les partis qui ont été interdits n'étaient pas de gauche, même si certains avaient des noms à consonance de gauche. Le plus important d'entre eux est le Parti communiste d'Ukraine, qui est directement lié au Parti communiste de la Fédération de Russie. Ces deux partis ont soutenu l'invasion et participé aux efforts de sabotage de l'armée ukrainienne.

Les partis interdits ont clairement affirmé leur soutien à l'invasion russe ou ont eu des contacts étroits avec les cercles économiques russes. Il s'agit de partis suprématistes slaves, racistes et homophobes. Ils ont été interdits de la même manière que les partis fascistes l'ont été pendant la Seconde Guerre mondiale dans différents pays.

Nous avons quelques partis de gauche en Ukraine. Un parti de gauche peut facilement être enregistré comme tel à deux conditions: aucun symbole totalitaire (y compris la faucille et le marteau) n'est autorisé et le terme «communisme» n'est pas autorisé dans le nom.

Les organisations de gauche existant légalement ne sont pas persécutées et peuvent librement mener leurs activités, y compris en organisant des manifestations. En Ukraine, cet État prétendument totalitaire, nous avons mené une grève victorieuse. En pleine guerre, nous avons organisé une manifestation réussie contre les réformes néolibérales. Nous avons organisé des manifestations syndicales. Nous avons protesté contre les coupes budgétaires dans l'éducation. Le mythe



À PARAÎTRE

de l'interdiction des partis de gauche est utilisé pour renforcer la propagande russe.

Vladislav, un mythe sur l'Ukraine qu'il faut démystifier et dont on entend beaucoup parler est que la Russie a été contrainte à envahir le pays parce que les Ukrainiens réprimaient la langue russe. Cela ne tient pas compte du fait que certaines grandes villes sont russophones, même si elles se tournent vers l'ukrainien. Pourriez-vous revenir sur certains de ces grands mythes?

Vladislav Starodubtsev

C'est une question complexe, surtout pour ceux qui ne comprennent pas l'histoire du colonialisme. L'Ukraine a subi la forte pression de l'assimilation à la culture russe et a subi la destruction de sa culture et de sa langue.

À l'époque de l'Empire russe et de l'Union soviétique, l'ukrainien était considéré comme la langue des paysans, celle des citoyens de seconde zone. Si vous vouliez obtenir un bon emploi, une bonne éducation, une carrière, vous deviez parler russe. Le russe était la langue des gens civilisés et l'ukrainien celle des paysans.

C'était encore le cas dans l'Ukraine indépendante jusqu'en 2014. Avant cette date, il était difficile d'acheter un livre en ukrainien. Dans les librairies, tous les livres, à l'exception de quelques-uns, étaient en russe. Dans les villes, tout le monde parlait russe et il n'y avait pas de traductions en ukrainien.

Entre l'indépendance et les manifestations de Maïdan, certains ont défendu avec force la langue et la culture ukrainiennes. Par la suite, la société civile s'est efforcée de faire revivre la langue ukrainienne et de sauver la culture ukrainienne. Les gens ont commencé à parler en ukrainien, davantage de livres ont été publiés en ukrainien et l'intérêt pour l'histoire ukrainienne s'est accru.

Il y a évidemment eu du mécontentement. Les russophones se sont sentis menacés par l'effondrement du statut dominant du russe. Dans le même temps, on observait un nationalisme défensif croissant de la part de ceux qui, en défendant la culture ukrainienne, s'attaquaient à la culture russe. Il y avait des tensions, mais elles n'étaient pas violentes. Après Maïdan, parallèlement à la renaissance de la culture ukrainienne, certains préjugés se sont développés à l'encontre de la langue russe. L'ukrainien est devenu la langue dominante. Il est certain que les préjugés à l'égard de la langue russe ont été renforcés par la guerre.

Je vois que ce conflit linguistique sera une question permanente et importante. J'aimerais me tourner vers Jeremy, qui vient de rentrer



de Kyiv. Pouvez-vous nous faire part de vos impressions?

Jeremy Bigwood

L'une des choses qui m'ont frappé, c'est que la plupart des Ukrainiens qui parlent ukrainien parlent également russe. De nombreux russophones de l'Est ou du Sud-Est du pays ont du mal à parler l'ukrainien, mais cela ne fait pas vraiment de différence en ce qui concerne la guerre.

L'été dernier, lorsque j'étais sur la ligne de front entre Kherson et Mykolaïev, j'ai trouvé des soldats isolés qui parlaient russe. La chaîne de commandement militaire parlait en russe. Ils se battaient contre des Russes, mais ils parlaient tous le russe parce que tout le monde connaissait le russe. Il y avait des russophones qui ne parlaient pas ukrainien, mais les Ukrainiens parlaient tous russe. C'est ainsi que les choses se sont passées dans une situation très difficile où nous étions activement attaqués par l'autre camp.



Lorsque j'étais à Kherson, libéré à la fin de l'année dernière, tous les soldats à qui j'ai parlé s'exprimaient en russe. Mes entretiens se sont déroulés entièrement en russe.

Mais c'est un problème. Je parlais aujourd'hui à une personne de Kyiv que j'ai interviewée il y a quelques semaines. Elle est furieuse parce qu'elle ne veut pas avoir à apprendre l'ukrainien. Eh bien, je suis désolée. Vous vivez en Ukraine après tout.

Nous avons vu cela dans les États baltes, après la désintégration de l'Union soviétique. Il y avait des gens en Lettonie, en Lituanie et en Estonie qui ne parlaient pas la langue de ces pays parce qu'ils étaient eux-mêmes des Russes qui s'y étaient installés.

Jeremy Bigwood

Il peut être utile d'apprendre la langue du pays. Le russe était la première langue de Zelensky. Avant les élections, il a étudié activement l'ukrainien. Il parlait l'ukrainien, mais il voulait se perfectionner.

J'ai également parlé avec des habitants de l'Ouest de l'Ukraine qui n'apprécient pas du tout de devoir parler russe dans un taxi à Kyiv. C'est donc un problème qui va perdurer. La nouvelle loi stipule que les transactions commerciales, telles que les activités bancaires doivent être effectuées en ukrainien et non en russe. [...]

Aux États-Unis, certains disent que les grands méchants États-Unis et l'OTAN s'en prennent à la pauvre petite Russie. Pendant ce temps, les Ukrainiens sont devenus invisibles. Ils ne devraient pas l'être. Ils souffrent vraiment. Ils se battent vraiment avec acharnement. J'ai couvert des guerres dans de nombreux endroits et je n'ai jamais rien vu de tel.

Les soldats ukrainiens ont un moral d'acier, mais ils sont toujours en infériorité numérique. Et quand vous êtes en infériorité numérique, c'est un problème. Et quand vous n'avez pas le bon type d'obus pour votre artillerie, c'est un problème. Et c'est un problème majeur en Ukraine.

Coûts élevés et guerre populaire

L'un d'entre vous a-t-il des chiffres concernant les effectifs des armées des deux camps et sur le nombre de soldats, blessés ou tués?

Jeremy Bigwood

Je n'ai pas accès aux chiffres, mais ce que j'entends sur les lignes de front, c'est que les Russes ont beaucoup plus de troupes, surtout si l'on compte les Tchétchènes et les autres qui viennent se battre. C'est quelque chose que j'entends tout le temps.

Vladislav Starodubtsev

Je ne suis pas un expert militaire, mais il y a plusieurs champs de bataille différents. Dans une bataille concrète, la Russie dispose généralement de plus de troupes, et elle a encore d'importantes réserves. L'Ukraine a déjà mobilisé tous ceux qu'elle pouvait mobiliser.

Je dirais que c'est une bonne chose que Jeremy ait noté que, du côté de l'Ukraine, le moral est élevé et qu'il y a beaucoup d'auto-organisation, de sociabilité et de coopération. C'est vraiment une guerre populaire. Je n'avais jamais vécu quelque chose de semblable auparavant.

Le seul événement similaire s'est produit pendant la révolution de Maïdan, lorsque les gens se sont eux-mêmes organisés. Les gens s'entraidaient, fabriquaient des boucliers, organisaient l'aide médicale, mais à une petite échelle par rapport à aujourd'hui. Tout le monde participe aux cuisines gratuites, aide les personnes déplacées à l'intérieur du pays et fournit des vêtements et des armes à l'armée. Enfin, sauf la bourgeoisie, qui n'est pas impliquée. Eux vivent quelque part en Europe occidentale, profitant d'une vie luxueuse. Ils ne sont pas impliqués.

La lecture de Franz Fanon nous aide vraiment à comprendre cette guerre. Il a dit qu'en ces temps de guerre, de libération nationale, les gens comprennent que ce sont eux qui dirigent le pays et non la classe capitaliste. Pourquoi? Parce qu'ils organisent tout; le pays ne peut pas fonctionner sans eux. C'est le sentiment général de la population ukrainienne.

Il y a aussi des problèmes dont on ne parle généralement pas et dont nous devons discuter. Le gouvernement ukrainien mène une politique ultra-thatchérienne. Sa politique antisociale exerce une pression sur la société civile. Nous avons subi des réductions importantes des dépenses sociales,

l'adoption d'une législation anti-ouvrière et une déréglementation du marché du travail. Les travailleurs protègent le pays contre l'invasion russe et les droits des travailleurs ne devraient pas être remis en cause pendant cette période.

Nous ne pouvons pas repousser l'invasion par nous-mêmes, nous avons besoin d'une aide financière et matérielle au-delà de nos frontières. Sans les systèmes antiaériens européens et américains, je ne serais probablement pas en train de vous parler.

Jeremy, pouvez-vous nous parler du moral des Ukrainiens que vous avez rencontrés? Comment voyez-vous cette guerre?

Jeremy Bigwood

Je pense que celle-ci se poursuivra plus ou moins pendant encore un an. Les Russes ont encore au moins une année de guerre devant eux. Ils veulent conquérir l'Ukraine. Tant qu'ils sont bien approvisionnés, les Ukrainiens peuvent les tenir à distance et finir par imposer des négociations de paix à un moment donné. Pour l'instant, il est bien trop tôt pour cela. Si le plan chinois gelait les lignes de démarcation, la Russie profiterait de cette pause pour reprendre ses attaques dans quelques années. Ce n'est donc pas une solution.

Les gens se sont adaptés à la situation. Par exemple, une amie qui vit au sixième étage d'un immeuble monte et descend à pied maintenant; il n'y a pas d'ascenseur, mais elle me dit qu'elle est en bonne santé et qu'elle peut s'adapter. Heureusement, l'hiver a été assez chaud à Kyïv. Les gens commencent à se sentir beaucoup mieux à l'approche du printemps. C'est quelque chose que tout le monde me dit.

Les gens sont très préoccupés par la quantité de sang versé sur le champ de bataille. C'est une chose que j'entends également tout le temps. Ils disent qu'il



n'y a pas vraiment d'alternative – si vous vous arrêtez et que vous avez un cessez-le-feu maintenant, les Russes continueront tout simplement.

C'est la question du *Russkii Mir*. Les Russes ne s'arrêteront pas tant qu'ils ne seront pas stoppés militairement. Rien d'autre ne fonctionnera. Après que près d'un million de Russes aient fui leur pays, ceux qui y sont encore vivent dans des conditions répressives et n'ont pas accès aux médias. C'est un État totalitaire.

Récemment j'étais à Kyiv et j'ai pu constater que les gens étaient déterminés à lutter par tous les moyens possibles. Je vois des gens qui font du bénévolat, notamment en apportant des médicaments et de la nourriture à ceux qui ne peuvent pas aller les chercher. Je vois un grand esprit de communauté ; je n'ai jamais vu cela nulle part dans ma vie. Comme l'a dit Vladislav, c'est un territoire totalement nouveau.



Qu'en est-il du grand nombre de réfugiés qui ont fui l'Ukraine? Comment cela a-t-il affecté le monde, pas seulement la situation économique ou mondiale, mais comment la perception de la guerre par les gens a-t-elle changé au contact des réfugiés?

Vladislav Starodubtsev

Les réfugiés contraints de fuir leur pays sont confrontés à un certain nombre de problèmes, notamment à des attitudes racistes. C'est vrai pour les Ukrainiens, mais c'est encore plus vrai pour les réfugiés d'autres pays. Je pense qu'il est important que la gauche s'attaque à ce problème.

Tous les réfugiés devraient être acceptés de la même manière. Certaines personnes expriment de la haine envers les réfugiés ukrainiens parce que nous sommes «acceptés» alors que d'autres ne le sont pas. Nous devons critiquer le système qui crée une frontière

poreuse pour les Blancs, en ne laissant entrer que les personnes aux yeux bleus et à la peau blanche.

Il y a encore des camps de réfugiés à la frontière entre la Pologne et le Bélarus, ainsi qu'à la frontière lituanienne, pour empêcher les réfugiés syriens d'entrer dans l'Union européenne. Des gens meurent.

Pour la gauche et les Ukrainiens, nous devons établir des liens avec différentes communautés de personnes opprimées et lutter pour leurs droits également. Nous ne devons pas permettre que des murs soient érigés autour de nous, comme si l'on disait: «D'accord, les Ukrainiens doivent passer, mais tous les autres doivent être interdits.»

Mais les réfugiés ukrainiens qui peuvent entrer dans les pays occidentaux ont souvent du mal à s'adapter. Par exemple, beaucoup de celles qui ont été violées par des soldats russes et qui sont tombées enceintes veulent avorter. Mais si elles sont réfugiées en Pologne, elles sont confrontées à une loi qui criminalise l'avortement.

Ce qui est en jeu

Les luttes progressistes, les luttes pour l'inclusion de toutes les personnes, sont interconnectées. La gauche doit intégrer la question de l'Ukraine et de l'humanité de son peuple comme un point de vue universaliste. Il ne s'agit pas seulement de la question des réfugiés, mais aussi de la confrontation avec l'alliance de plus en plus autoritaire de différents dirigeants et mouvements.

Nous voyons la convergence des mouvements d'extrême droite et leurs liens avec Poutine. Ils s'allient contre l'Ukraine et contre les droits humains et la démocratie. La lutte contre Poutine est liée à la lutte contre tous les autoritarismes et l'impérialisme.

Il s'agit d'une lutte mondiale. Les dirigeants autoritaires sont de plus en plus dépendants les uns des

autres dans leur croisade contre ce qu'ils appellent l'ordre mondial libéral. Ils le font pour justifier leurs attaques contre la démocratie, contre les minorités, contre les droits à l'avortement.

Il est important que la défaite de Poutine soit une défaite pour les dirigeants autoritaires tels que Modi et Trump. Une victoire renforcera les autres luttes contre les tendances totalitaires. Dans ce contexte, il est terrible d'entendre la propagande russe débitée par des personnes prétendant de gauche qui qualifient le soulèvement populaire de Maïdan de coup d'État américain.

Je pense également à l'Allemagne, où Sarah Wagenknecht, éminente représentante de Die Linke, appelle à l'abandon de l'Ukraine parce qu'il est plus important de disposer d'un approvisionnement sûr en gaz russe. Son discours a été accueilli avec joie par l'extrême droite (AFD), mais heureusement pas par son parti. Mais cette division de la gauche internationale est inquiétante.

On assiste à la montée d'une prétendue gauche qui cache son soutien à des régimes autoritaires comme la Chine et la Russie, et qui soutient le régime syrien. Ils se disent socialistes mais négligent de parler d'un socialisme démocratique. Pour ceux d'entre nous qui se considèrent comme socialistes, il est entendu – depuis Marx – que le socialisme et la démocratie sont inséparables. Comment vous adressez-vous à ceux qui ne voient cette guerre qu'en termes d'intervention des États-Unis et de l'OTAN, et qui ne semblent pas s'intéresser à l'Ukraine ?

Vladislav Starodubtsev

Je pense que la gauche devrait se réorienter sur la plateforme de la garantie de la démocratie et de la lutte pour son extension et son inclusion. Le problème de la gauche n'a pas commencé par l'Ukraine, nous l'avons vu avec la Syrie.

Quelles sont les valeurs de la gauche? S'agit-il de géopolitique, d'antiaméricanisme ou de soutien à la lutte pour l'égalité des peuples opprimés, pour la solidarité entre les frontières, pour la démocratie? C'est une possibilité de repenser et de se réorienter pour faire avancer les droits de l'homme, les droits sociaux et politiques, les droits démocratiques.

Dans le contexte de la guerre brutale menée par Poutine en Ukraine, il est absolument nécessaire de se battre pour que l'Ukraine bénéficie d'une paix juste, ce qui n'est possible qu'avec une victoire ukrainienne. Cela signifie qu'il faut soutenir le droit de l'Ukraine à obtenir des armes.

En tant que personne qui a appris de la gauche américaine, je pense que les gens peuvent maintenant apprendre des peuples opprimés comme nous et les Syriens. Si nous ne le faisons pas, je pense que la gauche ne survivra pas au niveau international. Elle s'effondrera en raison de l'absence d'une idéologie cohérente fondée sur l'indivisibilité des droits humains.



Lutter sur deux fronts

PATRICK LE TRÉHONDAT¹

Depuis le 24 février 2022, le peuple a engagé une héroïque résistance pour sa survie contre l'agression impérialiste russe. La société s'est auto-organisée pour faire face à cette tâche historique. Cependant, ce faisant elle s'est heurtée à la politique néolibérale du gouvernement Zelensky qui, par sa politique au service des intérêts des oligarchies en place, affaiblit considérablement sa capacité de résistance, s'oppose à ses aspirations d'émancipation. Pour gagner, les travailleurs, les jeunes et le mouvement des femmes doivent lutter sur deux fronts : contre l'impérialisme russe et contre la politique antisociale du gouvernement. Gagner sur ces deux fronts est lié. C'est là l'enjeu majeur qui se joue en Ukraine.



Selon le ministère du travail, de janvier à février 2023, 7 643 entreprises ont connu des conflits sociaux impliquant plus de 1,6 million de travailleurs (45 % concernant le non-respect des exigences du droit du travail ; 32 % concernant la mise en œuvre d'une convention collective, d'un accord ou de leurs dispositions particulières). Dans les litiges concernant les arriérés de salaire, un montant de 56,7 millions d'UAH (1,40 million d'euros) sur un montant total de 717 millions d'UAH (18 millions d'euros) a été payé (source : KVPU).

Une infirmière répondant à une autre qui se plaignait d'être chronométrée par un comptable d'un hôpital : « Il serait logique que l'infirmière ait le droit de vérifier le travail du directeur général et d'évaluer la pertinence des paiements qui lui sont versés². »

La société civile a été contrainte de remplir le rôle de l'État et, au lieu d'attendre une assistance plus spécifique, d'assumer presque toutes ses fonctions sociales. [...] La guerre a conduit à de nouvelles formes d'auto-organisation et de politique populaire. La guerre a radicalement changé la vie sociale et politique en Ukraine, et nous ne devons pas permettre la destruction de ces nouvelles formes d'organisation sociale, mais les développer³.

La force de travail ukrainienne

Le secteur agricole 10,6 % du PIB et employait, en 2022, 14 % de la population active (France 2,5 %). Le secteur secondaire emploie 25 % de la population active et représente 23,5 % du PIB (France 18 %). Le secteur des services emploie 61 % de la population active et contribue à 51,8 % du PIB (France 79 %). Depuis le début de la guerre, 5 millions emplois perdus sur 18 millions emplois salariés.

Ces quelques chiffres ne dispensent pas d'une analyse plus fine de la formation sociale ukrainienne. Par ailleurs, la guerre a évidemment déstructuré pour partie le salariat (et ses organisations).

Les deux confédérations syndicales

La Fédération des syndicats d'Ukraine (FPU) première et principale organisation syndicale du pays,

1. Patrick Le Tréhondat est membre des Brigades éditoriales de solidarité. Cet article est un résumé de l'une introduction au débat faite lors de la réunion du 20 mai 2023 organisée par le Réseau Bastille.

2. Syndicat des infirmières Sois comme Nina, mai 2023.

3. « Premier bilan de l'année 2022 » de Sotsialnyi Rukh.

héritière Conseil central des syndicats soviétiques. La FPU, cinq millions adhérents avant 24 février. Elle est le principal instrument de défense quotidien des salariés. Elle dispose d'un parc immobilier important (sanatoriums, colonies de vacances...) que la FPU a mis à disposition des réfugiés. Dans le cadre de la loi de «décommunisation» le gouvernement veut lui reprendre mais à ce jour, n'a pas abouti à ses fins.

La Confédération des Syndicats Indépendants d'Ukraine (KVPU) 268 000 adhérents et est la deuxième confédération syndicale en Ukraine. La Fédération des mineurs est la plus importante en son sein avec plus de 50 000 adhérents. On peut considérer que cette confédération est plus «militante» que la FPU.

Ces deux confédérations sont présentes dans les conflits sociaux. Elles apportent un soutien matériel permanent aux soldats sur le front (apport de nourriture, gilet pare-balles, véhicules de transport...). Nombre de leurs adhérents sont engagés sur le front et y meurent ce qui affaiblit considérablement le mouvement syndical. Dans certains endroits, les syndicats exigent que les travailleurs engagés dans les forces armées continuent de toucher leur salaire ce que les patrons ukrainiens, passés les premiers mois de guerre, se sont empressés d'arrêter de faire. Selon [Yuri Samoilov](#), président du syndicat indépendant des mineurs et du secteur régional Kryvyi Rih de la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU), il existe également au sein de l'armée de nombreux problèmes quant à la répartition de primes. Son syndicat a créé un collectif d'avocats pour défendre les soldats et leurs familles. Une manifestation de ces familles a eu lieu à Kryvyi Rih ces dernières semaines.

Syndicats de base

Insatisfaits des pratiques syndicales des deux confédérations, il existe également des syndicats indépendants de base comme [Sois comme Nina](#), le syndicat des infirmières.

Politique anti-ouvrière du gouvernement

La première tentative de réforme ultralibérale du Code du Travail a été lancée à la fin de l'année 2019. Depuis le 24 février, le gouvernement s'attaque sans relâche aux droits sociaux des travailleurs. La liste de ces attaques permanentes est interminable.

2022 : nouvelle réforme du Code du travail (résumé succinct).

- La loi accorde aux employeurs le droit unilatéral de suspendre les conventions collectives.

- Les salariés de petites et de moyennes entreprises – jusqu'à 250 employés – ne sont plus couverts par la législation du travail en vigueur et mais couverts par des contrats individuels, négociés avec leur employeur. Il s'agit de plus de 70 % de la main-d'œuvre en Ukraine.

Une réforme des retraites est en cours en faveur de la capitalisation

Début mai 2023, le ministère des finances a annoncé vouloir lancer une vérification des retraites versées; des informations personnelles (notamment la façon dont les noms sont enregistrés) de chaque retraité et du calcul du montant de sa pension seront analysés. La révocation de la retraite est possible au terme de la vérification.

Autres exemples récents

Début mai, le Parlement a adopté le projet de loi n° 8313 «portant modification de certains actes législatifs de l'Ukraine concernant le droit de prendre



un congé». La Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPU) dénonce cette loi, car elle élargit la liste des motifs de refus de congé annuel à un employé. Le projet de loi donne à l'employeur le droit de refuser tout type de congé à un employé en temps de guerre (à l'exception du congé dû à la grossesse et à l'accouchement et du congé pour s'occuper d'un enfant jusqu'à ce que celui-ci atteigne l'âge de trois ans), s'il est impliqué dans les infrastructures critiques.

Le 19 mai 2023, l'Union syndicale régionale de Dnipropetrovsk (FPU) déclarait :

Au nom des 300 000 membres des syndicats de la région, nous exprimons notre grande inquiétude face aux initiatives de l'Union ukrainienne des industriels et des entrepreneurs concernant l'annulation de la retraite préférentielle et des SPYSK n° 1 et n° 2. Par conséquent, dans ces collectifs de travail, les propositions de l'organisation patronale ont provoqué un grave mécontentement parmi les gens, ce qui pourrait *conduire à une explosion sociale* [souligné par nous].

Dans les entreprises, les patrons ne sont pas en reste. Exemples :

Lors des alertes aériennes, dans certaines entreprises, lorsque les travailleurs se rendent aux abris, le temps passé dans les abris est décompté de leur salaire.

Les arriérés de salaires non payés sont innombrables ainsi que les licenciements abusifs.

Face à ces attaques antisociales, il est difficile, en fait impossible, pour le mouvement syndical d'organiser une riposte centralisée (manifestations...), ce qui affaiblit considérablement la capacité du camp de travailleurs à faire entendre sa voix.

Mouvements sociaux

Outre le mouvement féministe, il y a un mouvement écologiste comme le mouvement [Svydovets](#) ou Friday Future for Ukraine. Signalons également le mouvement LGBT. À Kharkiv celui-ci a organisé une Kharkiv Pride en juin 2022... dans le métro puisque les rassemblements sur la voie publique sont interdits mais aussi pour des raisons de sécurité. Signalons également que quelques semaines avant le 24 février, le centre LGBT de Kharkiv organisait une conférence sur... Rosa Luxemburg. La communauté LGBT est engagée elle aussi dans la défense de l'Ukraine et notamment dans les forces armées. Ainsi il existe en son sein [Військові ЛГБТ](#) : le syndicat des LGBTQIA+ en uniforme qui défend l'égalité des droits et combat l'homophobie.

Mouvements féministes

Le mouvement féministe est divers : parmi les nombreuses associations, citons l'Atelier féministe, la Sphère des femmes, la Loge féministe.

Le groupe féministe Bilkis

Le groupe est originaire de Kharkiv. Certaines de ses membres se sont réfugiées à Lviv. D'autres se sont engagées dans les forces armées. À Lviv, le groupe reconstitué a été occupé dans les premiers mois d'après le 24 février dans une intense activité d'aide humanitaire notamment par l'envoi de colis vers des femmes à l'est de l'Ukraine. Comme l'ensemble du mouvement social, Bilkis a dû assumer ces tâches pour lesquelles ses membres n'avaient aucune expérience. Cette capacité d'auto-organisation de la société ukrainienne pour assurer sa survie est un des traits les plus marquants des premiers mois de guerre. Comme nous l'a dit une des membres de Bilkis «l'auto-organisation ne disparaîtra pas sans laisser de traces». Début août 2022, Bilkis a ouvert un «[espace des choses](#)», «anticapitaliste» et



«antipatriarcal». Il s'agit d'un lieu de dépôt de vêtements, jouets, livres... où l'on peut les déposer pour les mettre à la disposition de celles qui en ont besoin. L'«espace des choses» est toujours en activité. Devant le succès de cette initiative, Bilkis a dû organiser des jours consacrés aux dépôts et des jours consacrés aux prises d'objets. En décembre 2022, dans le cadre des 16 jours d'activisme contre la violence faite aux femmes, Bilkis a organisé une campagne contre la marque de liqueur Cerise ivre qui affiche des femmes dénudées sur ses bouteilles. Trois samedis de suite, elles se sont postées devant le magasin à Lviv avec des pancartes dénonçant la marque sexiste et en distribuant des tracts. Le troisième samedi, les **fascistes du groupe Catharsis** sont venus les harceler avec des panneaux sexistes. La présence de la police ne leur a pas permis d'aller plus loin, mais les membres de Bilkis ont remarqué une attitude équivoque de certains policiers. Le lundi suivant, un conseiller municipal du parti Voix, proche du parti de Zelensky, les dénonçait comme des «héritières de Staline et Mao» et prenait contact avec le SBU (service de sécurité) pour demander leur dissolution. Nullement intimidées les féministes organisaient le lundi même un



collage d'affiches dans les rues de Lviv sur le consentement sexuel et le lendemain une distribution de tracts devant l'Opéra sur les violences faites aux femmes. Bilkis organise également des conférences sur divers sujets comme par exemple la représentation de la femme dans la littérature et des projections de films comme *Persépolis* avec ensuite un débat sur la lutte des femmes iraniennes. Le film à cette occasion a été sous-titré en ukrainien par leurs soins. Le groupe organise, depuis le début de l'année 2023, des distributions de repas chauds sur un parking. 100 repas ont été préparés pour la première distribution ce qui s'est avéré insuffisant face à la demande et le groupe a dû passer à 150 repas les fois suivantes. Ce fait est un indice du niveau de pauvreté du pays. Selon la Banque mondiale, 25 % de la population du pays est aujourd'hui pauvre, comparé aux 2 % prétendus d'avant février 2022, tout le monde s'accorde pour dire que ces chiffres sont sous-estimés. Le groupe a édité également un journal (72 pages) notamment fait d'interviews de militantes féministes. Un second numéro est en préparation.

À remarquer qu'à partir de juin 2022, le mouvement social, passées les tâches les plus urgentes d'aide humanitaires et de réorganisation (la guerre a dispersé les groupes et les mouvements, sans parler par exemple des profondes dépressions qui ont pu toucher certaines personnes), a retrouvé une respiration. L'occupation de l'espace public par Bilkis en décembre 2022 lors de sa campagne antisexiste en est un exemple.

Pryama diya

Pryama diya (Action directe) est un syndicat étudiant fondé en 1990 qui disparaît puis réapparaît en 2008. La première action du syndicat a été de soutenir les étudiants de Rivne, qui s'opposaient





à l'augmentation des paiements des frais de scolarité. Des rassemblements ont été organisés devant le ministère de l'éducation. Le syndicat, avec un certain nombre d'autres organisations, a mené nombre d'actions contre la nouvelle version de la loi «Sur l'enseignement supérieur». À la suite de ces mobilisations le ministère de l'éducation a retiré les clauses contestées de la loi. Avec d'autres organisations, Pryama diya a été à l'initiative de la campagne contre le nouveau Code du travail, qui restreignait considérablement les droits des travailleurs salariés. La campagne a commencé par l'ouverture de la grande banderole «Non au nouveau Code du travail» lors du match de football Arsenal-Shachtar! À la fin des années 2010, Pryama diya avait pratiquement cessé ses activités en raison de la répression de l'État contre les mobilisations étudiantes. Maksym Butkevych a été un membre actif du syndicat dans sa deuxième version.

En août 2022, dans une [interview](#), Katya et Maxim, étudiants ukrainiens, déclaraient: «Il nous faut reconstruire en Ukraine un syndicat étudiant de gauche.» Ils précisait dans cet entretien que l'organisation syndicale étudiante la plus importante, Étudiants ukrainiens pour la liberté, était de droite. Katya Gritseva a suivi un parcours difficile depuis le 24 février. Au moment de l'éclatement de la guerre elle est étudiante à l'université des Beaux-arts de Kharkiv. Elle y a été élue déléguée des étudiants. Lorsque la guerre éclate (Kharkiv est une trentaine de kilomètres de la frontière russe), l'administration universitaire abandonne les étudiants à leur sort qui s'organisent eux-mêmes pour assurer leur nourriture et la nuit dorment entassés dans les sous-sols de l'université. Des brigades d'autodéfense sont formées, la troupe russe n'est pas loin. Katya appellera ce moment l'«amicale Commune étudiante de Kharkiv». Ensuite avec une centaine d'étudiants,

en mars 2022, elle trouve refuge à Lviv à l'Académie des Beaux-Arts. Les étudiants sont logés dans les dortoirs universitaires dont ils seront expulsés en septembre 2022 au prétexte que ceux-ci sont réservés aux étudiants de Lviv, ville qui connaît alors une nouvelle catégorie sociale l'EDF, l'étudiant sans domicile fixe.

Deux mobilisations étudiantes vont permettre la renaissance du syndicat Action directe. En novembre 2022, les [étudiants de l'Académie d'imprimerie de Lviv](#) se mobilisent contre la fermeture de leur école. Les futurs membres d'Action directe y prennent une part active. Là encore, notons que malgré la loi martiale, le mouvement social occupe l'espace public, un rassemblement des étudiants est organisé.

La seconde mobilisation mène à la création du mouvement Students.uu.

Depuis le début de la guerre et la loi martiale, les étudiants qui font leurs études dans les universités étrangères ne peuvent plus retourner en Ukraine car ils risquent ne pas pouvoir sortir du pays pour reprendre leurs études. D'autres qui étudiaient ne peuvent plus sortir d'Ukraine pour se rendre dans leur université à l'étranger. Le mouvement [Students UA](#) a été fondé pour protester contre cette situation. Des rassemblements sont organisés en Pologne par des étudiants ukrainiens ou aux postes frontières ukrainiens. Là encore les futurs militants d'Action directe sont présents. Ces deux expériences permettent la [refondation du syndicat](#) en février 2023. Depuis le syndicat s'est exprimé sur nombre de sujets touchants la jeunesse: la question des attributions de crédits aux universités (le ministre de l'éducation a récemment démissionné soupçonné de corruption dans ce domaine), le droit aux rassemblements, la réduction des soldes des cadets des écoles militaires.

Le syndicat a en outre organisé le «sauvetage» d'une de ses membres menacés d'expulsion vers la Turquie alors qu'elle tentait de rejoindre l'Ukraine (venant du Donbass) et qu'elle se trouvait en Moldavie. Le syndicat, à l'occasion du 8 mai, a organisé une semaine antifasciste.

Sotsialniy Rukh (Mouvement social)

Cette organisation a été fondée en 2015. En 2013-2014 sur le Madian, des militants de gauche ont tenté de se faire entendre. Le groupe Opposition de gauche distribuait un programme de «dix points» qui défendait des revendications sociales, accusait le capitalisme oligarchique, et concluait la nécessité d'une force politique démocratique de gauche. En 2013, l'Opposition de gauche avait traduit en ukrainien les principaux textes de Trotsky sur l'Ukraine et qui seront édités à Odessa. Ce livre est toujours en téléchargement gratuit sur le site de [Commons](#). Peu à peu, un regroupement dépassant les rangs de la sensibilité trotskiste s'est opéré, notamment avec des militants de sensibilité libertaire ou venant du syndicat Action directe, aboutissant à la fondation du Mouvement social en 2015. Cependant les étiquettes politiques (trotskiste, libertaires...) utilisées ici obscurcissent plus qu'elles n'éclairent la politique menée par ces camarades, même si différentes sensibilités peuvent exister. Il ne faut donc pas s'y arrêter. Depuis le 24 février, Sotsialniy Rukh s'est attelé aux tâches les plus urgentes comme il l'indique dans son bilan pour l'année 2022 :

Les militant·es du Sotsialniy Rukh ont réussi à collecter des fonds, à trouver et à livrer du matériel militaire pour les soldats, des générateurs pour le personnel médical, à collecter des fonds avec succès pour bénéficier des liaisons sur internet Starlink et bien plus encore. Les voyages dans les régions de l'Ukraine avec toute l'aide nécessaire sont devenus

réguliers. En particulier, Sotsialniy Rukh a aidé de nombreuses familles à avoir accès à une source stable d'eau et d'électricité à Mykolaïev. [...] La guerre a déterminé les grandes orientations des activités de l'organisation. La priorité absolue était d'aider les victimes de l'agression russe, ainsi que ceux et celles qui défendaient leur patrie.

L'organisation s'est opposé à la politique néolibérale du gouvernement :

Malgré la guerre, les autorités ont décidé de poursuivre le cours de la néolibéralisation de l'économie, ce qui a naturellement conduit à la détérioration de la condition des citoyens ukrainiens. Sotsialniy Rukh a mené de puissantes campagnes contre l'adoption de lois anti-travail et pour le limogeage de leur principal lobbyiste à la Verkhovna Rada, la députée Halyna Tretyakova. La Liste noire des employeurs qui abusaient de la position vulnérable des travailleur·euses en raison de la guerre a été établie.

Un de ses responsables, Vitaliy Dudin, avocat du droit du travail, a obtenu devant les tribunaux l'annulation de plusieurs licenciements abusifs. Toujours dans son bilan de l'année 2022, il indique que «Sotsialniy Rukh a activement coopéré avec les membres des confédérations syndicales KVPU, FPU, etc. et les syndicats pour fournir une aide humanitaire, un soutien juridique et politique. En ce moment, nous participons à la défense des revendications des chauffeurs de trolleybus de Kyiv et de Kharkiv, ainsi que des infirmières du KNP Hôpital clinique 15 district Podilsky de Kyiv». L'organisation a également lancé une campagne pour [l'annulation de la dette ukrainienne](#).

Écosocialiste, le Sotsialniy Rukh est également internationaliste. En juin dernier, dans des conditions très difficiles, l'organisation a commémoré le





massacre de Tian'anmen commis par la bureaucratie chinoise, elle a salué et s'est déclarée solidaires des grèves des travailleurs britanniques. Elle a apporté, en dépit de ses ressources limitées, un soutien financier à des organisations humanitaires turques lors du tremblement de terre. Enfin elle s'est déclaré solidaire du mouvement social en France contre la réforme des retraites et déclarait :



Le 18 mars 1871, les ouvriers français se soulèvent contre les envahisseurs étrangers et les dirigeants hostiles, formant la Commune de Paris... 152 ans plus tard, la France est à l'aube d'une nouvelle mutation. Après que le président Macron a signé un projet de loi visant à relever l'âge de la retraite de manière antidémocratique, les protestations contre la réforme ont pris un nouvel élan. [...] L'exemple de la Commune et les manifestations actuelles en France nous inspirent et nous donnent de la force pour la lutte future – à la fois contre l'impérialisme et pour un avenir meilleur. Vive la Commune! [en français].

Ajoutons que quelques-uns de ses militants se sont rassemblés à Lviv le 26 mars dernier devant le consulat de France en soutien au mouvement en France

contre la réforme des retraites avec des pancartes écrites en français.

La question russe

Avec la restauration du capitalisme et la sortie «à droite» du stalinisme, nous avons pu penser que la «question russe» était réglée. Les débats, divergences et ruptures provoquées par les débats sur caractérisation de l'État soviétique étaient derrière nous. Cependant, dès les premiers jours de la guerre, des camarades nous ont alertés (dont Karine Clément): l'État de la Fédération de Russie est un État fasciste. Ce jugement n'est pas anodin. Si c'est le cas, comment peut-on faire la paix avec un État fasciste? Quelles sont les perspectives des oppositions russes dans ce cadre (et les nôtres)? Nous avons négligé cette discussion.

Pour ma part j'ai surtout des interrogations. La thérapie de choc des années 1990 infligée à la Russie peut-elle s'apparenter à un «traité de Versailles» contre l'ancien ennemi organisé par la direction américaine et ses économistes néolibéraux à la manœuvre à Moscou?

Comment expliquer qu'en 2000 Poutine ait demandé l'adhésion à l'OTAN à Clinton qui lui répond d'un ton badin «n'y voir aucun inconvénient»? Que s'est-il passé entre 2000 et 2022? Dans cette période, n'a-t-on pas assisté à un refus définitif de la direction américaine d'intégrer pleinement la Russie dans la division internationale du travail lui permettant de dépasser son statut de fournisseur de matières premières et acquérir sa place sur un pied d'égalité dans la marche du monde?

Le terme d'oligarchie est utilisé pour décrire les couches dirigeantes (on ne parle plus de bourgeoisie...). Cette ou ces oligarchies ont connu un mode d'accumulation primitive particulier par la captation

de biens étatiques sur un mode maffieux et criminel, soutenue par les services de sécurité. Pour autant elles sont sans pouvoir politique qui est exercé par Poutine et sa bande. En somme une bourgeoisie sans pouvoir politique (peut-on y voir une ressemblance avec la Chine où le PCC tient le gouvernail politique et la bourgeoisie chinoise est sous sa fêrule? Voir par exemple les mésaventures du PDG d'Ali Baba).

Il me semble que l'un des mots d'ordre pour la Russie doit être «A bas Poutine! Élections libres et démocratiques!»

Perspectives

Lors du vernissage en juin 2022 de l'exposition des dessins de l'artiste révolutionnaire ukrainienne Katya Gritseva à Paris, organisé par les éditions Syllepse, je déclarais :

La clé de la révolution européenne est en Ukraine. Une défaite de l'Ukraine, outre ses conséquences pour le peuple ukrainien lui-même, les peuples russes et biélorusses notamment, entraverait considérablement les possibilités de transformations sociales en Europe. Ici même, en France, une défaite ukrainienne pèserait lourdement sur nos épaules, quelle que soit la majorité parlementaire. Elle conduirait au renforcement des blocs militaires, à un réarmement généralisé, à une période d'affrontements qui ne serait pas favorable aux partisans de l'émancipation.

À l'inverse une victoire de l'Ukraine déclencherait un «printemps de peuples» dans la région. Il est vrai que nous ne pouvons prédire aujourd'hui quelle serait l'alternative politique qui surgirait suite à l'effondrement probable du régime poutinien. Cependant, outre les développements politiques «progressistes» que pourraient connaître l'Ukraine et la région, la

situation serait alors plus favorable pour les forces de transformation sociale occidentales.

Il m'a semblé que pendant longtemps la politique des puissances impérialistes occidentales dans leur soutien à l'Ukraine s'est résumée ainsi: «Tout pour vous aider à vous défendre, mais pas à vous libérer», libération entendue comme la restauration des frontières d'avant 2014 et qui provoquerait l'effondrement du régime Poutine et un éclatement de la Fédération de Russie. Politique que le général français Richou, qui, à la tête de ses blindés, a attendu à Berlin les Soviétiques pendant trente ans, a résumé ainsi «Prenons garde à l'éclatement de la Fédération du Russie, voyez ce à quoi a conduit l'éclatement de l'empire des Habsbourg» (pensait-il à la révolution hongroise de 1918?).

Mais sous la pression des événements militaires, cette posture évolue (dans le cadre de cette présentation je n'ai pas pu traiter de la question de l'armée ukrainienne qui est bien loin pour ne pas dire aux antipodes des «standards OTAN»)

Pour conclure l'une de nos perspectives doit être la transcendance de la lutte de libération nationale en lutte de libération sociale. C'est aussi, outre la défense du peuple, des intérêts historiques de la classe des exploités et dominés ukrainiens, la raison pour laquelle notre soutien doit être orienté prioritairement vers les organisations syndicales, le mouvement social dans toutes ses composantes et vers le Sotsialniy Rukh (Mouvement social) organisation socialiste révolutionnaire internationaliste.

Nous devons écouter ce qui se dit en Ukraine. L'expérience que sont en train de vivre tous ces acteurs sociaux et politiques a beaucoup à nous apprendre.



**OÙ VA
LA RUSSIE ?**

C'est toujours avant l'aube qu'il fait le plus sombre

Comment les anarchistes russes luttent aujourd'hui pour la révolution

ENTRETIEN AVEC L'ORGANISATION DE COMBAT DES ANARCHO-COMMUNISTES (BOAK)¹

L'Organisation de combat des anarcho-communistes (BOAK) est une organisation qui mène des attaques de guérilla contre ce qui unit les territoires russes : les chemins de fer. Sans chemins de fer, la guerre n'est pas possible. Les voies ferrées ukrainiennes et russes sont de même largeur, ce qui explique pourquoi les combats autour de Kherson, Melitopol et Marioupol ont été si intenses : ils ont permis à l'armée russe d'accéder à l'infrastructure de transport. En même temps, les chemins de fer constituent un point faible : il n'est tout simplement pas possible de protéger des milliers de kilomètres de voies. La « guerre des chemins de fer » a commencé en Biélorussie soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale et a repris plus récemment, d'abord au Bélarus par le biais de cyberattaques, d'actions directes et de grèves de travailleurs², puis sur le territoire de la Fédération de Russie. Aujourd'hui, un certain nombre de cellules clandestines opèrent dans toute la Russie. Leur objectif est d'arrêter la guerre en tranchant les

nœuds de chemin de fer. Il s'est avéré que c'est une chose facile à faire (par exemple, il suffit de mettre le feu aux boîtes grises que l'on voit près des voies ferrées, car c'est un système de signalisation, de centralisation et de blocage). D'autres recettes étonnamment faciles sur la façon d'arrêter les chemins de fer peuvent être trouvées sur le canal Telegram du groupe.

Une autre activité de BOAK consiste en des attaques Molotov contre les centres de recrutement de l'armée. Ces attaques sont enregistrées sur vidéo afin de démontrer la signification d'une action directe : elle est facile à réaliser, tout le monde peut la répéter et le résultat (bâtiment brûlé) est visible immédiatement. C'est un changement ici et maintenant, une véritable préfiguration. De plus, de telles actions obligent les autorités à assurer la protection des centres de recrutement, des données [...]. 52 attaques ont été menées entre l'été et novembre 2022 et 48 % des activistes pyromanes n'ont pas été retrouvés.

Pourriez-vous nous parler de l'évolution du mouvement révolutionnaire anarcho-communiste en Russie depuis le début de la guerre – tant en termes idéologiques qu'en termes de tactiques et de stratégies ?

On ne peut pas dire que le mouvement ait subi des changements spectaculaires en termes idéologiques depuis le début de la guerre. D'une manière générale, il est devenu évident, au cours des dernières années, que le régime russe connaissait une fascisation ouverte. Cette évolution a renforcé nos convictions.

La situation est généralement similaire en termes de tactiques et de stratégies. Cependant, les circonstances sont devenues plus évidentes pour un public plus large et nous observons une augmentation de la coordination et de l'interaction avec des cercles



1. Publié par *Lefteast* et *Europe solidaire sans frontières*.
2. « Des cyber-partisans biélorusses perturbent le transport des troupes russes », *Soutien à l'Ukraine résistante*, n° 2, 10 mars 2022.

МОЙ ГОЛОС



ЭТО СОШЕДШИЙ С РЕЛЬС ЭЩЕЛОН

<https://t.me/ostanovivagonyy>



d'opposition plus larges. Avec ceux qui sont idéologiquement proches de nous, nous réfléchissons aux possibilités de transformation. Il y a aussi des organisations qui ne sont pas entièrement anarchistes, mais avec lesquelles nous coopérons. Par exemple, Black Bridge (Тчерноје Знамя) [une organisation partisane qui appelle, entre autres, à perturber les élections, ce qui est une stratégie particulièrement intéressante, car la légitimité du régime russe repose largement sur les élections] ou Freedom and Will (Svoboda i Volia).

À la lumière de ce qui se passe, l'approche révolutionnaire anarcho-communiste a montré sa pertinence à la fois en termes de méthodes qui conduisent à un changement de pouvoir et en termes d'idéal que nous voulons atteindre après la révolution pour éviter la répétition des événements malheureux.

Même question à propos de la répression : comment a-t-elle évolué et comment les tactiques de résistance ont-elles évolué ?

C'est difficile à dire. D'une part, nous ne pouvons pas dire que les services de sécurité et la police ont commencé à approcher notre organisation d'une nouvelle manière. D'autre part, nous constatons que les méthodes répressives utilisées par les autorités russes n'ont pas fondamentalement changé, mais qu'elles se sont clairement intensifiées et étendues. La torture utilisée contre les anarchistes était déjà courante et les autorités persécutent désormais non seulement les anarchistes mais aussi leurs familles (ce qui n'arrivait auparavant qu'au Bélarus). Par conséquent, les personnes qui se joignent à la lutte doivent comprendre que des mesures liées à la clandestinité sont nécessaires. Il ne s'agit ni d'un caprice ni d'un jeu. [Il convient de noter que le 21 décembre 2022, la Douma d'État russe a adopté une loi prévoyant une peine d'emprisonnement à perpétuité pour sabotage.]

L'expérience des soulèvements montre qu'il ne faut pas compter sur une avalanche révolutionnaire soudaine ou sur le fait que les gens se réveillent d'eux-mêmes. Souvent, les gens restent passifs. À ce stade, il est important de faire un travail d'organisation sur les lieux de travail et de préparer une éventuelle grève générale. Un tel travail est-il possible en Russie? Est-il en cours? Compte tenu des spécificités de l'économie russe, un

tel travail devrait inclure les secteurs miniers, celui des ressources naturelles. Quelles sont les perspectives de la gauche radicale dans ce domaine?

Le travail dont vous parlez est très important pour augmenter les chances d'une révolution et le succès de la réorganisation de la société qui s'ensuit. Il permet d'exercer une influence économique sur les autorités et de créer des structures organisationnelles sur les lieux de travail qui pourraient être utilisées ultérieurement dans le cadre d'un processus de transfert de la production sous la gestion directe des collectifs de travailleurs.

Il convient de mentionner que nous pensons qu'une grève générale ne peut réussir qu'en combinaison avec d'autres méthodes de résistance, telles que les actions de protestation de masse et la guérilla de partisans. Malheureusement, l'expérience du Bélarus en 2020 a montré que lorsque les gens sont passifs, il y a de grandes chances qu'ils ne soient pas non plus prêts pour une grève générale. Cela s'ajoute à l'énorme coordination qu'une grève générale exige entre les collectifs.

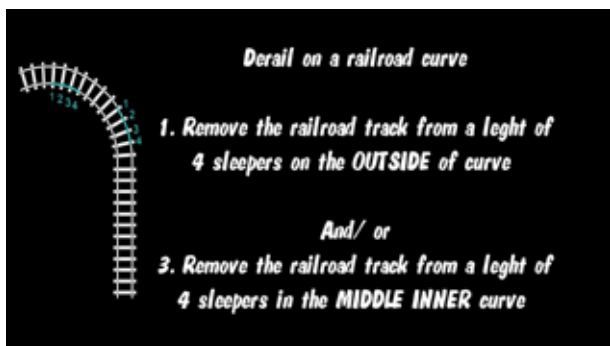
L'inconvénient majeur des grèves isolées des autres tactiques est qu'il s'agit d'une confrontation basée sur la persistance. Qui tiendra le plus longtemps: les travailleurs en grève (qui doivent payer leurs emprunts, nourrir leur famille, etc.) ou un capitaliste qui dispose de plus de ressources? Dans le contexte de l'énorme écart de revenus, tel qu'il se présente actuellement, les capitalistes ont toutes les chances de remporter une telle confrontation. Mais, encore une fois, il s'agit d'utiliser la grève comme une tactique isolée, sans autres méthodes. Si nous privons l'ennemi d'argent et que nous attaquons en même temps sur d'autres fronts, nos chances de succès augmenteront considérablement.

Pour ce qui est de savoir si un tel travail est effectué actuellement, nous ne pouvons malheureusement pas nous vanter d'avoir beaucoup de succès. Certaines de ces activités ont été menées par des organisations communistes (le syndicat Kurier, etc.), mais l'interaction avec elles a jusqu'à présent été difficile en raison d'un certain nombre de différences idéologiques. Compte tenu de nos ressources limitées et de la nécessité de rester dans la clandestinité, nous ne pouvons pas le faire seuls. [...]

Pourriez-vous nous dire quelques mots sur votre stratégie face aux difficultés concernant le travail d'organisation sur les lieux de travail?

Il est probablement difficile d'imaginer une révolution sans un arrêt de l'économie (du moins, parce que toute implication des gens dans la lutte révolutionnaire conduirait à leur déconnexion de la production et à un arrêt subséquent de l'économie). Cependant, nous pouvons esquisser ce qu'il est possible de faire dans le cadre d'une stratégie révolutionnaire au-delà d'un tel arrêt. Il s'agit des aspects suivants: fomenteur une guérilla de base, conduisant à un affaiblissement à la fois de l'économie et de l'appareil répressif.





Au fur et à mesure que l'État s'affaiblit, ses erreurs entraînent une plus grande instabilité. L'une de ces erreurs peut être le point de départ d'une avalanche d'événements. Une organisation révolutionnaire joue un rôle important à ce moment-là : elle doit attiser la situation et empêcher qu'elle ne s'enlise. Cela peut être le début d'actions de masse ou de grèves.



À ce stade, le rôle principal d'une organisation révolutionnaire est d'accélérer encore les événements, d'empêcher les autorités de rassembler leurs forces et de combattre l'appareil répressif (par exemple, la protection des manifestants et des grévistes contre les attaques des flics, la suppression de leurs ressources et de leurs bases organisationnelles).

Il est également très important de participer en permanence aux événements dans le but d'aider les gens à s'auto-organiser, de servir de centres de cristallisation autour desquels se formeront les organes d'autogestion, afin que les énergies accumulées ne s'envolent pas dans l'air, mais qu'elles créent des structures solides.

Et par conséquent, la coordination des efforts populaires autour des tâches de démolition et de réorganisation du pouvoir (c'est-à-dire disperser le gouvernement existant, s'emparer des bâtiments de l'appareil d'État et former des comités d'autogestion

populaire, qui se chargent des tâches de transformation de la société), l'armement des défenseurs de la révolution, etc.

Telle est, en général, la stratégie. Mais bien sûr, la réalité apporte des changements à ce plan.

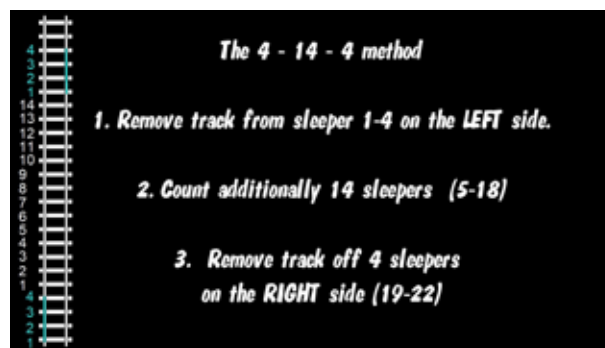
Une autre question sur la révolution concerne l'expérience de 1917. Cette révolution n'a pas atteint à long terme ses objectifs d'émancipation, entre autres parce que la pensée des masses n'a pas été libérée. Le résultat de cette révolution a été le remplacement d'une dictature par une autre. L'émancipation est un long processus d'éducation politique. Pensez-vous que ce soit le bon moment pour une révolution en Russie, où il y a encore beaucoup de gens qui croient à la propagande de l'État, où beaucoup de gens quittent le pays et où l'expérience en matière d'auto-organisation est très limitée?

Nous pouvons dire qu'en termes de probabilité de révolution, aujourd'hui est le meilleur moment que nous ayons eu depuis des années. Il est peu probable que nous en ayons un meilleur. L'expérience de 1917 montre que le problème n'est pas seulement que la pensée n'a pas été émancipée avant la révolution. En principe, il est difficile d'imaginer que pendant une dictature, une telle possibilité existe. Et si la pensée est émancipée, cela signifie que la dictature n'a jamais été particulièrement forte, que les gens pensent que les choses ne vont pas si mal, que la révolution n'est pas nécessaire et qu'il est possible d'apporter des changements sociaux grâce aux réformes. Nous pensons que si la dictature est plus faible, il est plus difficile d'inciter les gens à rejoindre la lutte révolutionnaire (même dans le cas où leur liberté est en fait limitée par le capitalisme d'exploitation – un système qui ne peut être modifié par des élections).

En étudiant les mémoires des contemporains de 1917, nous avons remarqué que le processus même de la révolution a conduit à des bonds spectaculaires dans l'émancipation de la conscience. La vague de créativité révolutionnaire – non seulement au sens culturel, mais aussi en termes de transformations révolutionnaires de la société, de la production, etc. –, a été étouffée par des forces qui voyaient l'objectif non pas dans l'émancipation de la société, mais dans la redéfinition de la société selon des moules totalitaires.

Pour ne pas répéter cette triste expérience, il est très important que la gauche antiautoritaire ne se concentre pas seulement sur le démantèlement du système et la construction d'un nouveau système, mais aussi sur la défense – y compris les armes à la main – du peuple et de la révolution contre ceux qui tentent de les supprimer.

L'expérience de 1917 est sans aucun doute multiforme, en ce sens que sa perception dépend fortement du prisme que l'on utilise pour l'étudier. Les conclusions pourraient être différentes et il pourrait sembler que nous disons quelque chose qui a déjà été appliqué par les anarchistes en 1917. En général, selon notre perception, les erreurs du mouvement anarchiste pourraient être désignées comme suit : une trop grande confiance dans la volonté des personnes libérées de régler les choses elles-mêmes. En fin de compte, les forces qui géraient le processus interceptent et étouffent la vague de créativité populaire. Nous pensons qu'il ne faut pas hésiter à créer une organisation anarchiste, qui aidera le peuple à avancer dans une voie anti-autoritaire. Bien entendu, nous ne faisons pas référence ici à l'avant-garde bolchevique qui, sous le couvert d'un parti d'avant-garde de la classe ouvrière, a usurpé le pouvoir. Nous voulons plutôt parler de ce que fait le Parti des travailleurs du



Kurdistan, c'est-à-dire aider à la création de conseils antiautoritaires fonctionnant sur la base de la démocratie directe et les empêcher de retomber dans la dictature. Mais il ne prend pas les décisions à la place du peuple et ne protège pas la structure des forces autoritaires.

Dépendance excessive à l'égard des alliés dans le processus révolutionnaire. Nous ne pensons pas qu'il faille s'isoler de tous ceux qui ne sont pas libéraux, rouges, etc. Il est important de souligner que les groupes ouvertement autoritaires et en contradiction avec les idéaux anarchistes ne sont pas des camarades. Mais nous croyons que les anarchistes doivent persister dans leurs idéaux et être prêts à les défendre, afin de ne pas être poignardés dans le dos, comme cela s'est produit dans le passé.

Nous sommes situés dans la région de l'Europe de l'Est - quelles sont les spécificités de la lutte contre l'État dans cette région en général et quelles sont les spécificités de l'impérialisme russe ?

Parmi les spécificités de l'impérialisme russe, on peut peut-être citer le colonialisme interne. Les régions centrales agissent comme des exploiters collectifs de la périphérie. Ce faisant, les conditions sont créées pour l'exode des personnes les plus



actives vers le centre. Cela conduit à une situation paradoxale. D'une part, Moscou et Saint-Petersbourg sont les plus actifs en termes de protestations et, d'autre part, ils sont plus riches, ce qui confère à leurs protestations un caractère élitiste. Elles réclament des biens d'un ordre supérieur (élections équitables, liberté d'expression, etc.) plutôt que la résolution de problèmes économiques quotidiens, et la plupart des gens sont donc moins enclins à prendre des mesures radicales en leur faveur. Ces protestations sont également moins susceptibles d'être comprises et soutenues dans les régions.

Par ailleurs, le passé soviétique et les années 1990 ont conféré une certaine spécificité à la lutte contre l'État. Ce que les gens considèrent comme bon ou mauvais dans le passé soviétique varie en fonction de l'expérience de chacun. Il est donc difficile de construire une image unifiée d'un «bel avenir» qui pourrait enthousiasmer les gens et les rassembler.



Certains affirment parfois que l'une des solutions possibles à l'impérialisme russe est la désintégration de la Russie. Qu'en pensez-vous?

Nous avons ici une double attitude. Nous ne pensons pas que la désintégration forcée de la Russie (en États distincts) soit un objectif à atteindre. En raison de la grande interconnexion économique des régions, un tel processus toucherait tout le monde et de nouveaux épisodes de conflits interethniques, comme dans les années 1990, seraient très probables.

D'autre part, l'incarcération forcée de peuples entiers n'est clairement pas notre idéal. Sur la base de considérations pratiques, nous pouvons dire qu'il est plus facile de fomenter une révolution dans un petit pays, mais qu'il est préférable de défendre la transformation.

Nous pensons que mettre fin aux ambitions impériales de la Fédération de Russie est une bonne chose. Mais nous voyons une solution dans l'esprit d'un vrai fédéralisme, s'éloignant du centre du pouvoir à Moscou pour aller vers des conseils et des comités dans chaque région, avec une transition vers une très large autonomie dans la prise de décision interne, etc. mais avec la préservation des conseils et des structures de coordination interrégionale, ainsi que des interrelations économiques (et la construction de nouvelles). C'est-à-dire une désintégration sans désintégration.

Sur quelle base idéologique est-il possible d'unir la gauche radicale en Ukraine, en Biélorussie, en Russie et dans d'autres États de la région?

Nous pensons que l'anarcho-communisme (avec une composante fédéraliste, c'est-à-dire avec une autonomie régionale, sans impérialisme, mais avec une coordination) est toujours pertinent.

Les anarchistes ukrainiens sont maintenant en première ligne pour combattre l'intervention russe (ainsi que les anarchistes russes et biélorusses qui, au moment de la guerre, se trouvaient en Ukraine ou ont pu s'y rendre par la suite). Les anarchistes russes et biélorusses ont ouvert un deuxième front à l'arrière. Il existe également une interaction sur le plan de la guerre de l'information, de l'aide à la diffusion de nouvelles, de matériel idéologique, de recettes. Ils collectent également des fonds pour des tâches communes et soutiennent nos prisonniers politiques communs.

Quelles conclusions avez-vous tiré des manifestations biélorusses de 2020? Y a-t-il eu d'autres événements marquants dans la région

qui ont influencé votre réflexion et votre tactique?

Nous sommes convaincus de l'importance du rôle actif que les forces de gauche jouent dans la coordination de la manifestation (contrairement au fait de simplement suivre les initiatives de la foule). Il est également important de ne pas laisser la protestation s'éteindre et de ne pas la laisser se défendre seule (protestation pacifique, etc.). [...]

Outre la protestation biélorusse, nous avons également suivi les soulèvements au Kirghizistan et au Kazakhstan, qui ont également eu lieu en 2020-2022. Le Kirghizistan a montré ce qui se passe lorsque les rebelles ne battent pas en retraite, mais renforcent la pression.

Vous dites dans une interview que vous appartenez à la tradition de formations anarchistes telles que la Bannière noire (Tchernoe Znamia) ou le Groupe anarchiste-syndicaliste de Russie méridionale. Dites-moi plus précisément (d'un point de vue idéologique ou tactique), en quoi votre travail s'inscrit-il dans la continuité de ces formations? Comment travaillez-vous avec la mémoire historique? Par exemple, en République tchèque, l'ère communiste a détruit la succession historique du mouvement qui, dans les années 1990, s'est développé à partir de l'expérience occidentale plutôt que de la longue tradition de l'anarchisme tchèque.

Nous nous considérons comme des adeptes de la tradition révolutionnaire anarchiste d'Europe de l'Est. La Bannière noire et le groupe anarchiste-syndicaliste de Russie méridionale, qui, soit dit en passant, étaient autrefois engagés dans une polémique féroce, nous inspirent à la fois sur le plan idéologique et sur le plan tactique.

Sans entrer dans les détails, nous suivons, comme nos prédécesseurs du début du siècle dernier, leur approche intégrale de la lutte révolutionnaire. Par «intégrale», nous entendons ici une approche de l'être humain qui est liée à toutes les sphères de l'activité humaine. Nous comprenons la révolution dans cette veine également – il ne s'agit pas seulement du changement des personnes au pouvoir, ni même du changement du système politique, mais d'un vaste changement social, d'un changement des relations non seulement entre les personnes, mais aussi entre les personnes et la nature. Nous plaillons pour une révolution politique et économique et pour la poursuite de la lutte révolutionnaire jusqu'à la libération pleine et entière de la personnalité. Le remplacement des particularités, sans l'approche intégrale, ne conduira pas au changement général du système – les composants figés entraveront ce développement.

Si vous regardez la pratique du BOAK, vous verrez que nos actions sont principalement dirigées contre la dictature de Poutine et la guerre qu'elle a déclenchée. Mais cela ne signifie pas que nos objectifs se limitent à la destruction de la dictature de Poutine. Notre but est le communisme anarchiste, que nous considérons comme une alternative à la fois aux dictatures et aux «démocraties» bourgeoises.

En ce qui concerne la continuité des tactiques, nous sommes partisans des méthodes de guérilla de combat. En outre, nous veillons à ce que les méthodes de combat soient adoptées par les grandes masses de travailleurs. Cela peut conduire à une guérilla populaire contre les exploités.

Nous publions régulièrement des documents historiques sur les révolutionnaires héroïques du passé et leurs luttes. Nous voulons que la mémoire des camarades qui ont vécu il y a de nombreuses années



se perpétue dans de nouvelles actions directes et attaques contre le régime.

Comment les anarchistes imaginent-ils l'avenir de l'Ukraine, de la Russie et de la région d'Europe centrale et orientale après la guerre?

En ce qui concerne l'Ukraine, c'est quelque peu difficile à prédire car, comme nous le pensons, dans le meilleur des cas, sa victoire conduira à la consolidation d'une démocratie de type occidental dans ce pays. Dans ce cas, il pourrait y avoir un terrain plus fertile pour le développement, le renforcement et la diffusion des idées anarchistes dans la société. Compte tenu de la participation active des anarchistes à la résistance, il est également probable qu'ils seront ancrés dans l'espace politique public et qu'ils disposeront d'une tribune pour réaliser leurs idéaux.



En ce qui concerne la Russie, nous nous orientons vers la direction décrite ci-dessus – une république fédérative avec une large autonomie des régions, se transformant selon les canons de l'anarcho-communisme, avec une réorganisation du système politique et économique dans l'esprit de la démocratie directe, humanisant l'environnement et résolvant les problèmes écologiques.

Il est probable que si cette orientation du développement dans la Fédération de Russie est couronnée de succès, nous pouvons nous attendre à ce que nos régions voisines évoluent dans la même direction: L'Ukraine, l'Europe centrale et, quoi qu'il en soit, le monde entier [...].

Ce régime ne peut pas évoluer

ILYA BUDRAITSKIS¹

L'invasion de l'Ukraine a confronté la société russe aux conséquences d'une transformation de plusieurs décennies qui a commencé, entre autres, avec l'introduction par Vladimir Poutine d'un nouveau Code du travail. Adopté en décembre 2001, celui-ci a réduit les droits des syndicats, contribuant ainsi à l'atomisation sociale et à l'effondrement des politiques de solidarité. L'historien et commentateur politique Ilya Budraitskis fait partie de la scène politique russe de gauche depuis les années 1990, s'engageant dans l'activisme syndical et d'autres initiatives civiques. Meduza s'est entretenu avec lui des politiques de la gauche russe en temps de guerre, du rôle du Parti communiste de Russie (CPRF) dans l'ensemble de la gauche russe, de la survie de ce dernier dans ce que Budraitskis appelle «les conditions de la dictature», et des objectifs que ses militants peuvent aujourd'hui se fixer pour créer une Russie future décentralisée et démocratique, où l'État servira véritablement les intérêts de la majorité.

Quels sont les éléments qui composent la gauche politique russe aujourd'hui?

Depuis le 24 février 2022, le régime est entré dans une phase de dictature ouverte, qui remet en question toute activité politique légale. En conséquence, les mouvements politiques qui existaient se sont divisés en deux grands camps: le premier

1. Ilya Budraitskis est historien. Il a publié *Dissidents among Dissidents: Ideology, Politics and the Left in post-Soviet Russia*, Londres, Verso. Entretien paru dans *Meduza*, média russe d'opposition en exil. Traduit de l'anglais par les Brigades éditoriales de solidarité.

soutient l'«opération militaire spéciale» et l'autre la condamne. [...] Cette évolution était prévisible puisqu'elle prolongeait des tendances qui remontent à 2014. La Russie d'aujourd'hui compte deux types de gauches différentes, et il convient de préciser de quels mouvements antagonistes nous parlons.

Commençons par le bloc pro-guerre. Lorsque l'on parle de la gauche parlementaire représentée par le parti communiste (CPRF), peut-on considérer qu'il s'agit d'une véritable force de gauche?

La gauche pro-guerre est représentée avant tout par la direction du CPRF et par ceux qui soutiennent sa position, par exemple, le Front de gauche de Sergueï Oudaltsov. Ils considèrent la guerre et le conflit avec l'Occident comme une remise en cause radicale de l'ancien modèle russe, qui poussera le pays vers ce qu'ils aiment appeler le «socialisme».

Le principal problème de leur position (indépendamment de sa moralité et de sa praticabilité) est qu'elle n'indique pas qui doit être le sujet du changement politique vers leur «socialisme». Il ne peut s'agir des masses, de la main-d'œuvre salariée organisée, car cette possibilité a été éradiquée. Toute vie politique publique, y compris la liberté de réunion, a été détruite. Les grèves ont cessé d'être un phénomène. La société russe est dans un état de dépression et d'humiliation maximales. La Russie de Poutine ne laisse aucune place à un quelconque progrès vers la justice sociale.

Du point de vue de la gauche pro-guerre, le sujet du tournant «socialiste» est l'élite dirigeante d'aujourd'hui. Sa stratégie consiste donc à persuader l'élite de s'engager sur la voie des réformes socio-économiques. Le motif de ces changements (nous parlons, par exemple de la nationalisation des grandes entreprises industrielles ou d'une redistribution plus «équitable» des ressources) est le besoin

objectif d'un pays confronté à un conflit extérieur aigu. D'où une orientation vers un socialisme militarisé, y compris avec une planification verticale qui réponde aux besoins de l'économie de guerre.

Poutine est donc devenu le seul destinataire de la propagande du CPRF. C'est lui que ce parti veut persuader de mettre en œuvre les réformes qu'il promet. Ainsi, en juillet 2022, lors de la réunion du président avec les groupes parlementaires, le président du CPRF, Guennadi Ziouganov, a déclaré que son parti soutenait pleinement la politique de Poutine, mais qu'il souhaitait une évolution vers le socialisme. Poutine a répondu, de manière quelque peu facétieuse, que c'était une idée intéressante, mais qu'il serait bon de commencer par estimer ce à quoi ressemblerait le socialisme dans la pratique.

On peut raisonnablement douter que le CPRF et ses alliés puissent être considérés comme une véritable force politique de gauche, puisque la position socialiste repose sur l'idée que les masses privées de leurs droits doivent reprendre le pouvoir politique et économique par le biais d'une auto-organisation à la base. [...] L'idée du socialisme de Ziouganov n'exige aucune participation des masses; selon lui, l'activité de la base est en fait indésirable, car le comportement des gens de tous les jours est imprévisible et peut donc être exploité par les ennemis de la Russie, qui pourraient les séduire avec leurs fausses valeurs. Il est beaucoup plus sûr de mener des réformes en tenant compte des intérêts de l'État.

Le CPRF a-t-il un réel pouvoir politique? Même s'il a abandonné les idées de base de la politique de gauche, ce parti a-t-il une influence réelle sur les réformes du pays?

Le CPRF vient de fêter en grande pompe son trentième anniversaire. Le parti coexiste pratiquement avec le système politique post-soviétique lui-même.



Il convient de noter que sa place dans ce système est assez ambiguë. En tant que parti de la « démocratie dirigée », il n'a jamais prétendu à un pouvoir politique réel, coordonnant tous ses pas avec le Kremlin, et suivant dernièrement ses directives explicites.

Ce parti n'a jamais essayé de faire descendre qui que ce soit dans la rue. Il ne s'intéresse pas à ce qui se passe en dehors du Parlement, mais plutôt à la redistribution des sièges à la Douma d'État et à la gouvernance régionale. En d'autres termes, ce parti n'a pas de grandes ambitions politiques. Il se contente de se maintenir et de maintenir l'appareil, en offrant un plan de carrière aux politiciens. [...]

La place qu'occupe le CPRF dans le système politique russe est le résultat de sa fonction, qui consiste à absorber les électeurs dissidents à l'esprit protestataire pendant les élections. Les gens qui votent pour le CPRF ne le font pas parce qu'ils veulent que le petit-fils de Ziouganov fasse carrière ou parce qu'ils veulent que leur parti soutienne toutes les nouvelles entreprises de Poutine. Ils votent pour le CPRF parce qu'ils sont mécontents de la vie russe sous différents aspects, l'aspect social étant le plus important. Ils sont mécontents des inégalités et de la pauvreté.

Depuis trente ans, le CPRF n'a cessé de trahir les intérêts de ceux qui ont voté pour lui. À chaque étape de l'histoire politique contemporaine de la Russie, nous constatons le fossé entre les électeurs et ceux qui les représentent au gouvernement. Prenons l'exemple de 2011, lorsque, à la suite des élections à la Douma d'État truquées en faveur de Russie unie, le mouvement Fair Vote a vu le jour, parallèlement au mouvement de protestation Bolotnaïa. [...] Les manifestations en faveur du vote équitable étaient en grande partie l'expression de l'indignation de ceux qui avaient voté pour le CPRF. Mais le parti ne s'est

pas joint aux manifestations ; il a plutôt participé à la persécution des manifestants.

Un autre exemple est l'élection de la Douma d'État de septembre 2021. Grâce en grande partie à la stratégie du « vote intelligent » défendue par l'équipe Navalny, la plupart des électeurs de l'opposition ont donné leur voix aux candidats du CPRF. Une grande partie d'entre eux ont remporté leurs circonscriptions, mais n'ont pas pu obtenir de siège au Parlement en raison des falsifications massives, y compris la manipulation des votes en ligne. La position de la direction du CPRF a été la suivante : bien sûr, il y a eu des violations, mais pas au point de remettre en question les résultats des élections ou de s'opposer au régime.

L'ambivalence du CPRF, un parti de l'establishment qui a attiré des électeurs enclins à protester, s'est également reflétée dans sa composition. Il a attiré des personnes désireuses de s'engager sérieusement dans une politique d'opposition de gauche sans se plier au Kremlin, de défendre les intérêts de leurs électeurs et de développer des mouvements de base. Tout au long de son existence, le CPRF a rassemblé ces deux groupes antagonistes aux motivations totalement différentes. Sa direction, cependant, a toujours été composée de collaborateurs du Kremlin, satisfaits de faire partie de l'establishment. Dans le même temps, les sections locales ont souvent attiré des gens ayant des attentes complètement différentes. [...]

Lorsque la guerre a éclaté, seuls quelques députés de la Douma d'État ont pris position contre la guerre, mais tous ceux qui se sont exprimés étaient membres du FCRP. [...]

Parlons de l'autre camp de gauche, qui n'a pas soutenu l'invasion ? Parmi les organisations de gauche qui ont condamné l'invasion, il y a plusieurs petits groupes qui fonctionnent



essentiellement comme des médias de masse. Dans une situation où pratiquement toute activité pacifiste ou antiguerre est interdite, ces groupes sont à peine légaux. Les organisations politiques qui ont adopté une position clairement antiguerre ont été contraintes à la clandestinité et doivent désormais faire preuve d'une extrême prudence. Cette situation pose un sérieux problème stratégique à tous les groupes de gauche qui existaient en Russie avant l'invasion, qu'ils soient socialistes ou anarchistes. Il existe plusieurs stratégies de base qu'ils peuvent utiliser pour s'adapter aux conditions difficiles d'aujourd'hui.

La première approche est l'action directe clandestine, qui est difficile à mettre en œuvre si l'on est déjà une personnalité publique. La deuxième consiste à limiter son activité à la propagande au sein de petites communautés, comme les groupes de lecture fermés. Enfin, il y a la stratégie de défense des travailleurs, qui reste légale pour l'instant. Par exemple, le syndicat des coursiers, celui des travailleurs de la santé (Deïstvie) et d'un certain nombre d'autres syndicats plus petits auxquels participent des activistes antiguerre.

Comment les syndicats russes sont-ils devenus une force politique et la situation évolue-t-elle aujourd'hui?

Commençons par le fait que la Russie compte à la fois des syndicats officiels et des syndicats indépendants. Les syndicats officiels reçoivent très peu d'attention de la part des médias et la plupart de leurs membres supposés ne soupçonnent même pas leur existence. Pourtant, il s'agit d'une bureaucratie massive. La Fédération des syndicats indépendants de Russie (FNPR) a fonctionné pendant des décennies comme une extension du gouvernement dans le

domaine des relations de travail et comme un outil de contrôle des patrons sur les travailleurs. Il est clair que cela n'a rien à voir avec les vrais syndicats. Si nous cherchons des parallèles historiques, divers régimes fascistes avaient leurs propres syndicats et associations d'État, tant pour les employeurs que pour les travailleurs.

En ce qui concerne les syndicats indépendants, les quelques voies restantes d'une activité publique encore légale (comme la défense des droits syndicaux, liée à la propagande de l'auto-éducation) sont devenues exceptionnellement risquées. Par exemple, Kirill Oukraïntsev, le dirigeant du syndicat des coursiers, a été arrêté et emprisonné au printemps dernier et n'a été libéré que très récemment.

Nous devons comprendre que, malgré leurs réalisations locales, ces organisations ne peuvent être considérées comme des syndicats à part entière, puisqu'un véritable syndicat est capable de négocier des conventions collectives avec les principaux employeurs du secteur. Or, dans la Russie d'aujourd'hui, cela est pratiquement impossible, et pas seulement en raison de la pression répressive gouvernementale et patronale. [...]

Il est donc pratiquement impossible de mener une grève efficace dans la Russie d'aujourd'hui. Le champ d'action légal des syndicats est pratiquement nul. Des associations comme Courier, Deïstvie ou l'Alliance des enseignants sont d'excellentes et très importantes initiatives, mais elles opèrent dans des conditions quasi clandestines. Elles ressemblent davantage à des organisations de défense des droits qu'à des syndicats à proprement parler. À titre de comparaison, il suffit de jeter un coup d'œil aux manifestations contre la réforme des pensions en France pour voir la différence.



Qu'en est-il des anarchistes? Ils ont longtemps fait l'objet de la répression; les mouvements anarchistes se développent-ils en réponse à l'invasion? Est-ce que ce sont des anarchistes qui organisent le sabotage des chemins de fer et qui mettent le feu aux bureaux de recrutement?

Nous disposons d'assez peu d'informations sur les véritables auteurs de ces initiatives. Je n'ai pas de données sur la croissance ou la décroissance des mouvements anarchistes, car ils opèrent sous une pression énorme, dans une clandestinité de fait. Et il est très difficile de se développer dans la clandestinité.

Le régime s'est efforcé de réduire l'influence considérable des anarchistes sur la jeune génération. Il y a une dizaine d'années, une importante culture antifasciste qui s'appuyait de manière significative sur certaines idées anarchistes s'est développée en Russie. Son influence était très palpable. Le régime a déployé beaucoup d'efforts pour écraser cette scène antifasciste. C'est ce qui a motivé les poursuites contre The Web, ainsi que de nombreuses autres affaires pénales à motivation politique. Le régime a réussi à liquider un mouvement plus ou moins de masse, simplement en éliminant ses principaux activistes.

Bien sûr, une partie de ces éléments antifascistes ont survécu, se transformant en groupes de partisans. La question ici n'est pas tant le présent que l'avenir. Dans quelle mesure ce que ces groupes font aujourd'hui sera-t-il significatif à l'avenir? Des actions isolées, aussi héroïques soient-elles, ne peuvent pas briser la dynamique de la situation actuelle. Mais je pense que si la société russe a besoin d'un mouvement antiguerre de masse, toutes les formes disponibles, y compris celles qui existent déjà, seront les bienvenues.



Est-il donc vrai qu'aucun mouvement de gauche ne pourra croître de manière significative en 2023? N'est-ce pas plutôt le moment idéal pour viser la croissance?

Je pense que les conditions dictatoriales ne laissent aucune place aux droits politiques et civiques. Elles n'autorisent aucune activité politique légale sous quelque forme que ce soit, ce qui empêche effectivement ces mouvements de gagner de nouveaux adhérents ou de diffuser activement leur message dans la société.

La question est de savoir si la société russe peut manifester un changement suffisamment important pour engendrer un nouveau type de politique, et aussi ce que la gauche elle-même a à offrir en termes de développement post-Poutine. C'est la principale tâche à laquelle la gauche est confrontée en ce moment, ainsi que tout groupe d'opposition en Russie, et cela signifie que ce qu'ils font maintenant est calculé en grande partie pour le long terme, par opposition à l'effet immédiat.

Comment la gauche russe comprend-elle la décolonisation et à quoi devrait-elle ressembler en Russie?

C'est une question compliquée, car il y a, d'une part, le terme «décolonisation» tel qu'il se présente dans le contexte des études post-coloniales et, d'autre part, des questions pratiques sur l'avenir politique de la Russie après l'impasse dans laquelle elle s'est engagée. Et ces deux choses n'ont aucun rapport entre elles. Il est donc peut-être préférable de se concentrer sur l'ordre politique actuel de la Russie qui est enraciné dans son passé impérial.

Tout d'abord, il faut comprendre que la guerre est fondée sur le révisionnisme historique et sur l'idée qu'aucune existence réelle n'est possible pour

la Russie à l'intérieur de ses frontières actuelles. Pour le régime, les frontières de la Russie doivent être constamment repoussées, afin de «récupérer» les terres prétendument «historiquement russes». Malheureusement, cette ligne de pensée s'accompagne d'une certaine tradition: elle n'a pas été inventée par Poutine, mais est au contraire conditionnée par l'héritage impérial prérévolutionnaire, ainsi que par l'expérience soviétique de l'ère stalinienne et post-stalinienne.

Cette tradition est désormais ancrée dans la conscience d'une grande partie de la population et c'est ce qui rend la propagande si efficace. Pour que la Russie de l'après-Poutine vive en paix avec ses voisins, y compris avec les États post-soviétiques et l'Europe de l'Est, il faut revoir radicalement la mentalité impériale. Nous devons travailler non seulement sur notre présent, mais aussi sur notre passé et sur la façon dont notre peuple perçoit l'histoire de la Russie et ses relations avec les pays environnants.

Le deuxième point concerne le statut officiel de la Russie en tant que «fédération», alors qu'il s'agit en réalité d'un État hypercentralisé où toutes les ressources sont accaparées par Moscou et redistribuées aux régions en fonction de leur degré de loyauté politique à l'égard du régime. C'est ce qui détermine les politiques de la Russie à l'égard de ses minorités indigènes, puisque l'existence même d'identités non russes à l'intérieur du pays est considérée par le Kremlin comme une menace. D'où la suppression des langues indigènes et des derniers vestiges d'autonomie dans les régions où vivent d'importantes populations non-russes.

Ces politiques ont été mises en place tout au long des deux décennies de pouvoir de Poutine et sont directement liées à la nature centrée sur Moscou de ce régime et à l'absence d'une véritable démocratie.

En ce sens, nous avons besoin d'une révision sérieuse de la place de Moscou dans la gouvernance russe.

Cela entraînerait-il nécessairement la désintégration de la Russie en tant qu'entité politique unique?

Telle qu'elle existe aujourd'hui, la Russie freine le développement de ses régions par son pouvoir coercitif et son argent. Elle n'a plus de programme positif à offrir à ces régions. C'est pourquoi, lorsque le pouvoir du régime commencera à faiblir et que l'argent commencera à se tarir (et cela se produira dans un avenir prévisible), nous assisterons à l'éruption de forces centrifuges dans le pays.

Les résultats ne seront pas tout à fait confortables pour ceux qui vivent dans les régions. Si nous voulons préserver un espace politique commun – non pas dans le sens où il est lié à un pouvoir politique unique, mais dans le sens d'un environnement qui permet une sorte d'échange humain interculturel –, nous devons réfléchir aux valeurs, aux idées et aux principes que la Russie en tant que telle peut offrir aux régions. Les idées de tolérance, d'égalité, de politiques sociales bien développées et le droit des régions à gérer leurs propres ressources contribueraient à préserver cet espace sous la forme d'une fédération ou d'un commonwealth.

Si nous continuons à nier que la centralisation est un problème, si nous continuons à essayer de forcer les régions ethniques à se conformer à une norme unique de Procuste, en considérant tout signe de diversité comme une menace pour l'État et son intégrité, cela conduira à la désintégration. Si la Russie continue sur sa lancée actuelle, il est possible qu'elle aboutisse à un scénario de désintégration très dur. Mais il est également possible de changer de cap et d'éviter la désintégration.



Quelle est l'attitude générale des Russes à l'égard des politiques de gauche? Dans quelle mesure ces mouvements ont-ils jeté les bases de leur avenir?

Les politiciens de gauche ont connu un certain succès dans la Russie post-soviétique. Il y a, par exemple, les victoires électorales de Mikhaïl Lobanov et d'autres, ainsi que toute une série de conseillers municipaux charismatiques comme Sergueï Tsoukasov, qui a été à un moment donné à la tête du district municipal d'Ostankino à Moscou. Ou encore le rôle de la gauche dans les mouvements sociaux de masse, comme les manifestations environnementales de Shies dans la région d'Arkhangelsk. Il y a aussi le travail des syndicats indépendants et leur rôle dans les victoires locales, comme le travail efficace de la Confédération du travail pour rendre leur emploi aux dizaines d'employés du métro de Moscou, licenciés illégalement en 2021.



Au cours de la dernière décennie, la Russie a présenté une double dynamique. D'une part, nous avons constaté un engagement politique croissant chez les jeunes, une augmentation des mouvements populaires et des protestations politiques, ainsi qu'une participation active aux campagnes électorales et aux élections. D'autre part, nous avons également assisté au développement de l'appareil répressif de l'État et à la pression croissante qu'il exerce sur cette société en éveil. Tout ce que ce régime a fait en réponse à la révolution de Maïdan en Ukraine, et jusqu'au déclenchement de l'invasion, poursuivait non seulement des objectifs de politique étrangère, mais aussi des objectifs intérieurs. L'objectif principal du régime était de supprimer complètement la société, en atomisant la population et en instillant une atmosphère de panique et de terreur face à toute activité politique.

Tout ce qui s'est passé au cours de la dernière décennie dans la politique de gauche en Russie s'inscrivait dans cette double tendance. La situation à laquelle nous sommes parvenus, le 24 février 2022, peut être considérée comme un triomphe de l'État sur la société. Et comme la gauche se range toujours du côté de la société, par opposition à l'État, ce triomphe est aussi une défaite pour le mouvement de gauche.

Je ne suis pas sociologue et je ne peux pas présenter de chiffres précis, mais sur la base de ma propre expérience, qui inclut l'activisme, je peux dire que la majorité des Russes considèrent les inégalités sociales et l'iniquité comme la question politique clé. Une majorité absolue de personnes serait d'accord avec vous si vous parliez de redistribution des ressources et des richesses. Ils seraient également d'accord pour dire que la Russie doit devenir un véritable État-providence travaillant dans l'intérêt de la majorité. C'est pourquoi le programme de la gauche est si important.

Les succès d'Alexey Navalny, trois fois hors-la-loi, ont beaucoup à voir avec l'inclusion de certains éléments d'un programme de gauche dans sa propre rhétorique anticorruption. Chacun se rend compte que les vidéos de Navalny ne concernent pas seulement les fonctionnaires corrompus. Elles montrent comment une minorité négligeable s'est emparée de toutes les richesses d'un pays par ailleurs démuné. [...]

Un autre aspect important de la tradition de gauche est son orientation vers la démocratie, et pas seulement la démocratie formelle. Pour la gauche politique, la démocratie n'est pas seulement une question de fonctionnement des institutions électorales. Il s'agit de savoir comment les gens ordinaires peuvent prendre part aux décisions qui affectent leur propre

vie. Le socialisme, tel qu'il a été conçu par ses fondateurs, il y a environ 150 ans, était une vision cohérente de la démocratie poussée jusqu'à ses limites logiques. Il s'agissait d'une idée de la démocratie en tant que règle de la majorité non seulement en politique, mais aussi en économie. C'est pourquoi les revendications démocratiques qui ont été si importantes pour la société russe au cours des dernières décennies – des élections justes, la liberté de réunion, des syndicats libres et le droit de grève – sont consubstantielles à la gauche politique.

Je pense que si la Russie avait préservé une certaine possibilité de vie politique publique authentique, avec la création d'un parti libéral de gauche légal pouvant participer aux élections, nous aurions déjà assisté à une montée de la politique de gauche dans ce pays. Toutes les conditions ont été réunies au cours de la dernière décennie, et l'effervescence des masses a également joué en sa faveur.

Outre les répressions étatiques, d'autres facteurs ont-ils empêché les mouvements de gauche de pénétrer plus profondément dans la société?

Malgré la demande de démocratisation et de justice sociale de la société russe, la majeure partie de celle-ci reste politiquement passive. Les gens se sont montrés peu préparés à l'action, et je ne pense pas que cela soit uniquement lié à l'obstruction de l'auto-organisation à la base ou à la peur des répressions.

Dans une société de marché pure et dure, où chacun se défend, où l'argent est synonyme de pouvoir et où chacun·e pratique une stratégie de survie personnelle, toute suggestion d'intérêts communs semble totalement absurde. Ce «bon sens» russe d'avant-guerre a fait obstacle au programme de la gauche et à toute auto-organisation de la base. Les activistes russes avaient beaucoup de mal à expliquer

pourquoi les locataires devaient créer un comité pour défendre leurs droits vis-à-vis des sociétés de gestion locales. Les travailleurs et les travailleuses embauchés ont eux aussi du mal à comprendre ce qu'est une lutte collective organisée pour des droits communs.

Elles et ils se demandent plutôt si la lutte leur apportera plus d'avantages ou de problèmes. Telle était la réalité de la Russie, et elle est en grande partie responsable de l'apathie que nous avons constatée et de la vulnérabilité de la population à la propagande militariste.

La préoccupation de la gauche pour les luttes locales contre les inégalités semble l'éloigner des masses. La gauche ne propose aucune réforme systémique, économique ou autre. Ce point de vue est-il correct?

Le fait de se concentrer sur les questions pratiques de tous les jours pose un réel problème. Il est plus facile de motiver les gens sur ce qu'ils peuvent faire ici et maintenant. C'est généralement une bonne chose. En même temps, la fixation sur le «ici et maintenant» éloigne les activistes de la conceptualisation de programmes et de propositions politiques, de l'élaboration de grands récits capables d'expliquer la réalité sociale. Or, les gens ont besoin de tels récits.

Nous pouvons constater que l'obsession des Russes pour YouTube est liée à cette demande d'une vision globale du monde: pour comprendre ce qu'ils doivent faire, les gens ont besoin qu'on relie tous les événements et toutes les choses qui se passent en une image holistique cohérente. Souvent, ceux qui sont complètement immergés dans l'activisme ne peuvent pas fournir une telle image. Ils ne pensent pas que c'est important ou alors ils n'ont ni le temps ni les ressources nécessaires. Cette situation est préjudiciable au mouvement de gauche tel qu'il existe dans la Russie d'aujourd'hui.



Mais il ne s'agit pas seulement d'un problème de manque de personnes développant des programmes politiques à grande échelle. Les propositions découplées de la pratique et des mouvements de masse sont souvent abstraites. [Pour la gauche], il s'agit de savoir comment réformer le système politique pour qu'il serve la majorité. La réponse à cette question ne peut être anticipée ou obtenue par une expérience de pensée. Lénine disait que nous ne découvrirons jamais à quoi ressemble le socialisme en détail tant que les masses ne se mettront pas au travail. C'est toujours vrai. Nous ne saurons pas à quoi ressemble une société juste jusqu'à ce que cette idée atteigne des millions de personnes et que les masses décident qu'elles veulent la voir se réaliser dans la pratique.

Comment déterminer quels sont les objectifs à long terme qui devraient être prioritaires dans la politique de gauche en Russie? Sur quoi les hommes politiques doivent-ils mettre l'accent s'ils veulent être entendus?



Les activistes de gauche doivent tirer les conclusions de ce qui est arrivé au pays. Nous devons être très clairs sur le fait que ce régime ne peut pas évoluer. Il ne changera pas de lui-même et une transformation assez radicale est nécessaire. Cette transformation se produira si la Russie connaît une crise de direction en même temps qu'une volonté active de changement de la part de la base.

C'est pourquoi la gauche doit réfléchir à la manière dont elle entend participer à ce futur mouvement de masse. Le régime actuel a rendu impossible tout changement dans le cadre institutionnel existant. Le pays aura besoin d'une nouvelle Constitution, de nouvelles lois, de nouveaux partis politiques, et le CPRF sera, selon toute vraisemblance, jeté à la poubelle avec le reste du système politique actuel.

Il sera absolument nécessaire de réévaluer les privatisations passées, qui sont devenues le fondement du régime actuel en Russie. Une révision radicale de la politique sociale sera nécessaire [...], avec une fiscalité progressive, de nouvelles politiques budgétaires pour l'éducation et les soins de santé. Au-delà, ce dont la société a besoin, ce n'est pas seulement d'une redistribution des ressources, mais d'une révision de toute la philosophie qui sous-tend la politique sociale de la Russie. Aujourd'hui, elle est régie par le principe d'efficacité: les collèges, les hôpitaux et les musées sont tous des agents du marché libre qui doivent générer des revenus et s'autofinancer. Les institutions inefficaces sont fermées, ce qui permet à l'État de ne jamais subir de pertes. Le principe selon lequel l'État doit toujours faire des bénéfices, qu'il doit recevoir plus que ce qu'il dépense en premier lieu, doit être battu en brèche. Toute la sphère du bien-être social doit être déterminée par les besoins de la société, et non par l'efficacité ou la rentabilité du marché.

En outre, il faut un programme pour l'égalité des sexes, avec une révision des lois anti-LGBT et de nouvelles lois contre la violence domestique. Il devrait y avoir un programme spécial pour transformer la Russie en une véritable fédération permettant aux gouvernements locaux de gérer les budgets régionaux. Nous devons également permettre aux minorités ethniques de développer leurs langues et leurs cultures.

Tous ces objectifs sont indéniablement liés à la décentralisation du pouvoir. La forme que cela prendra reste une question ouverte, mais je suis certain que la décentralisation est directement liée à la démocratie. Plus les gens auront de pouvoir au niveau local et moins ils en auront au niveau central, plus les institutions démocratiques de la Russie seront durables à l'avenir.

Échos des universités dans la Russie de Poutine

ROBI MORDER¹

Depuis l'agression de février 2022, la situation des étudiants et des universitaires n'a cessé de se dégrader en Russie. Voici des éléments recueillis à partir de témoignages et messages publiés ces dernières semaines sur des chaînes Telegram et des sites indépendants russes².

D'abord, du point de vue des libertés démocratiques – déjà bien atteintes avec le régime poutinien – la guerre (pardon, l'«opération militaire spéciale», si on dit le mot guerre on est susceptible d'être poursuivi et sanctionné) apporte son lot d'exclusions d'étudiants mais aussi d'enseignants. Selon une enquête menée par le site Grozamedia, qui en a publié une carte interactive pour 2022, www.groza.media/posts/karta, l'activité répressive de l'État russe s'est concrétisée dans les universités par 48 étudiants (dont trois réintégré) et 287 enseignants licenciés.

Dans les années 1990, le système de gestion des universités était assez démocratique, dans les années 2000, les universités ont versé dans l'autoritarisme et ont pratiquement perdu de leurs acquis en échangeant la liberté contre le financement de l'État. Et bien que des élections à la direction aient toujours

lieu dans la moitié des universités d'État de Russie, bien des questions se posent quant au respect d'une compétition équitable lors de ces élections.

Répression et pressions

Plusieurs techniques ont été employées. On peut prendre l'exemple d'un étudiant, Timur Garipov, de l'Université d'État de médecine pédiatrique de Saint-Petersbourg, expulsé après avoir été détenu lors d'un rassemblement antiguerre en mars. Or, ayant déjà subi une détention de dix jours, il a pu porter l'affaire en justice puisque la règle *non bis in idem* (on ne sanctionne pas deux fois la même infraction) avait été violée par l'université. Le tribunal lui ayant donné raison, et condamné l'université à lui verser à titre de compensation 30 000 roubles, il a été réintégré. Ce n'était que partie remise, quelques semaines plus tard il échouait à son examen car, surprise, le jury initial avait été changé, ainsi que le sujet. Conséquence, il n'avait plus le droit de rester. De telles pratiques se sont retrouvées multipliées.

Dans la même ville, à Smolny, le professeur associé Denis Skopin a été licencié pour «la perpétuation d'un acte immoral par un salarié remplissant des fonctions éducatives, incompatible avec la continuité du travail». C'est son arrestation lors d'un rassemblement contre la mobilisation qui constituait cet «acte immoral»...

Car du côté enseignant la purge a bien commencé et s'accélère tant dans les universités publiques que privées, notamment par le biais des non-renouvellements de contrats et de suppressions de certains programmes. La possibilité envisagée d'élargir à toutes les universités, y compris publiques, le recours à des contrats courts, renouvelables selon la volonté de l'administration, va renforcer les pouvoirs des autorités.

1. Robi Morder est membre du Germe (Groupe d'études et de recherches sur les mouvements étudiants), des Brigades éditoriales de solidarité et du comité français du RESU.

2. Une version plus développée sera publiée sur le site www.germe-inform.



Les dénonciations patriotiques sont encouragées, et parfois suscitées et organisées par des groupes d'étudiants d'extrême droite. Ainsi un étudiant de Sakhaline, qui avait eu une discussion vive avec un enseignant, a fait l'objet d'un procès-verbal pour «dis-crédit de l'armée». Anatoly K., étudiant en deuxième année du Sakhalin Maritime College, avait déclaré en cours qu'il ne voulait pas vivre dans un pays impliqué dans les «meurtres de civils en Ukraine» et la «guerre de conquête» et mis en garde contre l'information officielle. Il a été dénoncé à la police qui lui a confisqué son carnet, dans lequel «une inscription en faveur des forces armées de l'Ukraine a été trouvée».

À Moscou, des enseignants de l'Université internationale ont été licenciés en raison de dénonciations. Les étudiants n'étaient pas autorisés à s'exprimer sur des sujets politiques, mais cela n'a pas empêché des discussions avec les enseignants. L'ancien journaliste de l'*Écho de Moscou*, Konstantin Mirochnikov et Vladimir Sukhoï, maître de conférences en théorie du journalisme ont été licenciés à la suite de la plainte d'un étudiant. Selon lui, dans les cours de «Théorie du journalisme», ces enseignants expliquaient «comme c'est beau l'Ukraine», «que la Russie est terrible», que «Navalny a été empoisonné par les Russes». Le directeur de cette filière de la faculté de journalisme a été invité à une réunion avec la direction de l'université où on lui a demandé de se taire pour que l'établissement n'ait pas d'ennuis à cause de leur opinion.

Quant à la liberté théorique d'organisation des établissements, avec notamment la désignation des recteurs (équivalents de nos présidents d'université), les pressions sont immenses. Il y a eu des cas de démissions et les remplaçants peuvent avoir un profil plus militaire qu'académique. Ainsi, à Kazan, Lenar Safin, qui rêvait dans sa jeunesse de travailler

au KGB – souhait contrarié par la fin de l'URSS –, ministre des transports du Tatarstan, puis sénateur de la Fédération de Russie, ayant voté pour les annexions des «nouveaux territoires» en Ukraine, a été nommé recteur de l'université fédérale de Kazan en mars 2022.

Le 30 novembre 2022, Igor Murog, député régional de Russie unie, est devenu recteur de l'Université d'État de Riazan. De 1982 à 2012, il avait servi dans les établissements d'enseignement militaire supérieur des districts militaires de Moscou, d'Extrême-Orient, de l'Oural et de Sibérie, à des postes allant du commandant d'un peloton d'entraînement d'élèves-officiers au chef d'une université militaire.

Plusieurs accusations et affaires de corruption à l'encontre de dirigeants d'université avaient éclaté. Or, depuis le 1^{er} mars 2023, les fonctionnaires ne publient plus de déclarations sur leurs revenus et leurs biens. En conséquence les ministères de l'éducation et des sciences, et de l'éducation de la Fédération de Russie n'ont pas publié de données sur les revenus et les biens des recteurs. Au lieu de cela, les sites ne proposent que leurs salaires mensuels moyens. Cette année, dans les tableaux de déclaration du ministère des sciences et de l'enseignement supérieur et du ministère de l'éducation sur les revenus des dirigeants universitaires, il n'y a pas de revenus de leurs conjoints, de données sur l'immobilier, les voitures et les enfants mineurs.

À l'Université européenne de Saint-Petersbourg, le bureau du procureur et Rosobrnadzor [équivalent de l'Inspection générale de l'éducation et des universités de la Fédération de Russie] ont décidé d'une enquête. Cette inspection n'était pas programmée, elle a démarré le 15 mai et se situerait «dans le cadre des mesures de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme», ce que démentent les autorités. Ce qui ne



les empêche pas d'examiner les travaux scientifiques des enseignants, des étudiants, ainsi que les dossiers personnels. En particulier, les organes de contrôle épiluchent le travail et les projets scientifiques et les sujets de mémoire individuels pour la période 2020-2023. Il y a au moins quatre inspecteurs mobilisés sur les facultés d'anthropologie, histoire, sociologie et sciences politiques.

Ordre moral et idéologie

Dès 2022 le gouvernement de la Fédération de Russie a promu, en guise d'instruction civique, des « discussions (ou conférences) sur l'important » dans l'enseignement primaire et secondaire d'abord, cela a été étendu à l'enseignement supérieur. Il s'agit de promouvoir les valeurs traditionnelles, la famille, la patrie, l'armée, avec invitations d'anciens combattants, de soldats en permission venant du front de l'Ukraine, avec levée du drapeau, etc. Des programmes indicatifs ont été édités par le ministère compétent, et en réalité les établissements s'y conforment. Toutefois des éléments de résistance subsistent dans l'enseignement supérieur.

Par exemple, à Novossibirsk, un collège privé intégré dans le système universitaire national, n'appliquait pas ces consignes, ni de « conversations éducatives » avec des étudiants qui s'opposent à la guerre. Son directeur, Sergei Tchernychof, s'appuie sur les normes légales qui permettent encore un grand degré de liberté :

Il vous suffit de l'utiliser. Tout ce brouhaha de levées de drapeaux, « parler de choses importantes » n'est pas formellement requis, on nous le dit dans des appels téléphoniques, avec des recommandations.

Et de rappeler également en novembre 2022 :

Je ne demande pas d'héroïsme. Nous faisons simplement ce que nous considérons comme cohérent avec nos idées morales sur la réalité. Comme l'a dit Soljenitsyne : « Si vous ne pouvez pas résister au mal, au moins n'y participez pas. »

L'Église orthodoxe n'est pas en reste. L'Université d'État de Riazan a célébré la fête orthodoxe de L'Épiphanie d'une manière particulière. L'archiprêtre Sergeï Rybakov est venu à l'université pour bénir la piscine et organiser un service de prière. Et après cela, les étudiants, les enseignants et le recteur Igor Murog lui-même ont participé à une nouvelle « tradition universitaire » – la natation de L'Épiphanie.

Après avoir annoncé la création de centres de coordination « pour contrer l'idéologie du terrorisme et prévenir l'extrémisme » dans chaque entité constitutive de la Fédération de Russie, la place de l'Université dans ce domaine a fait l'objet en ce début 2023 de travaux initiés par ministère de l'éducation et des sciences de la Fédération de Russie.

Des représentants des forces de l'ordre, du ministère de l'éducation et de 180 universités russes ont discuté pendant trois jours de la manière d'améliorer « les mesures d'information et de propagande » et la protection de « l'espace d'information du pays contre l'idéologie destructrice ». Ils ont également discuté des « meilleures pratiques dans le domaine de la formation d'une citoyenneté active chez les jeunes » et de la prévention de la propagation des « sous-cultures destructrices et de l'extrémisme ».

Le ministre russe des sciences et de l'enseignement supérieur, Valery Falkov, a déclaré que cela était « particulièrement pertinent » en raison de la « guerre hybride sans précédent déclarée à notre État ».

En outre, les Centres de coordination pour la prévention de l'extrémisme et du terrorisme, la formation du patriotisme et de l'identité civile



commenceront également à travailler dans le sens de l'éducation «spirituelle et morale» des jeunes.

L'Université approfondit son rôle militaire. Lors d'une réunion en début d'année, le vice-gouverneur de Saint-Petersbourg, Vladimir Kniaginine, a déclaré que les universités et les établissements d'enseignement professionnel secondaire «ne peuvent pas vivre séparément de l'ensemble du pays»: «Ils sont inclus dans les processus de production et économiques. Si le pays est et vit sous le régime de l'«opération spéciale», alors, évidemment, les universités sont également liées à cela», a-t-il ajouté.

Dans une enquête de *Groza*, 51 universités et collèges ont conduit des étudiants à des «rassemblements patriotiques» en faveur de l'occupation de l'Ukraine. Une aide a été collectée pour l'armée russe dans 26 universités et collèges, et 31 étudiants ont fabriqué des produits pour l'armée. Dans les bâtiments de six universités, les bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires ont organisé des «raids» contre les étudiants. Dix étudiants à temps plein et à temps partiel ont été illégalement enrôlés dans l'armée ou mobilisés.

Le Premier ministre russe Mikhaïl Michouline a ordonné la création de 16 centres de formation militaire dans les universités fédérales. Des centres militaires seront créés dans les universités d'État d'Astrakhan, agrotechnologique de Viatka, agraire d'Extrême-Orient, technique d'État d'Ijevsk, technique d'État de Lipetsk, Mordovie, Novgorod, Tchétchénie.

Cet ordre moral donnant une place centrale à la famille traditionnelle s'accompagne d'une campagne anti-LGBT. La «propagande LGBT» – le fait de se déclarer comme tel sur les réseaux sociaux, même privés, est constitutif du délit – est quasiment assimilée au terrorisme. Mikhaïl Fedoruk, recteur de

l'Université d'État de Novossibirsk depuis 2012, avait déjà fermé, en août 2018, le plus ancien média universitaire UJ (*University Life*) qui existait depuis 1982. Le motif était un article, «Je suis moi», qui donnait la parole à des résidents LGBT de l'Akademgorodok de Novossibirsk. Le rédacteur en chef du magazine, Piotr Maniakhin, a été ensuite en 2021 considéré comme un «agent étranger». Ce même recteur, Mikhaïl Fedoruk a été signataire de l'appel de l'Union russe des recteurs en soutien à l'«opération spéciale» en Ukraine. Cet appel expliquait «qu'il est très important ces jours-ci de soutenir notre pays, notre armée, qui défend notre sécurité, de soutenir notre président, qui a fait, peut-être, le plus difficile de sa vie mais c'était une décision nécessaire. [...] Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons faire preuve de confiance et de résilience face aux attaques économiques et informatiques, nous mobiliser efficacement autour de notre président, en renforçant par notre exemple l'esprit d'optimisme et la foi dans le pouvoir de la raison chez les jeunes, instillant l'espoir de l'avènement imminent de la paix». À la même époque dans cette université une lettre ouverte a été signée par 1 383 personnes.

La réforme de l'enseignement supérieur

«Il est impossible de vaincre la Russie sur le champ de bataille, c'est pourquoi des attaques d'information plus agressives sont menées. Tout d'abord, les jeunes, les jeunes générations, sont choisies comme cible...», déclarait en février Vladimir Poutine. Pour améliorer la qualité des filières scolaires, universitaires – en sciences humaines, et surtout: histoire, sciences sociales, littérature, géographie – il faut «que les jeunes puissent en apprendre le plus possible sur la



Russie, son grand passé, sur notre culture et nos traditions.». À l'appui du projet colonial de russification, Il a insisté sur le développement de la culture comme l'une des priorités de «la renaissance d'une vie paisible dans le Donbass et la Novorossie», notant qu'il sera nécessaire de restaurer, réparer et équiper des centaines d'institutions culturelles, y compris des fonds de musées et des bâtiments dans les territoires occupés.

Poutine, à la suite de cette réunion du Conseil d'État en février, a chargé l'Agence fédérale pour les affaires de la jeunesse (Rosmolodej) d'inclure des cours sur «les fondements de l'État russe» dans les programmes d'enseignement supérieur, qui étudieront l'«idéologie russe».

Le programme du cours «Fondamentaux de l'État russe» est divisé en cinq blocs, que les étudiants devront compléter en 72 heures au premier semestre de la première année :

1. *Bloc Qu'est-ce que la Russie*: là, ils parleront des «caractéristiques intéressantes et caractéristiques» du pays. Par exemple, sur «l'étendue territoriale sans précédent» et la «richesse naturelle exceptionnelle», ainsi que sur le travail de Yandex, Sberbank et des chemins de fer russes.

2. *Civilisation d'État russe*: un bloc sur l'approche dite civilisationnelle de l'histoire, selon laquelle la Russie n'a pas encore «atteint son apogée» et est «en marche vers le développement».

3. *Vision du monde russe et valeurs de la civilisation russe*: le bloc expliquera que la vision du monde des habitants de la Russie est prétendument basée sur cinq concepts de base: «personne», «famille», «société», «État» et «pays».

4. *La structure politique de la Russie*: partie du programme, dans laquelle les étudiants apprendront que la Russie est un «État-providence» avec des «principes

démocratiques» et l'institution de la présidence «se tenant au-dessus de toutes les branches du pouvoir».

5. *Les défis de l'avenir et du développement du pays*: un bloc sur les «repères du développement civilisationnel de la Russie»: «stabilité», «mission», «responsabilité» et «justice».

Après avoir maîtrisé le cours, les étudiants doivent «posséder un sens développé de la citoyenneté et du patriotisme», ainsi que «sentir leur appartenance à la civilisation russe».

Les nouveaux programmes en histoire et en géographie ont commencé à se concrétiser dans de nouveaux manuels. En géographie, les nouvelles cartes remplacent obligatoirement les anciennes, et il est obligatoire désormais d'enseigner les frontières de la Russie incluant les territoires occupés d'Ukraine.

L'objectif de la réforme est aussi économique et structurel. Pour fixer clairement les priorités et concentrer les ressources sur l'obtention de résultats scientifiques significatifs, principalement dans les «domaines critiques pour la vie du pays»: les transports, l'énergie, le logement et les services communaux, la médecine, l'agriculture et l'industrie. Désormais «la demande de diplômés des écoles et collèges techniques est tout simplement énorme» et au cours des cinq prochaines années, l'État doit former environ un million de spécialistes dans les métiers de l'industrie électronique, de la robotique, de l'ingénierie mécanique, pharmaceutique, l'agriculture, la construction, les transports, le nucléaire et d'autres industries – «clé pour assurer la sécurité, la souveraineté et la compétitivité de la Russie».

Poutine a signé en mai un décret sur la transition vers un nouveau système d'enseignement supérieur, qui sera mis en œuvre d'abord, avant d'être étendu, à partir de la nouvelle année universitaire, dans six universités: l'Université fédérale de la Baltique, l'Institut



d'aviation de Moscou, MISIS, l'Université pédagogique d'État de Moscou, l'Université des mines de Saint-Petersbourg et l'Université d'État de Tomsk.

On s'oriente vers un système en trois étapes : enseignement supérieur de base, enseignement supérieur spécialisé et études de troisième cycle. On s'oriente vers un éloignement du système «3/5/8» (licence en trois ans, maîtrise ou master en deux ans, puis thèse) qui permettait, dans le «processus de Bologne» universitaire européen, des équivalences et reconnaissances mutuelles de diplômes dans une cinquantaine de pays. La Russie y avait adhéré en 2003, et en a été exclue après l'invasion de l'Ukraine, ce qui a légitimé l'éloignement du modèle «occidental». D'où la volonté d'accueillir dans les universités russes des étudiants de Chine, d'Inde, d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie, visant à compenser les pertes côté européen et nord-américain, mais aussi les départs à l'étranger de dizaines de milliers de jeunes. D'ailleurs, ces nouveaux étudiants étrangers pourront acquérir facilement la nationalité russe.

À partir du 1^{er} septembre, les établissements d'enseignement devraient passer à des programmes unifiés en langue russe, littérature, histoire, études sociales, géographie et sécurité des personnes. À l'avenir, une approche unifiée de l'apprentissage sera mise en œuvre dans d'autres disciplines.

Les experts estiment que derrière les innovations se cache l'intérêt commercial des fonctionnaires et de leurs affiliés. Dans la communauté pédagogique, on pense que les innovations ont été promues uniquement par intérêt commercial. Les manuels scolaires unifiés apporteront d'énormes profits à la célèbre maison d'édition Prosvechtchenie, qui a en fait évincé tous ses concurrents du marché de la littérature éducative.

Pour le président de la Douma d'État, Viatcheslav Volodine, «l'anglais est une langue morte». Il exhorte à apprendre les langues nationales et les langues de communication interethnique, «par exemple, le chinois». C'est ce qu'il a déclaré lors d'une réunion du Conseil de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation du traité de sécurité collective.

La nouvelle université semble à la fois être proche de l'ancienne université soviétique avec une vocation professionnelle faisant dépendre l'inscription en maîtrise des débouchés, mais dans un contexte de libéralisme économique avec une présence renforcée des entreprises qui dicteront leurs priorités, sans planification même bureaucratique. Il s'agit de l'«éducation ciblée» dans les universités dès 2023. Dans le cadre d'un tel programme, les candidats entrent dans un établissement d'enseignement en direction de futurs employeurs et étudient gratuitement. Le gouvernement a augmenté les quotas pour les concepteurs d'avions, les constructeurs de navires et les spécialistes de la sécurité de l'information. Les quotas ont pour la première fois pris en compte les besoins des territoires «conquis».

« Bons pour le service ! »

Poutine a besoin de soldats pour l'Ukraine, mais pas seulement. Il lui faut renforcer son armée. Or les étudiants bénéficient de sursis, et le sachant, beaucoup de jeunes s'inscrivent à l'université, le service étant obligatoire entre 18 et 27 ans. Un projet de réforme prévoit de reculer de trois ans cette limite, de 21 à 30 ans, ce qui tranquilliserait beaucoup d'étudiants. Ensuite, il a été précisé que pour l'instant, on conservera l'âge minimum à 18 ans mais que l'on applique immédiatement l'âge maximum à 30 ans. La chasse est ouverte. Dans des universités et collèges de Moscou, sous prétexte de «rencontres avec



des représentants des commissariats militaires», on a notifié des assignations à comparaître au bureau de recrutement militaire. «Veuillez venir avec votre passeport et votre certificat d'immatriculation.» Ceux qui ignorent ces réunions sont menacés de «poursuites individuelles».

Les étudiants diplômés sont obligés de donner leur consentement en signant les formulaires, ce qui donne aux bureaux d'enregistrement et d'enrôlement militaires le droit d'appeler les étudiants en avril, et non en été après l'obtention de leur diplôme. Les commissariats militaires, ont agi en coopération avec les administrations des établissements d'enseignement supérieur. Ces bureaux avaient commencé à recourir à de telles pratiques en 2021 :

Ils trompent la tête de garçons de 18 ans, qui, bien sûr, ne comprennent pas les conséquences de telles déclarations. Sous divers prétextes, à force de persuasion et de menaces, ils sont contraints de signer.

Dans la région de Volgograd, un homme, se présentant comme membre du bureau d'enregistrement et d'enrôlement, est venu avec des listes d'étudiants seniors et a dit aux étudiants qu'ils devaient se présenter au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire avant le 22 février, et a exigé que les étudiants signent les listes.

On a même noté dans certaines villes de véritables rafles menées par des militaires ou des sbires pour contrôler et enrôler, illicitement, des étudiants qui bénéficient normalement du sursis pour études.

Or, les citoyens en âge de conscription ne sont pas tenus de se présenter au bureau d'enregistrement et d'enrôlement militaire sans convocation distribuée à la bonne adresse, ce qui permet à beaucoup de déclarer qu'ils n'ont rien reçu.

Une nouvelle loi permet désormais de convoquer par courriel - la preuve de la réception n'est pas

nécessaire - le simple envoi rend la convocation régulière. Celui qui ne se présente pas perd des droits, ne peut plus sortir de Russie - son passeport lui est confisqué à la frontière s'il tente de quitter le pays - il ne peut plus emprunter, il ne peut plus avoir d'autorisation d'interruption momentanée d'études (beaucoup le font pour travailler, ou pour étudier à l'étranger), sa vie quotidienne en est affectée. Ceux qui ont déjà quitté le pays, y compris légalement, et qui ne se sont pas fait enregistrer, perdront leur inscription à l'université, et bien évidemment ne seront pas remboursés.

Quelles réactions ?

Il y a d'abord - avec la répression - les réactions individuelles qui consistent à sortir du pays, ce qui devient de plus en plus difficile, de même qu'éviter l'enregistrement. Il y a les actions de protestation contre la guerre, mais alors qu'en février-mars 2022 il y a eu des rassemblements, des manifestations, il semble que désormais, là aussi, ce soient des actions personnelles telles que faire des piquets en tenant des pancartes, déposer des fleurs à des endroits symboliques. La police intervient systématiquement, des poursuites sont engagées sous l'incrimination de «fausses nouvelles», ou «discrédit de l'armée»; amendes, peines d'enfermement pleuvent. Ce sont les enseignants, avec une histoire déjà longue de syndicalisme indépendant, qui ont le plus affronté les autorités, et en ont subi les conséquences.

Au sein des établissements, on peut assister à des tentatives de regroupement. Fin 2022 les étudiants de l'Université des arts libéraux ont créé un syndicat indépendant qui a très vite éclaté entre les partisans de trois options: ne s'occuper que des questions corporatives, développer une sociabilité étudiante culturelle libre, et mener une action plus politique.



Au niveau du système et des contenus des enseignements, certains expérimentent des voies pédagogiques reprenant le meilleur des acquis, délaissant les consignes officielles. Ainsi, Sergeï Tchernykhov, que nous avons cité et qui avait refusé à Novossibirsk les consignes gouvernementales, vient de fonder en 2023 une nouvelle université, qui à partir de la rentrée «fonctionnera selon le modèle des arts libéraux, un modèle d'éducation qui suppose que les étudiants choisissent eux-mêmes leurs cours et leurs disciplines». Un de ses objectifs est de reconstruire globalement le système éducatif.

De toute évidence, l'éducation est l'un des domaines qui a conduit à la folie actuelle [...] il s'est avéré que nous vivons dans un pays de cannibales enragés [...] Malheureusement, une partie importante de notre société est comme ça. Et c'est une faute considérable de la pédagogie, des professeurs des écoles et des professeurs d'université. C'est pourquoi une grande partie de notre université est pédagogique.



Enfin, malgré les échecs, la «plate-forme universitaire» qui avait vu le jour fin 2022 et permis des contacts entre plusieurs villes, Saint-Petersbourg, Kazan, Moscou, etc. vient d'être revivifiée début mai (<https://t.me/uniplatform>) avec la déclaration suivante :

Nous sommes un groupe d'étudiants et d'enseignants russes opposés à la prétendue «opération militaire spéciale». Il est important pour nous de défendre nos droits et libertés universitaires. Nous déclarons mai le mois de la solidarité avec les enseignants qui ont été contraints de quitter les universités russes.

Au cours des dix dernières années, la pression et la répression dans les universités russes sont devenues monnaie courante. Ceci est causé non seulement par des raisons externes, mais aussi par des

raisons internes. D'une part, les représentants de l'administration hors du contrôle des recteurs ont combiné un programme d'«efficacité» mêlé d'autoritarisme, en se débarrassant des employés et des étudiants déviants. D'autre part, les universités russes ont perdu les restes de leur autonomie vis-à-vis de l'État. Avec le début de l'opération militaire spéciale et la mobilisation, la situation n'a fait qu'empirer : de nombreux enseignants ont dû quitter le pays. Ce que l'on sait de ces processus par les médias n'est que la pointe émergée de l'iceberg. Les anciens enseignants et collègues sont remplacés par de nouveaux, et parfois des programmes et des cours entiers disparaissent. D'une manière ou d'une autre, nos universités ont irrévocablement changé pour le pire.

Nous considérons qu'il est important de se souvenir de tous ces collègues, mentors, dirigeants qui ont été contraints de quitter les universités russes. La politique du personnel des universités russes est basée sur le principe «personne n'est indispensable» : on dit qu'une autre personne prendra la place d'une personne sans perte de qualité. Nous voulons aller à l'encontre de cette compréhension mécaniste en développant la solidarité.

Nous nous souvenons très bien de qui a travaillé avec nous et pour nous. Leur mémoire ne peut pas être «nettoyée» comme le sont les sites web d'entreprise. Aucun trait de plume du recteur n'annulera l'apport scientifique et pédagogique de celles et ceux qu'on a fait partir. Ils demeurent avec nous. Tout au long du mois, nous publierons les histoires d'enseignants. Notre campagne vise à attirer l'attention sur l'étendue de la répression dans les universités russes. C'est notre appel aux enseignants et aux étudiants à se rassembler autour de ceux qui restent encore. Ce n'est qu'ensemble que nous pouvons essayer de les défendre.

Appel à mes amis progressistes occidentaux

BORIS KAGARLITSKY¹

Un militaire russe depuis longtemps à la retraite discutait par téléphone de l'actualité avec un ancien collègue vivant en Ukraine. Tous deux s'indignent de la guerre entre les deux pays autrefois fraternels et expriment l'espoir que cette folie prendra bientôt fin. Quelques jours plus tard, des représentants des services spéciaux ont fait une descente chez le Russe. Il n'a livré aucun secret militaire et personne ne l'en a accusé. En revanche, il a été accusé d'avoir discrédité publiquement les forces armées de la Fédération de Russie. L'ancien officier, qui connaissait les lois, a rétorqué qu'il s'agissait d'une conversation privée. Et qu'une telle accusation n'était censée s'appliquer qu'aux déclarations publiques. «Mais c'était public», ont objecté les officiers de renseignement. «Après tout, nous l'avons entendue!»

Il ne s'agit pas d'un épisode d'une histoire écrite par un imitateur moderne de Franz Kafka ou de George Orwell, mais d'une affaire qui fait actuellement l'objet de discussions sur les réseaux sociaux russes. On y trouve également de nombreux rapports faisant état d'amendes infligées à des personnes qui avaient

peint leur portail en jaune et bleu par hasard il y a de nombreuses années, risquant ainsi d'être associées de manière indésirable au drapeau ukrainien, ou qui sont sorties dans la rue sans réfléchir, vêtues d'un jean bleu et d'une veste jaune. La situation en est arrivée au point où la police a envisagé d'écrire une dénonciation sur une cagette de pommes. Les fruits étaient coupables du fait que les mêmes «couleurs ennemies» étaient présentes sur l'emballage.

Les lecteurs occidentaux trouveront peut-être tous ces épisodes ridicules. Mais essayez d'imaginer ce que c'est que de vivre dans un État où vous pouvez être détenu et poursuivi pour avoir porté des vêtements inappropriés, pour avoir «liké» un message «séditieux» sur les réseaux sociaux, ou simplement parce que le nouveau chef de la police n'a pas aimé votre apparence. Par principe, les tribunaux russes ne prononcent pas d'acquittement (à cet égard, la situation est bien pire qu'à l'époque de Staline), de sorte que toute accusation, même la plus absurde, est considérée comme prouvée dès qu'elle est déposée. Et cela ne s'applique pas seulement aux questions politiques, ce qui serait au moins un peu compréhensible en temps de guerre, mais en général à toute affaire criminelle ou administrative.

À mes collègues occidentaux qui, plus d'un an après le début de la guerre, continuent d'appeler à une compréhension à l'égard de Poutine et de son régime, je voudrais poser une question très simple. Voulez-vous vivre dans un pays où il n'y a pas de presse libre ni de tribunaux indépendants? Dans un pays où la police a le droit de pénétrer chez vous sans mandat? Dans un pays où les édifices des musées et les collections constituées au fil des décennies sont cédés aux églises, sans se soucier de la menace de perdre des œuvres uniques? Dans un pays où les écoles délaissent l'étude des sciences et envisagent

1. Boris Kagarlitsky a été un dissident politique en Union soviétique. Il est coordinateur du projet Global Crisis du Transnational Institute et directeur de l'Institute of Globalization and Social Movements (IGSO) à Moscou Article publié sur le site *Russian Dissent*, le 23 mai 2023 ; traduit en l'anglais par Dan Erdman, traduction en français par la rédaction de *À l'Encontre*.



d'abolir l'enseignement des langues étrangères, mais dispensent des «leçons sur ce qui est important», au cours desquelles on apprend aux enfants à rédiger des dénonciations et à haïr tous les autres peuples? Dans un pays qui diffuse chaque jour à la télévision des appels à détruire Paris, Londres, Varsovie, par une frappe nucléaire? Je ne crois pas qu'ils en aient vraiment envie.

En Russie, nous ne voulons pas non plus vivre comme cela. Nous résistons ou du moins nous essayons de préserver nos convictions et nos principes fondés sur la tradition humaniste de la culture russe. Et lorsque nous lisons sur Internet un nouvel appel à «comprendre Poutine» ou à «se retrouver à mi-chemin», cela est perçu en Russie comme une complicité avec les criminels qui oppriment et ruinent notre propre pays.



Ces appels reposent sur un mépris profond, presque raciste, pour le peuple russe, pour qui, selon les pacifistes progressistes occidentaux, il est parfaitement naturel et acceptable de vivre sous la férule d'une dictature corrompue.

Bien sûr, quand on vous dit que le régime de Poutine est une menace pour l'Occident ou pour l'ensemble de l'humanité, c'est un non-sens total. Les personnes pour lesquelles ce régime représente la menace la plus terrible sont (à part les Ukrainiens, qui sont bombardés quotidiennement par des obus et des missiles) les Russes eux-mêmes, leur peuple et leur culture, leur avenir.

Il est clair que Poutine et le système qu'il dirige ont changé au cours des dernières années; ces mêmes personnes au milieu des années 2010 pouvaient sembler tout à fait décentes par rapport à d'autres politiciens du monde. Certes, ils menaient la même politique antisociale, mentaient de la même manière, essayaient de manipuler l'opinion publique, tout

comme leurs homologues occidentaux. Mais la crise qui dure depuis trois ans, la guerre et la corruption totale ont entraîné des changements irréversibles, dans lesquels la préservation du régime politique existant s'est avérée incompatible non seulement avec les droits de l'homme et les libertés démocratiques, mais tout simplement avec la préservation élémentaire des règles de l'existence civilisée moderne pour la majorité de la population.

Nous devons régler ce problème nous-mêmes. Personne ne peut savoir à quelle vitesse cela se fera, combien d'épreuves se produiront en cours de route, combien de personnes souffriront encore. Mais nous savons exactement ce qui se passera. La décomposition du régime conduira inévitablement le pays à des changements révolutionnaires, sur lesquels les partisans du gouvernement actuel s'exprimeront avec horreur.

De la part du public progressiste occidental, nous n'attendons qu'une chose: cessez d'aider Poutine par vos déclarations conciliantes et ambiguës. Plus ces déclarations seront fréquentes, plus les fonctionnaires, les députés et les policiers seront convaincus que l'ordre actuel peut continuer à exister avec le soutien silencieux ou les grognements hypocrites de l'Occident. Chaque déclaration conciliante faite par des intellectuels libéraux aux États-Unis entraîne davantage d'arrestations, d'amendes et de perquisitions de militant·es démocratiques et de simples citoyens ici en Russie.

Nous n'avons besoin d'aucune faveur, mais d'une mesure très simple: la compréhension de la réalité qui s'est développée en Russie aujourd'hui. Cessez d'identifier Poutine et sa bande à la Russie. Comprenez enfin que ceux et celles qui veulent le bien de la Russie et des Russes ne peuvent qu'être des ennemis irréconciliables de ce pouvoir.

Solidarité horizontale contre géopolitique

DÉCLARATION DU MOUVEMENT SOCIALISTE
RUSSE¹

Le 1^{er} mai n'est pas seulement la journée internationale des travailleurs, mais aussi une journée de solidarité avec les peuples opprimés et de désobéissance civile contre la guerre. On se souvient par exemple des manifestations du 1^{er} mai 1971 à Washington contre l'agression impérialiste américaine au Vietnam. À l'époque, la position du mouvement antiguerre était claire : arrêter la guerre, achever le retrait des troupes américaines et soutenir le droit du peuple vietnamien à l'autodétermination. Aujourd'hui, la gauche penche également vers le pacifisme, mais sa version actuelle est beaucoup plus ambivalente. Bien qu'elle mette toujours l'accent sur l'impérialisme américain et la prévention de la guerre nucléaire, et qu'elle condamne la militarisation et la guerre comme moyens de résoudre les conflits, elle éprouve des difficultés à identifier précisément l'agresseur et se montre disposée à tolérer l'annexion du territoire ukrainien par la Russie et la présence continue de troupes russes dans ce pays. Cette version du pacifisme est donc privée d'une véritable solidarité avec les peuples opprimés.

Le campisme de gauche, une prédisposition idéologique impliquant que la gauche doit approuver ou au

moins s'abstenir de critiquer les régimes qui résistent à l'hégémonie de l'Occident, entrave généralement le soutien à l'Ukraine. Cette approche néglige les autres impérialismes et ignore l'opinion des militants de la périphérie mondiale qui luttent contre leurs dictateurs «anti-impérialistes».

Un autre obstacle à la solidarité avec l'Ukraine est la perspective antimilitariste de la gauche occidentale qui rend moralement problématique toute forme d'alignement sur les préparatifs militaires de son gouvernement ou sur la rhétorique de la «défense de la démocratie» qui a légitimé les «interventions humanitaires» en Yougoslavie, en Irak et en Afghanistan.

Nous voudrions souligner qu'un tel pacifisme est erroné pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il est fait de vieux dogmes qui ne sont pas reconsidérés à la lumière des circonstances actuelles. Rejetant «l'analyse concrète d'une situation concrète», la gauche dévalorise ses propres concepts et principes, les transformant en simples abstractions. L'«anti-impérialisme» est réduit à la lutte contre l'impérialisme américain et l'expansion de l'OTAN, tandis que le pacifisme, instrument de lutte contre l'agresseur, est transformé en instrument d'apaisement de l'agresseur. Le «faux» pacifisme promeut la neutralité ou un soutien limité à l'Ukraine. Cependant, nous sommes convaincus que l'application des mêmes normes critiques que la gauche applique aux sociétés capitalistes du Nord signifie un soutien total à l'Ukraine puisque la Russie est un agresseur impérialiste qui a déjà annexé une partie du territoire ukrainien, tué plus de 120 000 personnes et déplacé des millions d'Ukrainiens, alors que l'Ukraine mène une guerre de libération nationale.

En outre, il est essentiel de reconnaître que le régime de Poutine ne sert pas de rempart contre l'impérialisme. Il représente une version du capitalisme



1. Mouvement fondé en 2011 par deux organisations : Vperiod («En avant») et Socialist Resistance.

autoritaire réactionnaire. Le régime de Poutine a fait la guerre à l'Ukraine pour survivre en tant que classe et pour répartir les zones d'influence. Par conséquent, l'absence de solidarité avec les opprimés et l'absence de condamnation de l'opresseur font que l'internationalisme n'a pas de sens.

Deuxièmement, le «faux pacifisme» ne propose pas de solution viable pour mettre fin à la guerre. Sa demande de paix à tout prix, y compris la reconnaissance du statu quo actuel, ne tient pas compte des circonstances spécifiques. Le «faux pacifisme» ne tient pas compte du fait que l'Ukraine a besoin de libération plutôt que de «paix». La paix, quelles qu'en soient les conditions, ne signifiera pas seulement un accord avec l'agresseur, mais aussi un armistice, puisque le régime de Poutine est entré dans une phase telle qu'il ne peut cesser de mener des guerres sans risquer de perdre le pouvoir.

Les peuples ukrainien et russe ont besoin d'une défaite militaire du régime de Poutine. C'est la seule façon d'ouvrir la perspective d'un changement pour les deux peuples et la promotion potentielle de l'agenda socialiste. Le régime de Poutine entrave non seulement la lutte des opprimés dans son pays, mais aussi dans les pays voisins. En ce qui concerne la Russie, nous avons déjà souligné que le niveau d'inégalité en Russie a augmenté de manière significative au cours des vingt années de leadership de Poutine. Poutine est non seulement un ennemi de toutes les formes de démocratie, mais aussi un ennemi de la classe ouvrière. La participation populaire à la politique et aux associations bénévoles est traitée avec suspicion en Russie. Poutine est essentiellement un anticommuniste et un ennemi de tout ce pour quoi la gauche s'est battue au 20^e siècle et se bat au 21^e. Par conséquent, sans l'effondrement de la dictature répressive de Poutine, il n'est guère réaliste d'espérer

des changements positifs dans la condition de la classe ouvrière en Russie et en Ukraine, et seule une défaite militaire peut faciliter cet effondrement.

En outre, d'un point de vue mondial, permettre au régime de Poutine de s'en tirer avec la guerre crée un autre précédent dangereux dans les relations internationales. Il indique aux autres pays dotés d'une puissance nucléaire ou d'une armée puissante que les guerres d'annexion sont tolérées et que la communauté internationale ne fera rien pour arrêter l'agresseur. La crise du Haut-Karabakh est désormais décrite dans un langage irrédentiste par l'Azerbaïdjan, qui a déjà occupé certains territoires arméniens. Les frappes aériennes turques en Irak et en Syrie en 2022-2023 et les raids aériens israéliens sur Gaza et le Liban en 2023 n'ont pas non plus reçu suffisamment d'attention de la part de la communauté internationale. La vision du monde de Poutine, selon laquelle les forts ont le droit de battre les faibles, doit recevoir un coup sévère en Ukraine, faute de quoi des guerres irrédentistes sanglantes seront légalisées dans le monde entier. La victoire de l'Ukraine est donc nécessaire pour empêcher la normalisation du bain de sang dans le monde.

Enfin, le «faux pacifisme» déguisé sous des slogans de gauche révèle une nature petite-bourgeoise caractérisée par l'égoïsme. Le «faux pacifisme» est égocentrique parce qu'il se réduit à la lutte contre le gouvernement national. L'opposition au courant politique national est privilégiée par rapport à la solidarité avec le peuple ukrainien. Le «faux pacifisme» est motivé par l'intérêt personnel, car il est principalement préoccupé par les répercussions potentielles sur la classe ouvrière dans les pays occidentaux et par la propagation de la guerre à l'Occident lui-même en raison d'un soutien plus actif à l'Ukraine. En d'autres termes, le «faux pacifisme» se résume à une prise



de distance par rapport à la guerre. Quelle transformation intéressante! Il y a 50 ans, le mouvement de gauche critiquait la société de consommation occidentale pour son ignorance des guerres dans le Sud et sa valorisation du confort matériel; aujourd'hui, la gauche elle-même tente d'aborder la guerre à partir d'une distance sûre. Le «faux pacifisme» évite d'écouter les demandes des socialistes ukrainiens et russes qui insistent non seulement sur le soutien moral ou humanitaire à l'Ukraine, mais aussi sur le rejet de tout compromis avec le régime de Poutine, sur la reconnaissance du droit de l'Ukraine à résister et sur l'approbation de nouveaux transferts d'armes vers l'Ukraine.

Le manque de volonté de la gauche de se frotter à son courant politique principal est compréhensible. Cependant, la neutralité tue les perspectives de la gauche plus que toute forme de participation au soutien de l'Ukraine. Il est grand temps que la gauche promeuve son programme qui lui permettrait de préserver sa subjectivité politique. Cet agenda pourrait inclure les revendications suivantes:

1. augmentation des livraisons d'armes à l'Ukraine pour lui permettre de restituer les territoires annexés;
2. retrait complet des troupes russes du territoire ukrainien;
3. redistribution du fardeau de la militarisation (c'est le gouvernement et les entreprises qui ont fait et font encore des affaires avec la Russie, soutenant ainsi indirectement son régime autoritaire, qui devraient supporter les coûts de la guerre, et non la classe ouvrière);
4. annulation de la dette de l'Ukraine;
5. assouplissement des procédures d'immigration qui permettra d'accueillir davantage d'Ukrainiens et de Russes déplacés qui fuient les répressions et les mobilisations (en ce qui concerne les Russes, nous

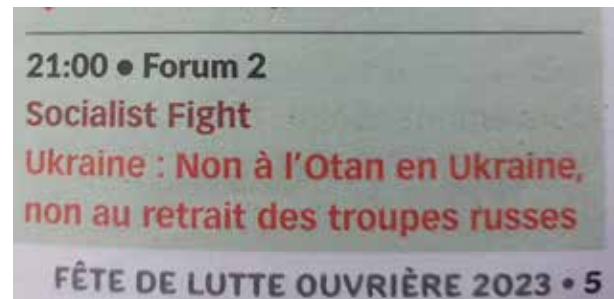
voudrions répéter qu'il est extrêmement difficile de s'engager dans des activités politiques en prison ou sur les lignes de front);

6. Introduction de sanctions qui ciblent particulièrement l'élite de Poutine dont les avoirs financiers n'ont guère été affectés par les sanctions précédentes;

7. abolition de la diplomatie secrète et conduite de toutes les négociations ouvertement au vu et au su de l'ensemble de la population.

Il est impératif que la gauche déplace sa solidarité des classes dirigeantes des pays qui s'imaginent opprimés et humiliés vers les peuples et les sociétés qui luttent contre l'oppression. Pour favoriser cette solidarité, la gauche doit développer sa capacité à décentraliser son regard et son empathie. De ce point de vue, il est impossible de ne pas se solidariser avec le peuple ukrainien.

Les opprimés, non seulement en Ukraine et en Russie, mais dans le monde entier, ont besoin de solidarité horizontale plutôt que de pensée géopolitique rigide et de campisme. Ce n'est qu'à cette condition que le mouvement ouvrier pourra triompher et ouvrir la voie à la paix et au socialisme!



Dimitri Petrov, militant anarchiste russe, a été tué le 19 avril 2023 par l'armée russe près de Bakhmout

Dimitri Petrov a fait ses études à l'université de Moscou. Engagé dans la lutte écologiste de défense de la forêt de Bitsevski à Moscou, il a participé aux protestations contre le pouvoir russe, notamment à celle de la place Bolotnaïa à Moscou en 2012 et celle de la place Maïdan à Kyiv en 2014. En 2017, il est parti au Rojava pour prendre part à la révolution et étudier la mise en œuvre du confédéralisme démocratique. À son retour, il a traduit en russe plusieurs ouvrages sur la révolution kurde et a participé à la fondation de l'organisation anarchiste-communiste BOAK qui deviendra après l'invasion russe une force de résistance en organisant le sabotage d'infrastructures militaires en Russie. Après l'invasion de l'Ukraine, Dimitri a rejoint le Resistance Committee, qui coordonne les actions des combattants anarchistes avec l'armée ukrainienne). Il voulait faire de cette unité anti-autoritaire un point d'appui pour faire émerger la révolution sociale, écologique et démocratique sur le modèle du communalisme kurde.



Dernier message de Dimitri Petrov.

Je m'appelle Dimitri Petrov et, quand vous lirez ces lignes, je serai probablement mort en combattant l'invasion de l'Ukraine par Vladimir Poutine.

Je suis militant de BOAK et le resterai après ma mort. [...] Nous avons réussi à la mener des deux côtés des frontières étatiques. J'ai fait de mon mieux pour contribuer à la défaite de la dictature et à la possibilité d'une révolution sociale et je suis fier de

mes camarades, qui ont mené et mènent encore la lutte en Russie et au-delà. En tant qu'anarchiste, révolutionnaire et russe, j'ai jugé nécessaire de participer à la résistance armée du peuple ukrainien contre les soldats de Vladimir Poutine. Je l'ai fait pour défendre la justice et la société ukrainienne et pour libérer mon pays, la Russie, de l'oppression. Je l'ai fait pour toutes les personnes qui ont été privées de leur dignité et de la possibilité de vivre librement par le système totalitaire porté par l'état russe et par l'état biélorusse. Je l'ai fait pour promouvoir, par notre exemple, le mouvement internationaliste. À l'heure où l'impérialisme meurtrier russe suscite une vague de nationalisme et de mépris pour les russes, j'affirme en paroles et en actes qu'il n'y a pas de mauvaises nations. Toutes les nations partagent le malheur des leaders avides de pouvoir. Mon geste n'est pas un simple geste individuel. Il s'inscrit dans une stratégie collective visant à développer les réseaux de résistance et à mener une guérilla contre les régimes tyranniques de notre région. Chers amis, camarades et membres de ma famille, je présente mes excuses à toutes les personnes qui ont été blessées par mon départ. J'apprécie profondément votre chaleur. Cependant, je suis intimement convaincu que la lutte contre l'oppression et l'injustice est l'une des significations les plus nobles qu'une personne puisse donner à sa vie et cette lutte exige des sacrifices, jusqu'à l'abnégation totale. Le plus bel hommage que vous puissiez me rendre est de continuer à lutter activement, en surmontant les ambitions personnelles et les conflits inutiles, pour parvenir à faire émerger une société libre fondée sur l'égalité et la solidarité, pour vous, pour moi et pour tous nos camarades. Les risques, les difficultés et les sacrifices sont nos compagnons de route permanents, mais soyez assurés qu'ils ne sont pas vains.



**BOÎTE
ALERTE**

GUERRE ET POÉSIE EN UKRAINE AUJOURD'HUI

PAVLO VICHEBABA¹

Pavlo Vichebaba est né en 1986 à Kramatorsk, ville occupée par la Russie dans le Donetsk (*Donetchchina*), en Ukraine orientale. Diplômé en journalisme de l'université de la ville aujourd'hui martyre de Marioupol, il s'installe à Kyiv où il prit une part très active dans la révolution dite de la Dignité (ou Euromaïdan) de 2013-2014 à la direction du centre de presse de la Résistance nationale puis au service de presse du gouvernement indépendantiste. Disciple de Gandhi et de Mandela mais aussi des fondateurs de la littérature et de la philosophie ukrainienne Hryhoriy Skorovoda et Tarass Chevtchenko, il créa en décembre 2016 l'ONG One Planet qui lutte pour l'écologie et les droits des animaux et dirige un orchestre de musique populaire du même nom. Il représente en Ukraine le Programme des Nations Unis pour le développement (UNDP).

Russophone, il passa à l'ukrainien dès 2014, suite à l'occupation russe de Kramatorsk et des deux tiers du Donbass. Dès le premier jour de l'invasion totale de son pays, en février 2022, il se porte à 36 ans volontaire dans l'armée, comme commandant de la 68^e brigade de chasse, postée dans le Donbass sur la ligne de front où il se trouve toujours aujourd'hui.

En mai 2022, il envoie à sa fille de 6 ans, alors réfugiée avec sa mère en Suisse (elles sont rentrées à Kyiv depuis peu) le poème ci-dessous intitulé *À ma fille* qui, posté sur les réseaux sociaux où il est très

actif, connaît immédiatement un immense succès. Il a aujourd'hui plus de deux cent mille abonnés sur internet et son recueil qui reprend en titre le vers le plus célèbre de ce poème, *Surtout ne m'écris rien sur la guerre* est publié en décembre 2022 en pré-vente à 15 000 exemplaires. Un second recueil est sous presse, édité de la même manière. Il enchaîne pendant ses permissions des récitals très populaires dans tout le pays, accompagné par son orchestre qui a, depuis, publié un CD intitulé *Ma guerre*. Les profits de ces spectacles vont entièrement à l'armée ukrainienne.

À MA FILLE

Surtout, ne m'écris rien sur la guerre,
dis-moi plutôt s'il y a un jardin tout près,
si les escargots glissent dans les prés
et si les cigales chantent les airs qu'on aime.

Dans ces pays lointains, dis-moi
de quels noms on appelle les chats
et promets-moi de chasser le chagrin
de tes lettres, enlève-le tout à fait.

Les cerisiers, abricotiers sont-ils en fleur là-bas ?
Si les gens t'apportent de beaux bouquets,
ne leur dis rien de ta fuite dans les gravas,
raconte qu'on a vécu ici nos plus belles journées.

Invite ceux que tu rencontres
après la guerre à venir ici.
On saura leur dire merci :
chez eux, nos enfants étaient à l'abri.



1. Traduit et présenté par Vladimir Claude Fišera.

LE GRAND ROMAN DU DÉBUT DE LA GUERRE DE RÉSISTANCE DE L'UKRAINE

VLADIMIR CLAUDE FIŠERA

SERHIY JADAN, *L'INTERNAT*,
traduit par Iryna Dmytrychyn, Lausanne,
Noir sur Blanc, 2022



Enfin, nous avons le grand roman du début de la guerre actuelle qui a bien commencé en 2014 par l'invasion par la Russie de la Crimée puis de l'est de l'Ukraine. C'est une guerre ininterrompue qui n'a fait que se généraliser en février 2022. L'auteur en est le plus grand romancier actuel de ce pays, Serhiy Jadan, auteur de cinq romans mais aussi d'un opéra, poète, traducteur de la poésie allemande et de langue anglaise et aussi chef d'un orchestre de musique rock. Né dans une petite ville du Donbass, d'un père chauffeur, il a fait des études de lettres et de pédagogie à Kharkiv, la grande ville du Nord-Est, qu'il n'a plus quittée. Il y a enseigné dans le secondaire jusqu'en 2004 avant de vivre de sa plume et de sa musique. Il est traduit dans de nombreuses langues et a reçu plusieurs prix littéraires internationaux des plus prestigieux. En 2014, période qu'il décrit dans ce roman, il a été blessé en défendant la mairie de Kharkiv contre des émeutiers pro-russes. Aujourd'hui, il se consacre entièrement à l'aide humanitaire à Kharkiv, sur le terrain et sous les bombes.

Cet ouvrage, écrit en 2015-2016 et publié en 2017, bien avant l'extension, la généralisation actuelle de l'invasion russe, nous parvient avec cinq ans de retard

mais n'en est que plus prophétique en ce qu'il décrit et révèle des comportements barbares des envahisseurs et de l'extraordinaire résistance du peuple ukrainien, des civils comme des conscrits. Il s'agit ici surtout des civils qui sont les personnages principaux de ce roman, roman réaliste qui ne cache pas l'horreur de la sale guerre menée par les soldats russes et par les milices séparatistes pro-russes. Mais c'est essentiellement l'histoire personnelle du héros, jeune quarantenaire, professeur du secondaire (enseignant l'ukrainien alors qu'il parle en russe ou en inter-langue russo-ukrainienne avec ses élèves) qui vit sur la ligne de front et va chercher son neveu de 13 ans, orphelin de père et en internat, de l'autre côté du front, derrière les lignes alors que les Russes avancent et que l'armée ukrainienne tente de résister. Écrit à la première personne, c'est l'oncle blessé de guerre à la main et réformé qui parle, le neveu prenant la parole à la première personne dans les cinquante dernières pages de l'ouvrage.

C'est aussi un monologue intérieur du début à la fin (de l'oncle puis du neveu) qui se superpose aux scènes de description de leur anabase et aux dialogues nombreux, concis et percutants, avec une langue parlée populaire et argotique. C'est qu'elle est souvent chargée de mots crus, produits par la tension extrême, la peur comme par la résolution crâne de ne pas céder à cette même peur, à ces violents envahisseurs, à la fatigue, au terrain naturel hostile et au froid de ce mois de janvier 2015. Les envahisseurs ne sont pas nommés en termes politiques, ce sont «eux», «les autres» souvent difficiles à identifier, avançant masqués par rapport aux «nôtres». D'ailleurs, entre les deux, il y a la masse qui se situait jusque là entre les deux identités nationales et entre les deux langues (l'ukrainien étant langue inférieure, paysanne, refoulée souvent dans l'oralité). Civils

comme soldats, nombreux sont les terrifiés, les affaiblis, les frigorifiés. Les soldats qu'assiste le héros, infirmier d'occasion, souvent très gravement blessés, sont aussi contusionnés, comme rendus fous par le vacarme des bombes (*shell-shocked*). Tous sont par moment et durablement ahuris par l'invasion, épuisés et peinant à sauver leur vie dans ce crépuscule des dieux inouï et assourdissant, inimaginable qui annule en un instant tout les paramètres de la normalité. Tous sont privés de leur maison et leurs vies «sont retournées comme des poches».

C'est la dévaluation de la vie humaine, foulée à terre par «les autres» qui méprisent ces péquenots d'Ukrainiens, ces «Petits-Russiens» comme les Grands-Russes les nomment, se sachant supérieurs en nombre et en moyens militaires (*tekhnika*). Certains cèdent à l'envahisseur par opportunisme ou simple épuisement, d'autres, observateurs étrangers, n'en sortent pas davantage grandis quand ils sont, parfois, oiseaux de passage, voyeurs sentencieux et nantis. Les défenseurs, souvent livrés à eux-mêmes sur place et ignorant les médias de la capitale, comme les soignants, comme les transporteurs, comme les jeunes femmes, tous s'efforcent de garder leur dignité sans s'afficher pour autant, comprenant les chutes morales de certains.

Les deux héros blaguent à l'occasion, «siffloient dans le noir», entourés par la dévastation et le sacage psychopathique. À la dernière page du livre, le neveu, devenu mature trop vite de par ces événements, note quand même, enfin revenu chez lui, que «les militaires sont concentrés, sereins. Personne ne crie. Personne ne se dispute. Tout le monde se prépare à la guerre qui se poursuit. Chacun pense survivre, a l'intention de revenir. Tout le monde a envie de revenir, de rentrer chez soi. [...] La maison sent les draps propres».

Russie, théâtre et apologie du terrorisme¹

JEAN-MARC ADOLPHE

La poétesse et metteuse en scène Jhenya Berkovitch, ex-membre du Septième Studio de Kirill Serebrennikov, et la dramaturge Svetlana Petriitchouk viennent d'être arrêtées à Moscou pour «apologie du terrorisme». Le spectacle pour lequel elles sont accusées avait pourtant reçu en 2022 le Masque d'or, prestigieuse distinction de théâtre russe.

« Avec eux, Dostoïevski irait droit en prison »

En Russie, une opinion publique critique s'indigne de ces procédés, assure le journaliste Alexander Baounov dans un post Telegram repris par *Ekho* :

Auparavant, lorsque l'État voulait s'attaquer à la culture, il prenait pour prétexte des malversations financières, comme dans le cas [du metteur en scène] Kirill Serebrennikov. Mais aujourd'hui, on s'en prend à l'œuvre elle-même. Dans le cas présent, une petite œuvre avant-gardiste, complexe et peu accessible, qui prend la forme d'une analyse des motivations psychologiques et sociales ayant poussé des jeunes femmes russes lambda dans les bras de «vrais hommes» – les brutes de Daech.

1. Avec l'aimable autorisation du site *leshumanités* Des articles offerts par la rédaction des *humanités*, média alter-actif. Pour persévérer, explorer, aller voir plus loin, raconter, votre soutien est très précieux. Abonnements ou souscriptions [ici](#).



C'est un peu comme si l'on jetait Dostoïevski en prison parce que l'on estime que *Crime et châtiment* justifierait l'assassinat de femmes âgées, ou encore que *Les démons* ferait l'apologie du terrorisme.

Sur sa [page Facebook](#), le journaliste Arkadi Doubnov rend hommage à l'œuvre de Jenya Berkovitch :

Il s'agit d'un nouveau maillon dans la triste chaîne d'actions honteuses visant à plonger le pays dans une idéologie totalitaire vide de sens. [...] Brillante et tragique à en faire trembler la voix, profondément antitotalitaire, la poésie de Berkovitch est en totale opposition avec cette «idéologie» absurde. Ce qui implique que sa poésie, comme tant d'autres choses, risque elle aussi d'être interdite, détruite et chassée du pays. À l'instar de la poétesse qui l'a écrite.



Et maintenant, Lev Dodine...

Le procureur de Saint-Petersbourg et le ministère russe des situations d'urgence viennent de placer sous scellés le prestigieux Maly Drama Theater de Saint-Petersbourg, dirigé par Lev Dodine, invité à plusieurs reprises en France, prix Europe pour le théâtre en 2000. En mars 2022, Lev Dodine s'était opposé, dans un courrier à Poutine, à la guerre en Ukraine.

Qui veut noyer son chien l'accuse de la rage

Ce 6 mai 2023, le prestigieux Maly Drama Theater de Saint-Petersbourg, dirigé par Lev Dodine, vient d'être mis sous scellés par les sbires de Poutine. Officiellement, comme le rapporte *Mediazona*, après que des inspecteurs dépêchés par le bureau du procureur et par le ministère des situations d'urgence aient trouvé des «déficiences» dans les sections «sécurité incendie» et «sanitaire-épidémiologique» du théâtre.

Suite à une «dénonciation anonyme» au bureau du procureur, le Maly Drama Theater - Théâtre de l'Europe avait déjà été contraint d'annuler, fin avril, deux mises en scène de Danila Kozlovsky, *Intrigue et Amour* et *Hamlet!* William Shakespeare n'est-il pas un symbole de cet «Occident décadent» contre lequel Vladimir Poutine brandit les «valeurs traditionnelles» de la Russie éternelle?

Lev Dodine était dans le collimateur des autorités russes depuis qu'en mars 2022, il s'était adressé dans un courrier à Vladimir Poutine lui demandant d'arrêter la guerre, publié sur le site du magazine *THEATR* (et retiré du site depuis lors).

«J'ai 77 ans et, au cours de ma vie, j'ai perdu beaucoup de gens que j'aimais. Aujourd'hui, alors que les fusées de la haine et de la mort volent au-dessus de nos têtes au lieu des colombes de la paix, je ne peux dire qu'une chose : arrêtez», disait la lettre ouverte, reproduite ci-dessous :

Dire «choqué» est un euphémisme. Il m'était impossible, à moi, enfant de la Grande Guerre patriotique, même dans un cauchemar, d'imaginer des missiles russes visant des villes, des villages ukrainiens, poussant les habitants de Kiev dans des abris antibombes, les forçant à fuir leur pays. Enfants, nous avons joué la défense de Moscou, Stalingrad, Leningrad, Kiev. Il est même impossible d'imaginer qu'aujourd'hui Kiev soit sur la défensive ou se rende aux soldats et officiers russes. Le cerveau colle au crâne et refuse de se voir, de s'entendre, de se dessiner des images semblables. Les deux dernières années de la peste universelle auraient dû nous rappeler à tous, vivant de tous côtés de diverses frontières, combien la vie humaine est fragile et vulnérable, comment le monde s'effondre en une minute lorsque nous perdons des êtres chers. Elles n'ont pas rappelé. De nos jours, le monde de ceux dont les proches meurent s'ef-



fondre, le monde de ceux qui tuent les proches de quelqu'un s'effondre.

La miséricorde, la pitié, l'empathie ne cèdent pas à la volonté des États et des politiciens. Il est impossible de dicter aux gens quand et pour qui ils doivent avoir peur, quand et pour qui ils doivent avoir pitié. Jusqu'à présent, pas un seul État n'a appris à contrôler les sentiments des gens. La mission de l'art et de la culture a toujours été et est, surtout après toutes les horreurs du 20^e siècle, d'apprendre à chacun à percevoir la douleur d'autrui comme la sienne, à

comprendre qu'aucune idée, la plus grande et la plus belle, ne vaut une vie humaine. Maintenant, nous pouvons déjà dire : la culture et l'art ont encore une fois échoué à faire face à cette mission. J'ai soixante-dix-sept ans, il ne m'est pas difficile d'imaginer ce qui va se passer ensuite partout et partout : la division entre le bien et le mal, la recherche d'ennemis intérieurs, la recherche d'ennemis extérieurs, les tentatives de modeler le passé, venir se réconcilier avec le présent, réécrire le futur. Tout cela était déjà au 20^e siècle.

Ces jours-ci, nous avons vécu pour voir l'avenir. C'est à cette époque que le 21^e siècle a commencé. Ensemble, nous avons permis à cet âge de venir. Arrivez comme il l'a fait. Le 21^e siècle s'est avéré pire que le 20^e siècle. Que reste-t-il à faire ? Prier, se repentir, espérer, plaider, exiger, protester, espérer ? Probablement tout ce que nous n'avons pas fait jusqu'ici : aimer l'autre, pardonner à l'autre comme on se pardonne, ne pas croire au Mal et ne pas prendre le Mal pour le Bien. J'ai 77 ans, dans ma vie j'ai perdu tant de personnes que j'aimais. Aujourd'hui, alors que les fusées de la haine et de la mort volent au-dessus de nos têtes au lieu des colombes de la paix, je ne peux dire qu'une chose : stop ! L'organisme humain n'est pas traité par des opérations chirurgicales. De toute intervention chirurgicale, celui qui est opéré saigne, et celui qui opère devient infecté par une septicémie incurable. Arrêtez la chirurgie. Appliquez des garrots sur les plaies. Faisons l'impossible : faisons le 21^e siècle tel qu'il a été rêvé, et non tel que nous l'avons fait. Je fais la seule chose que je peux : je te supplie d'arrêter ! Arrêter.

Lev Dodine a reçu le prix Europe pour son théâtre en 2000, au motif suivant : élève de l'un des plus fidèles disciples de Stanislavski, Lev Dodine est arrivé très jeune de sa Sibérie natale dans les capitales

de l'ancienne Russie. Il a consacré sa vie à l'enseignement, sans jamais dissocier la théorie de la pratique, et c'est ainsi qu'il a formé une compagnie, une grande famille avec le culte du groupe et du travail artisanal, bien avant qu'on lui demande, en 1983, de diriger le théâtre Maly qui allait devenir le théâtre-phare de cette fin de siècle. La maison a été créée par son groupe de diplômés de l'Institut de Léninegrad après un séjour de plusieurs mois dans les régions du nord où Fédor Abramov avait écrit son roman sur la vie paysanne.

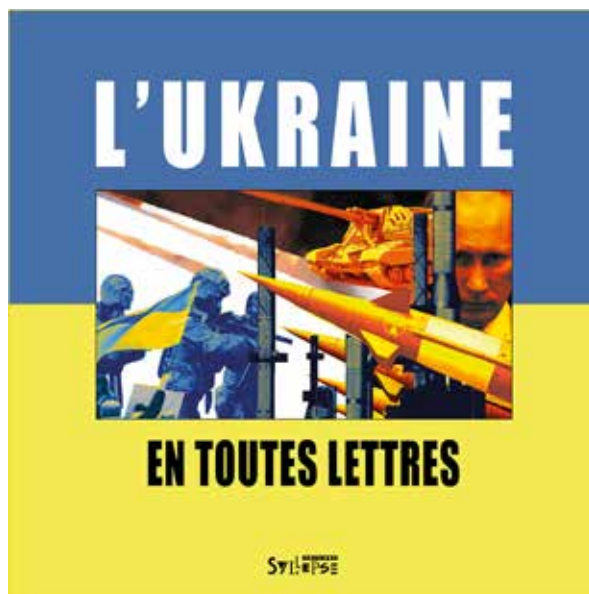
À la moitié des années 1980, la compagnie parvient à recréer à coups d'improvisations la réalité concrète de *Frères et sœurs*: cette tragique épopée du kolkhoze écrite par le même auteur. Huit heures de spectacle durant lesquelles les pleurs succèdent aux rires, une recherche sur la «grande âme russe» qui constitue une constante dans le travail du metteur en



scène, attiré par l'analyse polémique de l'histoire de son pays réélaborée à travers la littérature.

En ce sens, le sommet de son travail est représenté par la mise en scène d'un classique longtemps interdit tel que *Les démons* de Dostoïevski, un spectacle qui donna lieu à trois ans de répétitions et que le théâtre Maly reprend régulièrement depuis neuf ans: dix heures de dialogues et de visions qui donnent des frissons et qui constituent une première approche à un discours sur l'esprit révolutionnaire d'un peuple. Ce spectacle devient en quelque sorte le préambule de la métaphore de l'utopie suicidaire exprimée par Andreï Platonov dans *Tchevengour*, récent chef-d'œuvre mis en scène sur un plan d'eau, et de *Ce fou de Platonov* de Tchekhov, transformé par Dodine en une danse à travers le 20^e siècle.

Gaudeamus se déroule quant à lui sur une surface enneigée. Ce premier spectacle monté avec les jeunes de l'École est une satire – hélas encore tout à fait d'actualité – de l'entraînement au service militaire soviétique, et s'insère à la perfection dans le répertoire centré sur l'homme de notre temps proposé par la compagnie à son public naturel et, partant de là, au public du monde entier auquel Dodine a su redonner le sens d'un théâtre nécessaire.



Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront les blindés russes qui déferlent sur l'Ukraine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui arrêteront la main de fer qui s'abat sur les Russes qui s'opposent à la guerre de Vladimir Poutine.

Nous le savons, ce ne sont pas les livres qui mettront fin à la guerre contre la liberté de l'Ukraine, pas plus qu'ils ne mettront fin à la dictature des oligarques du Kremlin.

C'est la résistance populaire ukrainienne multiforme, les grains de sable que les démocrates de Russie et du Bélarus glisseront dans la machine de guerre russe et l'opinion publique mondiale qui arrêteront les chars de Vladimir Poutine.

Mais dans cette bataille pour l'indépendance et la liberté ukrainiennes, rappelons-nous le pouvoir des *samizdats* et l'effet corrosif qu'ils avaient eu sur la dictature stalinienne.

Les éditions Syllepse (Paris), Spartacus (Paris), Page 2 (Lausanne), M. Éditeur (Montréal) et Massari Editore



(Italie), les revues *New Politics* (New York), *Les Utopiques* (Paris) et *ContreTemps* (Paris) et *Utopia Rossa* (Rome), les sites *À l'encontre* (Lausanne) et *Europe solidaire sans frontières*, le Réseau syndical international de solidarité et de luttes, le Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve) qui publie la revue *Alternatives Sud*, ainsi que le blog *Entre les lignes entre les mots* (Paris) s'associent pour donner la parole aux résistances populaires, aux oppositions russes et biélorusses à la guerre, au mouvement syndical et aux mouvements sociaux opposés à la guerre. Ce faisant, ce front éditorial ainsi constitué adresse un message aux soldats russes : «Crosse en l'air».